





# Dates

Il y a trente ans

## La croisière du « Nautilus » sous le pôle Nord

### Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Téléc. MONDIPAR 650 672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARI, le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouss,

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet,

Correspondant en chef :

Claude Sales.

### Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyen, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71

Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Impression de la presse

Reproduction interdite de tous articles,

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde

Renseignements au (1) 42-47-99-81.

### Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif

FRANCE

REUNION

SURSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

354 F

399 F

504 F

687 F

672 F

763 F

972 F

1 337 F

954 F

1 089 F

1 404 F

1 952 F

1 200 F

1 300 F

1 800 F

2 530 F

### ÉTRANGER :

Par voie aérienne

tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOYER CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

Changement d'adresse délégué, ou

provisoire : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

### BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer

tous les montants en espèces

d'imprimerie.

Le lundi 4 août 1958 à 4 h 15 du matin (heure française), le sous-marin américain à propulsion nucléaire *Nautilus* passait sous le pôle Nord. Il était parti discrètement de Pearl Harbor, aux îles Hawaii, le 22 juillet, avait fait brièvement surface un peu au nord du détroit de Behring, puis s'était engagé sous la calotte glacière. Quelques jours plus tard, il émergeait entre le Groenland et le Spitzberg. Le commandant, William Anderson, quittait le bord quand le *Nautilus* passait près de l'Islande et confiait le commandement à son second, Frank Adams. Tandis que le sous-marin ralliait Portland en Grande-Bretagne, un avion spécial conduisait le commandant Anderson à la Maison Blanche. C'est peu après son arrivée, le 9 août, que le président Eisenhower fit connaître au monde entier l'exploit du *Nautilus*.

Exploit scientifique d'abord, mais aussi défi que s'était jeté la marine américaine. Le pôle Nord avait été atteint par voie terrestre en 1909 par un officier de marine américain, Robert Peary. Un autre officier de la Navy, Richard Byrd, avait survolé le pôle en 1926. Le commandant Anderson complétait le trio, en atteignant le pôle par la voie naturelle aux marins. Il lui avait fallu passer sous la mer puisque la surface ou était gelée, et rester plusieurs jours en plongée. Cela aurait été impossible à un sous-marin classique. Le moteur nucléaire du *Nautilus* autorisait ce voyage au fond des mers.

Mais l'exploit était surtout stratégique. Le sous-marin était passé sans être détecté dans le détroit de Behring, et, une fois sous la banquise, était à l'abri de tout repérage. Il aurait pu faire surface au voisinage des côtes soviétiques et menacer la route maritime qui suit sur 5 000 kilomètres le littoral de la Sibérie. Premier sous-marin nucléaire américain, le *Nautilus* n'était pas destiné à lancer des fusées balistiques ; mais les missiles Polaris étaient alors en développement, et l'on construisait les sous-marins nucléaires qu'ils devaient équiper. Presque tout le territoire soviétique serait menacé par ces sous-marins croisant dans l'océan Arctique. La démonstration allait d'ailleurs être complétée quelques jours plus tard par le *Skate*, autre sous-marin nucléaire américain, qui fit presque le même trajet en sens inverse, trouva une polynie (fissure entre les blocs de la glace n'a qu'une vingtaine de centimètres d'épaisseur), creva la couche superficielle et fit surface en plein Arctique.

### « Je maudis les prétendus experts »

Moins d'un an après le coup de tonnerre qu'avait été le lancement du premier Spoutnik par l'Union soviétique, les Américains répondaient par une promesse que certains ont jugée comble. Le grand bastingage organisé par la Maison Blanche autour de l'exploit du *Nautilus* n'avait d'ailleurs qu'une ambition : montrer au monde entier que la supériorité technique qu'on prêtait alors aux Soviétiques n'était pas justifiée ; il y avait des domaines où l'Amérique savait encore durer le pion à son grand rival.

On sut par la suite qu'il s'agissait d'une opération longuement préparée. L'homme-clé en avait été l'amiral Hyman Rickover, créateur de la marine nucléaire, lequel avait, dès les premières études, envisagé de faire voguer des sous-marins sous la banquise. Il n'était certes pas besoin d'être un grand marin pour constater que cette route était la plus courte et la plus discrète chemin vers l'Union soviétique. Mais elle paraissait bien hasardeuse. Au temps des sous-marins classiques, astreints à de fréquentes « respirations », le plafond de glace était un obstacle infranchissable. Le nucléaire écartait cette difficulté, mais il en restait d'autres, comme l'impossibilité de faire surface en cas d'avarie. De plus, on ne connaissait presque rien aux fonds marins de l'Arctique, et on avait des idées très sommaires et faussées sur la banquise. Dans le livre qu'il a consacré à l'expédition, et où il raconte les nombreuses difficultés qu'il rencontra (1), le commandant Anderson écrit à ce propos une phrase révélatrice : « Je maudis les prétendus experts — moi compris — auteurs d'innombrables écrits consacrés à la glace polaire. Je constate qu'ils n'y connaissent rien. »

### DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
ÉCONOMIE

Ce n'était pas une telle inéconnaissance qui aurait pu arrêter l'amiral Rickover, lequel avait surmonté bien d'autres obstacles pour faire concevoir et construire un réacteur nucléaire assez compact pour être logé à bord d'un sous-marin. Il faut rappeler ici que les réacteurs actuels à uranium enrichi et eau légère dérivent du prototype de réacteur pour sous-marin, et que c'est justement leur compacité qui, en limitant le gros œuvre et la tuyauterie, leur a fait gagner la bataille économique.

Le *Nautilus* fut lancé en 1954. Trois ans plus tard, après avoir participé à des manœuvres dans l'Atlantique nord, il entreprenait une première reconnaissance qui le fit s'engager sous la banquise et parcourir un millier de milles nautiques dans l'océan Arctique. L'opération fut fort dangereuse, car le système de sondage dont était équipé le *Nautilus* se révéla insuffisant. En effet, si l'épaisseur de la glace dépassait rarement 30 mètres, il arrivait fréquemment que des plaques, tassées entre leurs voisines, aient basculé et s'enfoncent jusqu'à 70 mètres. Le profil du dessous

séparait alors la côte de l'Alaska et la banquise, il découvrit au nord de Point Barrow une vallée sous-marine qui lui permit de s'enfoncer sous les glaces. Dès qu'il eut atteint une profondeur suffisante pour ne rien craindre des glaces, le commandant Anderson mit le cap plein nord. Les 1 100 milles nautiques qui le séparaient du pôle furent franchis en moins de quarante-huit heures, malgré la présence d'un haut-fond qu'ignoraient les cartes.

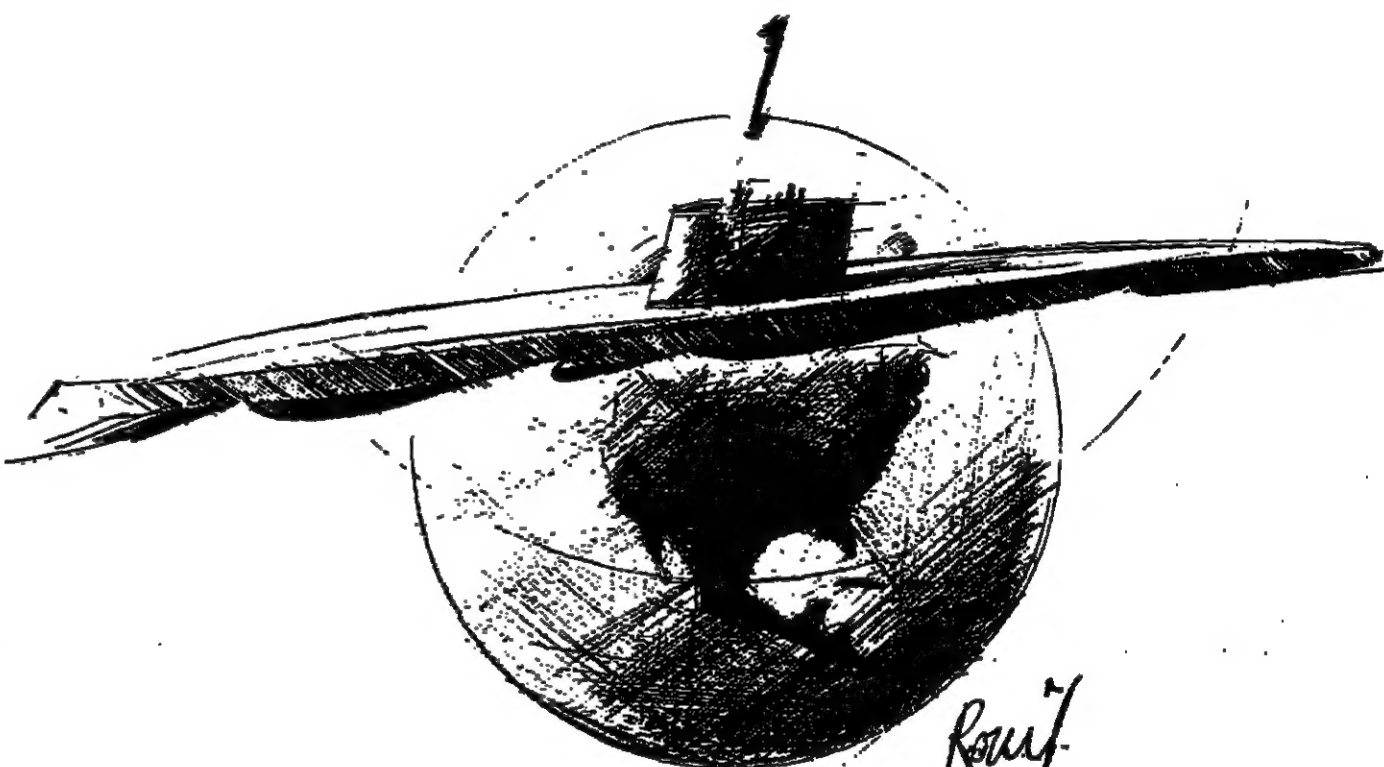
### Tapie au fond de l'Arctique

Passant d'abord sous le pôle d'inaccessibilité — le point de l'Arctique le plus éloigné de toute terre — puis sous le pôle géographique, le *Nautilus* ne devait plus rencontrer de difficultés pour accomplir la première traversée transpolaire.

Trente ans plus tard, que faut-il penser de ce périple ? Il a incontestablement ouvert un nouveau domaine maritime. A

mer fréquentée. Aucune détection n'y est possible par satellite, avion, ou navire de surface. Seul le sous-marin peut y chasser le sous-marin. Mais l'absence de vagues et du bruit qu'elles produisent permet à un embusqué, immobile ou naviguant à faible vitesse, de repérer de très loin un agresseur potentiel et de s'éclipser en douceur.

En 1958, on assignait, au moins officiellement, un autre but à cette traversée. On supposait que l'Arctique serait un raccourci commode pour le transport maritime. De Tokyo à Londres, il y a 6 300 milles nautiques en passant par le pôle, alors qu'on en compte 12 200 par les routes traditionnelles. On imaginait donc que des cargos sous-marins, évidemment nucléaires, pourraient emprunter cette voie nouvelle. Cet espoir ne s'est pas réalisé — mais les responsables américains qui en faisaient état lors du voyage du *Nautilus* y croyaient-ils vraiment ? Outre qu'il est quand même plus simple de naviguer en surface, les difficultés du détroit de Behring seraient dissuasives. Bien placés pour évaluer le gain de temps entre



Objectif pôle Nord. Un exploit scientifique, mais aussi un défi que s'est jeté la marine américaine.

des glaces est donc hérissé de ces « quilles » dangereuses que ne repérât pas le sondeur. De plus, la glace était beaucoup plus compacte qu'on ne le supposait. Cela valut au submersible des chocs sérieux qui mirent hors d'usage ses deux périscope. Plus grave, une fissure menaçante était apparue sur l'un d'eux. Il fallut que deux membres de l'équipage fassent, sur le pont d'un bateau roulé par les vagues, une soudure dont le commandant écrit qu'elle aurait été déjà difficile dans un atelier spécialisé.

### Une vallée sous-marine

Cette première reconnaissance mit en évidence d'autres difficultés comme l'impossibilité d'utiliser le compas magnétique ou le compas gyroscopique, tous deux défectueux aux hautes latitudes. Mais, au moins, le *Nautilus*, abordant l'Arctique par l'Atlantique, se trouvait toujours dans des zones où la mer était assez profonde pour qu'il puisse manœuvrer sans encombre. Il faillit cependant toucher les hauts-fonds qui bordent le Groenland à cause de la difficulté de faire le point. L'accès depuis le Pacifique par le détroit de Behring allait se révéler bien plus difficile.

C'est au printemps 1958, après étude des mesures faites l'année précédente, qu'il fut décidé de rallier Pearl Harbor à Portland en passant sous le pôle. Le *Nautilus* avait été réparé, doté de sondeurs plus précis et d'un indispensable système de navigation par inertie. Il quitta le 9 juin les îles Hawaii et se dirigea vers le nord.

Le 28 juin, il était de retour. Il avait difficilement passé le détroit de Behring. « Le fond est à 14 mètres, la glace à 6 mètres », écrit son commandant — et était entré dans la mer des Tchoukches. Et là, se faufilant entre des icebergs, passant de justesse sous l'un d'eux, le *Nautilus* chercha vainement un accès. Plusieurs fois le commandant Anderson craignit d'être bloqué et dut faire des manœuvres risquées pour se dégager.

Le sous-marin repartit le 22 juillet pour une seconde tentative, qui allait être la bonne. Se glissant dans l'étroit chenal qui

l'époque où le *Nautilus* fit son voyage, les Américains venaient juste de lancer leur quatrième sous-marin nucléaire, et ils étaient les seuls au monde à en posséder. Actuellement, on recense, tant en sous-marins lanceurs d'engins qu'en sous-marins d'attaque, 132 bâtiments américains, 202 soviétiques, 19 britanniques, 10 français, 6 chinois (on sait mal si ces derniers sont opérationnels). Combien de ces submersibles sont-ils tapés au fond de l'Arctique, se guettant les uns les autres, attendant l'ordre qui peut déclencher le cataclysme ? Nul ne le sait, mais il est clair que la situation stratégique de cet océan et l'incomparable protection qu'offre la glace polaire en ont en fait une

Mourmansk et Vladivostok, les Soviétiques préfèrent maintenant ouvrir le plus possible, à coups de brise-glace géants, le difficile passage du nord-est. L'Arctique central est resté un théâtre silencieux où s'épient et se marguent, dans la plus parfaite discrétion, quelques porteurs de la mort nucléaire.

MAURICE ARVONNY.

(1) *Nautilus, 90° Nord*. Éditions Armand. Plusieurs informations sont tirées de cet ouvrage. D'autres sont tirées de la marine et par la Bibliothèque Benjamin-Franklin de l'ambassade des États-Unis.

## LE MONDE diplomatique

INFORMATION  
ET AFFAIRISME

Août 1988

par CLAUDE JULIEN

Libre, la presse ? Oui, à condition d'avoir accès à d'importantes sources de capitaux, ce qui ne l'empêche pas de quémander les aides de l'État. La liberté, soumise à celle du commerce, à l'affairisme, fait une victime : le lecteur-citoyen, privé de débats sur l'essentiel. Quant au droit à la vulgarité et à la futilité, il demeure imprescriptible. Au nom de la liberté.

### MOSCOU-PRAGUE

Vingt ans après...

En 1968, les tanks soviétiques « normalisaient » la Tchécoslovaquie, écrasant les espoirs nés avec le « printemps de Prague ». Aujourd'hui, un autre « printemps » s'épanouit à Moscou ; la presse y dénonce avec vigueur les aberrations du stalinisme et ose aborder des sujets tabous : la sexualité ou la situation dans les prisons. Mais les dirigeants soviétiques pourront-ils aller de l'avant dans la « glasnost » sans reconnaître le caractère désastreux de l'intervention en Tchécoslovaquie il y a vingt ans ?

En vente chez votre marchand de journaux



e Nord

M. Ligatchev met en garde contre l'imitation de l'économie de marché

Moscou. (AFP, Reuter) — M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique du PC soviétique, a affirmé vendredi 5 août que la conférence fédérale du PC d'URSS, qui s'est tenue du 28 juin au 1<sup>er</sup> juillet, avait été le « forum des partisans des mêmes idées », et a qualifié d'« absurdité » le fait d'avoir recours à des grèves en URSS.

Lors d'un discours prononcé à Gorki, à quelque 500 kilomètres au nord-est de Moscou, et cité par l'agence Tass, M. Ligatchev a souligné que le PC était « le parti dirigeant, et qu'en renforçant les pleins pouvoirs des soviets (conseils), le Parti communiste ne renonce pas à son rôle dirigeant ».

Le responsable soviétique a ensuite adressé une mise en garde contre l'« imitation du marché occidental de la main-d'œuvre avec ses lois impitoyables et son chômage chronique ». « Il faut se dire que copier le modèle d'économie de marché occidentale fondé sur la propriété privée est totalement inadmissible pour un système de gestion socialiste », a insisté M. Ligatchev.

« Le développement de la productivité du travail, a-t-il ajouté, doit

aller de pair avec le plein emploi des travailleurs ». Il a estimé que des changements dans le système de formation des prix devaient s'accompagner d'une véritable hausse du niveau de vie de tous les membres de la société.

M. Ligatchev a d'autre part qualifié d'« absurdité » le fait d'avoir recours à des grèves, en estimant qu'il existe « dans notre société d'autres moyens démocratiques et constructifs pour résoudre des situations conflictuelles ». Le responsable a ajouté que la participation à une grève était « tout simplement incompatible avec l'appartenance au parti ».

A propos des événements en Transcaucasie, M. Ligatchev a souligné que le « mépris » pour la question nationale avait conduit, pour le cas de la région azerbaïdjanaise du Nagorny Karabakh, revendiquée par les Arméniens, à une « impasse politique » et en sortir maintenant n'est pas facile.

La télévision soviétique, dans son principal bulletin d'information Vremia (Le temps) a diffusé vendredi soir de longs extraits du discours de M. Ligatchev consacré également aux problèmes agricoles et sociaux.

Apatride et... Arménien

Parour Airikian veut retourner en URSS

« La seule chose qui me préoccupe, c'est de trouver le moyen de retourner en URSS », Parour Airikian, trente-neuf ans, nationaliste arménien de passage à Paris, est inflexible.

Bien que déchu de la citoyenneté soviétique, expulsé d'URSS vers l'Ethiopie le 21 juillet, il a annoncé, le vendredi 5 août lors d'une conférence de presse, son intention d'avoir recours aux tribunaux soviétiques pour pouvoir regagner son pays.

A son actif, dix-huit années passées en camp ou en exil intérieur, la création, en octobre 1987, de l'Union pour l'autodétermination nationale — mouvement nationaliste arménien — et, à Moscou, deux conférences de presse fatales puisqu'elles lui ont valu son arrestation, le 24 mars dernier.

Les autorités soviétiques lui ont alors, raconte-t-il, laissé le choix entre la détention ou un départ vers les Etats-Unis. Et bien qu'il ait opté contre la seconde solution, il a été expulsé vers Addis-Abeba, où l'ambassade des Etats-Unis lui a offert l'asile politique. « Il était impossible que l'on me juge, affirme Parour Airikian, et si je n'avais pas reçu le soutien de l'opinion internationale, on m'aurait envoyé en camp ».

Son désir de retourner en URSS n'est-il pas un rêve ? « Je pense — et je l'ai écrit à Gorbatchev, répond-il, que des gens comme moi

sont nécessaires à la perestroïka, parce que nous sommes des démocrates modérés ». Est-il communiste ? Répond sans ambiguïté : « Il y en a dans le mouvement, mais moi, je ne le suis pas ». Et Parour Airikian de jouer les naïfs : il vient de remplir un formulaire de demande de visa pour... l'URSS. Itinéraire : Moscou-Erevan. Motif de voyage : installation permanente. Nationalité : arménienne. Citoyenneté : apatride.

Eloge de Soljenitsyne

Moscou. — Une revue littéraire soviétique, le Panorama des livres (Kniznoe Obozrenie), a demandé, vendredi 5 août, qu'Alexandre Soljenitsyne soit réhabilité et recouvre la nationalité soviétique.

« Avant de publier le Pavillon des cancéreux, il faut annuler le jugement inique qui l'accuse de trahison à l'égard de la patrie et lui rendre sa nationalité. Après, nous pourrions publier ses livres », écrit Elena Tchoukavkova.

Soljenitsyne, qui réside aux Etats-Unis, avait été expulsé d'URSS en 1974, après avoir été jugé et déchu de sa nationalité.

Un documentaire de la télévision

Comment Staline devint « l'ennemi de son propre peuple »

MOSCOU de notre correspondant

La télévision soviétique a diffusé, au cours de la semaine écoulée, un long documentaire, Risk II (Risque), consacré à la course à la fabrication de la bombe atomique en URSS et aux Etats-Unis et qui s'attache à montrer comment les alliés de la seconde guerre mondiale n'allaient pas tarder, l'ennemi nazi vaincu, à devenir des adversaires résolus. Ce documentaire, constitué uniquement d'images d'archives, pour certaines venues de l'étranger, connaît actuellement un grand retentissement dans le pays. Réalisé par Dmitri Baratchevski, un homme venu du cinéma, Risk II décrit comment Américains et Soviétiques ne se départirent pas d'une profonde méfiance les uns envers les autres pendant la guerre.

Staline, dont on souligne à plusieurs reprises la nature soupçonneuse — « il ne faisait confiance à personne », — était parfaitement au courant du projet américain de créer la bombe atomique, grâce notamment au professeur Klaus Fuchs, un Allemand émigré aux Etats-Unis qui transmettait des renseignements à l'URSS. Churchill, qui « haïssait le communisme », avait, quant à lui, instamment prié Roosevelt de ne pas parler de la bombe à Staline. Le dictateur avait déjà, du reste, chargé Beria de superviser les travaux atomiques du côté soviétique. Le sinistre chef de la police politique, que l'on voit à plusieurs reprises dans le film, surveilla, par ses méthodes à lui, les savants chargés de la construction de la bombe en les isolant du reste de la population. La veille de l'explosion de la bombe atomique soviétique, en 1949, Beria menaça de mort en cas d'échec Igor Kourichtchov, l'un des principaux « pères » de l'engin.

Risk II n'est toutefois pas uniquement un film sur la genèse de la fabrication de la bombe atomique et il aborde également des thèmes qui étaient considérés encore récemment comme tabous. Ainsi, le documentaire évoque le sort des prisonniers soviétiques des Allemands qui, une fois revenus chez eux et prêts à participer à la reconstruction de leur pays, prenaient le chemin des camps en raison de la paranoïa de Staline. Le dictateur, après la guerre, « a eu un nouvel ennemi : son propre peuple ».

« Le mépris et la peur »

Risk II explique également que Mao Zedong demanda le secret de la bombe atomique à Staline, ce que ce dernier refusa. Une « méfiance mutuelle » régnait entre les deux hommes, dont le culte dans leur pays, basé sur « le mépris et la peur », est comparé à celui de Hitler.

Risk II suscite d'ores et déjà de nombreuses réactions et commentaires parmi les milieux scientifiques soviétiques. Plusieurs savants, interrogés dans les bureaux du vendredi 5 août, ont reproché au documentaire de ne pas avoir suffisamment évoqué tous les scientifiques soviétiques qui contribuèrent à la fabrication de la bombe atomique. L'académicien Gueorgui Fierov considère notamment que l'on a exagéré l'importance des renseignements fournis par Fuchs et par les époux Rosenberg, et s'indigne que l'on puisse penser que la fabrication de la bombe atomique soviétique n'ait été que la « répétition » de travaux menés par les Américains. D'autres estiment que Moscou apparaît dans le documentaire presque comme « le principal instigateur de la guerre froide ».

Quant aux Soviétiques qui ont vu l'émission, ils ne cachent pas le profond intérêt qu'ils avaient en regardant Risk II, qui devrait connaître une suite. Les documentaires historiques se multiplient en URSS à l'heure actuelle, et les images d'archives des temps stalinistes, restées des années durant dans les tiroirs, ont un impact considérable sur la population. Dmitri Baratchevski, qui avait déjà présenté à la télévision soviétique il y a huit mois Risk I consacré aux répressions staliniennes dans les années qui précédèrent la guerre ne s'y trompe pas et sait que son travail touche des millions de personnes intéressées de nouveau par le « document et le témoignage historique ». Les Soviétiques découvrent avec avidité les « pages blanches » de leur histoire que leur avaient été si longtemps cachées.

(Interim.)

GRANDE-BRETAGNE : le terrorisme de l'IRA

● Attentat contre une caserne britannique en RFA  
● Londres prépare de nouvelles mesures de sécurité

L'explosion qui s'est produite vendredi 5 août dans la caserne Roy de l'armée britannique à Ratingen, quartier du nord de Düsseldorf, a blessé trois soldats britanniques et une employée ouest-allemande.

Les quatre blessés, qui ne sont pas grièvement atteints, ont reçu des soins pour des coupures causées par des éclats de verre et d'autres débris.

L'attentat n'avait pas encore été revendiqué, samedi matin, mais tout indique qu'il est l'œuvre de l'IRA, l'Armée républicaine irlandaise, qui intensifie son action depuis quelques semaines. Ainsi, après avoir tué quatre membres des forces de sécurité britanniques, l'IRA a revendiqué l'assassinat — jeudi 4 août — de deux employés du service d'entretien dans une caserne de police en Ulster, proche de la frontière (Le Monde du 6 août).

La campagne d'attentats de l'IRA contre des ouvriers travaillant pour les forces de sécurité britanniques a commencé en août 1985, date à laquelle un fournisseur d'abris démontables, qui devait remplacer les locaux endommagés par des attentats à la bombe, avait été tué devant son domicile à Dublin. Selon un quotidien de Belfast, The Irish News, la recrudescence

des attentats de l'IRA pourrait signifier le début d'une campagne d'un an de l'organisation, destinée à marquer le vingtième anniversaire du début des hostilités dans les domaines religieux et politique en Ulster. L'IRA, selon le journal, est déterminée à prouver à ses nombreux détracteurs que Londres n'a pas réussi à ramener le paix en Irlande du Nord. Le gouvernement britannique avait envoyé des troupes en Ulster le 14 août 1969, à la suite des violentes manifestations de Londonderry.

Le ministre britannique chargé de l'Ulster, M. Tom King, a couronné ses vacances pour rencontrer, vendredi à Belfast, les responsables des forces de sécurité de la province, afin, semble-t-il, de mettre au point de nouvelles mesures de sécurité pour combattre le terrorisme.

D'autre part, les évêques anglicans réunis à Cantorbéry ont condamné sans réserve vendredi cette vague de violence, revenant sur une première résolution votée la veille (Le Monde du 6 août), dans laquelle ils justifiaient le fait que certaines personnes avaient choisi « la lutte armée comme seul moyen d'obtenir justice ». — (AFP, Reuter.)

Diplomatie

ONU

Le rapport sur l'esclavagisme dénonce le travail des enfants en Inde et au Ghana

GENÈVE de notre correspondante

Le rapport dont la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU commencera l'examen lundi 8 août, à Genève, comporte, outre la dénonciation de nombreux cas d'enlèvement et de prostitution des enfants (Le Monde des 5 et 6 août), la description des conditions inhumaines dans lesquelles, dans certaines régions du monde, on fait travailler une main-d'œuvre de moins — et souvent beaucoup moins — de dix-huit ans. En Inde, 45 millions d'enfants, dont certains sont âgés d'à peine six ans, travaillent notamment à la confection de tapis. La loi indienne de 1986 fixe l'âge minimum de l'emploi à quatorze ans et interdit l'emploi des enfants dans l'industrie du tapis. La convention numéro 138 de l'Organisation internationale du travail — dont l'Inde fait partie — fixe à dix-

huit ans l'admission à un travail nuisible à la santé. Cependant, pour ne citer qu'un exemple, la moitié des tisserands dans ce pays sont des enfants dont 60 % n'ont pas quatorze ans révolus et travaillent plus de huit heures par jour.

Pour fabriquer des tapis, il faut : manipuler des substances polluantes, respirer de la laine et de la laine, ce qui provoque de nombreux cas de tuberculose et de dermatose qui, généralement, ne sont pas soignées. Des enquêtes menées dans l'Etat d'Uttar-Pradesh notamment par une organisation bénévole, la Bonded Liberation of India, indiquent que la moitié des enfants travaillant dans l'industrie des tapis ont été « enrôlés par des intermédiaires et vendus à des exploitants de main-d'œuvre enfantine tout aussi dénués de scrupules ». Les patrons consentent parfois des prêts aux parents particulièrement misérables, puis, sous le prétexte que le métier de tisserand exige une période de formation « toujours plus longue », réduisent les enfants en esclavage, les faisant dormir à même le sol près du métier à tisser sur lequel ils ont travaillé durant de longues heures.

Le rapport du groupe de travail fait état « de vols de fait, de marquage au fer rouge et d'autres cruautés » sur ces enfants. La Cour suprême de l'Inde a été alertée. La Société anti-esclavagiste a prié le gouvernement de prendre des mesures pour faire respecter les lois. Mais, tant que subsisteront la misère et l'ignorance, les enfants astreints au travail forcé continueront à souffrir et tiront leur souffrance par crainte des représailles. La Société anti-esclavagiste cite Shridhar Mishra, l'un des grands patrons de l'industrie des tapis en Inde, qui a déclaré : « Augmenter le salaire minimum sous le prétexte de réglementer la rémunération des enfants asservis serait suicidaire pour le développement de l'industrie ».

Dans une mare de cyanure

Quand l'Etat est patron, ce n'est pas forcément mieux. Au Ghana, pays également en proie à une misère insupportable, les enfants qui ne peuvent pas aller à l'école — devenue payante — n'ont pas d'autre choix que celui de travailler. En plus des petits travaux malheureusement classiques dans les pays pauvres, certains, pour survivre, se laissent recruter, dès l'âge de onze ans, par l'Asbestos Goldfields Corporation, société dont l'Etat est le principal actionnaire, pour travailler à la table de tri de l'atelier d'extraction d'or.

L'extraction se fait par cyanuration. Les enfants travaillent huit heures de suite, pratiquement nus, dans une mare de cyanure, une des substances les plus toxiques. Certains conservent leur goût d'intérieur pendant quatre ans, parfois même jusqu'à la mort. Et cela, en dépit des analyses qui font paraître des traces alarmantes de cyanure dans le sang et l'urine.

ISABELLE VICHNAC.

Asie

AFGHANISTAN : dans le nord du pays

Les chefs de la résistance entendent « administrer les régions libérées »

Les rapports entre les chefs politiques de Peshawar et les commandants de la résistance de l'intérieur continuent de se dégrader. Déjà en juin dernier, la nomination, par l'Alliance (qui regroupe à Peshawar les principaux partis politiques opposés au régime de Kaboul), d'un gouvernement moudjahidin avait été rejeté par les instances militaires, estimant que ce gouvernement n'était pas représentatif du peuple afghan et que ses élus, les « planqués », de Peshawar, ne venaient jamais — ou presque — en Afghanistan. On est donc loin, au sein de la résistance, de l'unité politique, voire même d'une amorce de rapprochement. D'autant plus que les commandants de l'intérieur, soutenus par les chefs tribaux, préparent leurs propres réformes, sans en référer au « pouvoir légal » de Peshawar. Ils faisaient déjà « leur » guerre, ils entendent maintenant avoir « leur » gouvernement.

C'est ainsi que, récemment, s'est tenue, sous la présidence du célèbre commandant Massoud, la cinquième Conférence du Nord. Organisée à Farkhiz-Wesadj dans le Baghlan

L'attitude du Pakistan, qui « rôde de façon systématique l'accord de Genève sur l'Afghanistan », a été au centre des entretiens du ministre soviétique des affaires étrangères avec les dirigeants de Kaboul. M. Chevardnadze a rencontré, vendredi 5 août, le président Najibullah, dont l'un des frères, M. Siddiqullah, vient d'arriver au Pakistan après avoir fui Kaboul en octobre dernier. D'autre part, selon le quotidien de l'armée soviétique, l'Etoile rouge, les soldats soviétiques sont sur le point d'achever leur retrait de Kandahar, la deuxième ville du pays. Selon le journal, après ces départs, « il n'y aura plus de soldats soviétiques à Kandahar et dans le sud de l'Afghanistan ».

(nord de Kaboul) par le Jamiat Islami (très implanté dans cette région), elle a réuni les représentants de dix provinces du Nord (Badakhshan, Takhat, Kunduz, Baghlan, Samanghan, Farwan, Kapissa, Laghman, Bamyân et Paghman), qui totalisent, à elles seules, près de la moitié de la population du pays.

Pendant huit jours, une quarantaine de commandants, entourés d'un millier de moudjahidines, ont analysé la situation et se sont concertés sur les décisions — aussi

bien politiques que militaires — à prendre, dans un « climat cordial et démocratique, dénué de toute propagande intégriste », selon un témoin. Allusion à la non-venue du fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar, habitué aux empoignades violentes lors des réunions de l'Alliance, et qui ne cesse de désigner le commandant Massoud comme l'ennemi numéro un.

Combattants et « politiques »

Après l'étude des comptes-rendus des responsables des provinces représentées, plusieurs décisions ont donc été prises afin d'améliorer les conditions de fonctionnement de la résistance et développer son action. En matière politique, la résistance a affirmé son « intention d'administrer les régions qu'elle libère ». Les dix provinces ont été réparties en quatre zones (Nord-Est, Nord, Est, Centre) pour « faciliter la gestion des affaires civiles ». Plusieurs comités sont chargés d'« établir un programme dans les domaines attribués à chacun » (ravitaillement,

transports, armement, réfugiés, santé, économie, éducation, culture). Ces comités seront placés sous la haute surveillance du Conseil du Nord.

En matière militaire, les commandants ont souligné qu'« une armée nationale, puissante et bien structurée, soit créée », insistant sur la nécessité de « préparer un plan militaire pour les douze mois à venir », tout en « intensifiant les combats contre les bases ennemies ». Le fossé se creuse donc un peu plus entre « pouvoir légal » et « pouvoir réel ». Les combattants de l'intérieur s'organisent, se concertent et se serrent désormais les coudes pour créer de solides structures gouvernementales. Bien à l'écart des « politiques » de Peshawar, dont ils ne veulent plus dépendre.

Cette cinquième conférence du Nord, dont l'ensemble des mesures a été ratifié par une quarantaine de signataires, est, de plus, censée préparer le terrain au grand conseil du Nord — qui réunirait tous les partis de la résistance — prévu au début de septembre. Parallèlement, devrait aussi se tenir le grand Conseil du Sud, sous la présidence d'Ismaïl Khan. D'après certaines sources proches de la résistance, l'issue de ces deux conseils « extraordinaires » pourrait permettre la formation du premier gouvernement moudjahidin de l'intérieur. Ce qui serait loin de dissiper l'anxiété des chefs politiques de Peshawar, qui sentent de plus en plus le pouvoir leur échapper.

BERTRAND DEVEAUX.

● BRÉMANCE : Arrestation de cent quarante-neuf personnes. — Les autorités birmanes ont arrêté cent quarante-neuf personnes lors des manifestations antigouvernementales qui se sont déroulées à Rangoun au début d'août et qui ont entraîné l'imposition de la loi martiale, a annoncé le radio birmane. D'autres manifestations ont eu lieu à Pégou. — (AP, AFP.)

● CHINE : les avions de la KAL autorisés à survoler la Chine pendant les JO. — Pékin a décidé d'autoriser les avions de la compagnie aérienne sud-coréenne à survoler son territoire dans le cadre des Jeux olympiques de Séoul, a annoncé vendredi 5 août un responsable de la KAL. Jusqu'à présent la Chine, qui n'entretenait de relations diplomatiques qu'avec la Corée du Nord, ne permettait pas ce survol. — (AFP.)







ue du Sud-Ouest  
it état  
l'accord »

Les pourparlers ont été  
lancés de la part du  
gouvernement. Cette  
initiative a été accueillie  
avec intérêt par les  
délégués indépendantistes  
au cours de leurs  
pourparlers avec le  
gouvernement. Ces six  
avocats déclarent :  
« Le rapprochement  
observé lors des  
discussions de Matignon  
a soulevé un grand espoir  
pour l'avenir de la  
Nouvelle-Calédonie ».

Cet avenir passe par des  
négociations politiques  
auxquelles les  
acteurs de la vie  
calédonienne participent  
eux-mêmes. Cependant,  
et quelles que soient les  
solutions retenues, tout  
accord ne peut ignorer la  
dimension humaine du  
drame calédonien. De ce  
point de vue, il faut  
retenir les déclarations  
des délégués du FLNKS  
et du RPCR : au cours  
de ces discussions, tout  
le monde a beaucoup  
donné et pardonné ».

Pardonnez, ouvrez les yeux  
sur l'avenir en s'efforçant  
d'oublier les douleurs  
réiproques du passé, et la  
traduction juridique : c'est  
l'amnistie.

Dans le fonctionnement des  
institutions françaises, l'amnistie  
est le pardon accordé par le  
peuple ou le législateur :  
c'est donc aux citoyens ou  
à leurs représentants qu'il  
appartient de déterminer, sur  
proposition du gouvernement,  
l'étendue de ce pardon.

Il faut espérer que la vision  
métropolitaine de la situation de  
ces îles lointaines et les contingences  
du fonctionnement de nos  
pouvoirs publics n'ont pas à  
contredire le vent d'espoir qui  
nous parvient de Nouméa.

En effet, limiter les effets de  
l'amnistie, en excluant les « crimes  
de sang » comme le proposent  
certains, risquerait de compromettre  
la restauration de l'indispensable  
confiance entre tous les acteurs de  
la vie calédonienne et de recourir, à  
breve échéance, à des lois de  
civilité.

Pour-on raisonnablement  
concilier la perspective d'une paix  
durable et la tenue de futurs  
procès ultra-sensibles, tel celui de  
l'affaire d'Ouvéa ?

Pour-on seulement concevoir,  
après l'acquiescement des auteurs  
de l'embuscade de Hienghène de  
décembre 1984, qui avait fait dix  
morts — dont deux frères de Jean-  
Marie Tjibaou — de juger l'un des  
survivants de la tuerie, Jean-Luc  
Vayadimoin, aujourd'hui inculpé et  
incarcéré dans le cadre de l'homicide  
de José Lapetite, l'un des  
auteurs de massacre abas par la  
cour d'assises de Nouméa ?

Le collectif des avocats du FLNKS, composé de M<sup>rs</sup> Gastave  
Téhié, Jean-Jacques de Felice, Alain Ottan, François Roux et  
Michel Tubiana, a lancé, samedi matin 6 août, un appel en faveur  
d'une amnistie générale en Nouvelle-Calédonie, y compris pour les  
« crimes de sang », en se référant, en particulier, à ceux commis en  
avril sur l'île d'Ouvéa.

Dans son avant-projet de loi référendaire le gouvernement exclut  
ces crimes-là de ses intentions mais M. Michel Rocard, interrogé à  
ce sujet fin juillet, se déclarait « ouvert » à des « conversations  
approfondies » (Le Monde du 30 juillet).

Pour-on encore envisager, au  
moment où il semble plus nécessaire  
que jamais de calmer le jeu, et d'ins-  
turer l'impartialité de l'Etat, de  
poursuivre la répression qui s'est  
abattue toutes ces dernières années  
sur les indépendantistes, alors que  
tous les attentats perpétrés par ces  
taxis activistes « loyalistes » et  
l'assassinat de Pierre Desclercq et de  
Célestin Zongo est resté impuni ?

De tels événements ruinerait  
probablement les efforts de paix  
accomplis par les communautés  
calédoniennes et le gouvernement de  
Michel Rocard.

Certes nul n'ignore que les  
agressions ont fait l'objet des  
représentations de l'ordre public fran-  
çais ont laissé des traces d'autant  
plus profondes qu'elles ont été res-  
senties comme la conséquence des  
arbitraires d'un pouvoir politique qui  
a renié, à plusieurs reprises, sa  
parole.

Au demeurant, il faut constater  
que les forces de l'ordre ont subi,  
ces dernières années, des pertes ter-  
ribles à la suite de laquelle des  
militants indépendantistes ont été  
arrêtés et condamnés. — Il faut aussi  
admettre qu'elles ont été impliquées  
dans des drames également doulou-  
reux : qui a oublié les morts d'Élie  
Marchais, Marcel Nourry, Léopold  
Dawaou, et plus récemment  
Alphonse Dianou, Wenceslas Lavel-  
lo, Waïme Amossa, Albert Fojité,  
tous dans des circonstances telles  
que des instructions judiciaires ont  
été ouvertes, instructions dont on  
insiste à dire qu'elles ont été  
qu'elles devraient normalement

trouver leur aboutissement dans des  
procès.

L'apaisement de tous les esprits,  
comme l'équité, commande que ni  
les uns ni les autres n'aient à subir  
individuellement les conséquences  
d'une situation politique dont nous  
sommes responsables et que tous les  
citoyens de bonne volonté, quelles  
que soient leurs convictions, se doi-  
vent de résoudre.

L'enjeu est d'importance, car il  
s'agit d'expliquer, spécialement  
dans une société démocratique,  
qu'un processus de paix est possible  
même si les forces de l'ordre ont  
payé un lourd tribut.

Tirer un trait sur le passé, don-  
ner aux uns et aux autres les moyens  
de se retrouver dans un dialogue et  
un avenir débarrassés des suspicions  
des mémoires : tel est le sens de  
l'amnistie générale en Nouvelle-  
Calédonie.

Points de vue  
internationaux

De leur côté, les dirigeants du  
mouvement Action des chrétiens  
pour l'abolition de la torture  
(ACAT), M<sup>rs</sup> Guy Aupiais, pré-  
sident de la Fédération internationale,  
et M<sup>rs</sup> Jacqueline Westermann, pré-  
sidente nationale de cette organi-  
sation, ont demandé au garde des  
sceaux « que la justice fasse toute la  
lumière » sur ce qui s'est passé à  
Ouvéa entre le 22 avril et le 6 mai.  
Se référant aux témoignages des  
habitants de l'île qui accusent les  
forces de l'ordre d'avoir infligé des  
sévices à certains hommes, ils se fon-  
dent sur la Déclaration universelle  
des droits de l'homme et sur le règle-  
ment de discipline générale des  
armées pour demander « que soient  
respectées par tous et pour tous les  
normes de l'Etat de droit ».

Par ailleurs, le Comité interna-  
tional pour les libertés ethniques  
(IKEL), réuni à Rotterdam le  
26 juillet, sous la présidence de  
M<sup>rs</sup> Jean-Jacques de Felice, a adressé  
à M<sup>rs</sup> Rocard une résolution condam-  
nant « l'attitude française, qui,  
jusqu'à présent, a empêché les  
Nations unies de s'occuper de la  
décolonisation de la Nouvelle-  
Calédonie », félicitant « le gouver-  
nement français actuel pour son  
plan de dix ans en vue d'une  
commune multiraciale conduisant à  
la souveraineté de la Kanaky », et  
considérant aussi que « seule une  
pleine souveraineté de l'ethnie kanak  
peut être une solution juste, qui doit  
être préparée très prudemment ».

Le chanteur Renaud  
interdit de radio à Nouméa

Grosse émotion dans le micro-  
cosme calédonien. Tout Nouméa  
a vu et entendu, l'autre soir, par  
le canal télévisé de RFO, le chan-  
teur Renaud, invité de l'émission  
« Champs-Élysées », évoquer la  
mémoire d'Élie Marchais dans  
son clip consacré à Johnny Chopp  
et à la lutte contre l'apartheid en  
Afrique du Sud. La chose a fait  
scandale.

A tel point que le supplé-  
ment hebdomadaire des Nouvelles  
calédoniennes, le seul quotidien  
de Nouvelle-Calédonie, a voulu  
avoir le cœur net. Un de ses  
collaborateurs a carrément posé  
la question au directeur du  
bureau artistique de RFO : « Le  
clip de Renaud a causé une vive  
émotion chez une majorité de  
télépectateurs. Ne pensez-vous  
pas que dans le climat actuel  
RFO a le devoir de ne pas attiser  
les passions ? »

Ledit directeur artistique,  
M. Jean-Pierre Yeannen, pris en  
faute, s'est aussitôt excusé :  
« Je comprends parfaitement ces  
réactions, d'autant plus émou-  
vantes qu'elles relèvent moins  
de la colère que de la tristesse ».

A-t-il répondu, ainsi que le rap-  
porte le numéro 14 de ce supplé-  
ment hebdomadaire, « Nous  
avons été piégés (...). Il est  
matériellement impossible de  
tout visionner, et-t-1 ajouté à  
propos de la reprise par RFO des  
programmes d'Antenne 2. Mais,  
depuis cette diffusion, le cas »  
Renaud fait l'objet d'une atten-  
tion toute particulière. Et sur  
RFO-Radio, le suis formel, on ne  
peut plus parler de tout ».

« Mais je vous signale tout de  
même, a conclu M. Yeannen,  
que le clip est en vente à Nou-  
méa, et qu'il se vend ». A qui ?  
Les Nouvelles calédoniennes, dit-  
on, enquêtent...

Le règlement de comptes  
à la section RPR des Hautes-Pyrénées

TARBES  
de notre correspondant

C'est à boulets rouges que  
vient de se rallumer la guerre  
entre l'ancien et le nouveau  
secrétaire départemental du RPR  
dans les Hautes-Pyrénées.  
Depuis l'élection — la « dénis-  
sation », selon l'intéressé — en  
juin 1987 de M. José Marthe, le  
Lourdais, vice-président du  
conseil régional de Midi-  
Pyrénées, de la tête de la section  
départementale et son rempla-  
cement par M. Pierre-André Bre-  
ton, le Bagnérais, les tensions  
entre les deux hommes s'étaient  
passagèrement mises en sou-  
dine. Mais la crise couvait dans  
le chaudron du RPR.

En pleine saison estivale, à un  
mois et demi des élections can-  
tonales, le feu vient d'être mis  
aux poudres. M<sup>rs</sup> Marthe et Bre-  
ton ne dissimulent plus. Ils ne  
passent pas des vacances ensem-  
blées. M. Breton, le secré-  
taire départemental, a reproché,  
vendredi 5 août, à son prédéces-  
seur de ne pas avoir répondu à la  
convocation du dernier comité  
départemental du 29 juillet, dont  
il est le président. Ledit comité a  
donc décidé que « José Marthe  
s'était placé lui-même hors du  
mouvement », affirmant au pas-  
sage qu'il n'avait pas « acquiescé  
sa démission ».

Franchement confirmé par  
M. Alain Juppé dans ses fon-  
ctions de secrétaire départemen-  
tal, M. Breton entend montrer  
qu'il est bien le « patron » du RPR  
des Hautes-Pyrénées. La voilà  
donc partie en croisade contre  
M. Marthe. En premier lieu, il ne  
veut pas lui accorder, à l'auto-  
matisme, l'investiture du RPR  
dans le canton renouvelable de  
Lourdes-Ouest, où celui-ci est élu  
conseiller général depuis douze  
ans. M. Breton n'hésite pas à  
traiter son antagoniste de « col-  
porteur perdu ». Il attribue à « une  
magouille » la récente élection de  
M. Marthe à la présidence du  
groupe RPR de la région Midi-  
Pyrénées. Par une étrange coïn-  
cidence, cette élection a eu lieu le  
29 juillet, jour où ce dernier s'est  
retrouvé en état d'« exclusion »  
du comité départemental des  
Hautes-Pyrénées. Pour M. Bre-  
ton, cette présidence régionale  
n'est donc qu'un « honneur ». Pis,  
il accuse M. Marthe de « ne pas  
savoir prendre la tête d'une  
commission et d'avoir une  
influence quasi nulle ». Et son  
réquisitoire ne s'arrête pas là. Il  
accuse aussi M. Marthe d'avoir  
mené « une campagne de dénig-  
rement systématique lors des  
élections départementales et législa-  
tives, où il s'est montré très dis-  
cret ». Il ajoute que M. Marthe ne  
sait « rien faire pour le départe-  
ment ainsi que pour la ville de  
Lourdes, où il est conseiller  
municipal et où sa présence est  
jugée nuisible et assimilée à un  
reposeur pour le RPR, qui envi-  
sage de retirer de sa section une  
pépinière d'élus ».

En conclusion, M. Breton  
déclare : « M. Marthe est un  
poids mort pour le RPR. Je ne  
peux rien pour lui. Il n'a aucun  
droit à se prévaloir du titre de  
premier gaulliste des Hautes-  
Pyrénées, ni de celui du RPR ».

M. Marthe, bien entendu,  
n'est pas resté les bras croisés  
en attendant cette diatribe publi-  
que. Il a estimé que son secré-  
taire départemental était « vic-  
time d'une crise frénétique qui lui  
fait dire n'importe quoi ». Mis en  
cause même sur le plan financier,  
M. Marthe a porté plainte en dif-  
famation, ce même 5 août,  
contre M. Breton, et il a saisi les  
instances nationales du RPR pour  
exiger l'exclusion de M. Breton et  
la dissolution de la fédération  
départementale du RPR.

A propos des prochaines can-  
tonales, M. Marthe demande  
l'arbitrage de Paris afin de pou-  
voir porter l'épée du RPR  
dans le canton où le candidat de  
l'UDF, le docteur Philippe  
Doust-Blaz, soutenu par la  
fédération départementale du  
RPR, voudrait lui imposer une  
primaire.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

PROPOS ET DÉBATS

M. Pasqua

Pas d'accord avec le FN,  
mais...

M. Charles Pasqua, président du  
groupe RPR du Sénat, a réaffirmé,  
vendredi 5 août sur Antenne 2,  
qu'il n'y aurait « ni accord national ni  
accord local avec le Front national »  
lors des prochaines élections munici-  
pales. « Mais si, dans telle ou telle  
ville, certains de nos amis considé-  
rent qu'ils doivent prendre un ou  
deux membres du FN sur leurs listes,  
ce sera à eux d'apprécier la situation  
et ensuite de l'expliquer », a ajouté  
l'ancien ministre de l'Intérieur.

A propos de l'échec de Jacques  
Chirac à l'élection présidentielle et de  
la part de responsabilité qu'il en por-  
te, selon certains, M. Pasqua a  
répondu : « Ce serait trop facile  
comme explication et comme argu-  
ment. Je crois que si nous avons  
échoué à l'élection présidentielle,  
c'est probablement que nous avons  
oublié qu'on n'est pas élu parce  
qu'on fait une bonne gestion et que  
les Français ont besoin d'autre  
chose (...), d'un peu de romantisme,  
de rêve. Manifestement, François  
Mitterrand a su le faire mieux que  
nous ».

M. Longuet

Mauvaise conscience

Dans un entretien accordé à l'heb-  
domadaire Valeurs actuelles daté du  
8 août, M. Gérard Longuet, ancien  
ministre, membre de l'état-major du  
Parti républicain, juge inconcevable  
une prochaine alliance des centristes  
et des socialistes :  
« Je n'y crois pas », déclare-t-il. Une  
politique socialiste, même si elle  
dérive vers le centre, reste socia-  
liste : une politique libérale ou cen-  
triste, même si elle tient compte des

aspirations socialistes, reste dis-  
tincte. Ce sont deux mondes diffé-  
rents, même s'ils se côtoient et per-  
tois s'interpénètrent. Pour autant,  
peut-on gouverner ensemble ? La  
réponse est non ».

M. Longuet ajoute que cela vaut  
aussi, à son avis, pour le groupe pa-  
lementaire que préside M. Pierre  
Méhaignerie : « Et d'abord parce que  
l'Union du centre a mauvaise  
conscience, explique-t-il. Elle est  
donc beaucoup plus prudente et exi-  
geante vis-à-vis du PS que d'autres  
députés de l'UDF qui, n'ayant pas  
mauvaise conscience, ont gardé  
toute leur liberté d'égard du Parti  
socialiste, ce qui peut même les  
conduire à approuver telle ou telle de  
ses propositions ».

M. Schwartzberg

Overdose

M. Roger-Gérard Schwartzberg,  
député MRG du Val-de-Marne, part  
en guerre contre la multiplication des  
scrutins qui menacent, selon lui,  
la France. Il préconise un texte de loi  
visant à « regrouper » les élections.  
« Si rien n'est changé, la période mai  
1988-juin 1989 comptera cinq  
consultations électorales successives  
en trois mois : présidentielle, législa-  
tives, cantonales, municipales et  
européennes, soit environ toutes les  
dix semaines », a affirmé l'ancien  
secrétaire d'État, vendredi 5 août.  
« Cette overdose de scrutins à répi-  
tation va léser les électeurs et provo-  
quer un fort taux d'abstention (...). Il  
faut en finir avec ce Paris-Dakar  
électoral et regrouper entre elles les  
élections ayant un objet ou des modalités  
analogues en faisant voter un texte  
de loi comparable à celui que j'avais  
déposé avec Joseph Franceschi fin  
1987. Il y va de l'efficacité de la vie  
politique qui ne peut se transformer  
en affrontement permanent ou en  
guerre de Cent Ans ».

Dans les ministères

M. Pierre-René Lemas  
directeur du cabinet  
de M. Baylet

Le cabinet de M. Jean-Michel  
Baylet, secrétaire d'État auprès du  
ministre de l'Intérieur, chargé des  
collectivités territoriales, est ainsi  
composé :

MM. Jean-François Hory, chargé  
de mission auprès du secrétaire  
d'État ; Pierre-René Lemas, direc-  
teur du cabinet ; M<sup>rs</sup> Françoise  
Courbin, attachée parlementaire ;  
M. Marc Abadie, conseiller techni-  
que (fonction publique territo-  
riale) ; M<sup>rs</sup> Hélène Hermi, conseil-  
lère technique (compétences et  
institutions locales) ; M<sup>rs</sup> Marie-  
Sadaoui, conseiller technique  
(finances et fiscalité locales) ;  
Gilles Savary, conseiller technique  
(solidarités locales, coopération et  
affaires réservées) ; Jean-François  
Dauriac, chargé de mission (con-  
seiller élit local) ; Jean-Marie Irri-  
barren (attaché de presse).

(Né le 15 mai 1949 à Nemours  
(Seine-et-Marne), M. Jean-François Hory  
est avocat. Il a une maîtrise de droit public  
et est ancien élève de Sciences-Po. Il a  
été secrétaire adjoint du MRG de 1983  
à 1985 et député de Mayotte de 1981  
à 1986.)

(Né le 23 février 1951 à Alger,  
M. Pierre-René Lemas, diplômé de droit  
public, est ancien élève de l'ENA et  
administrateur civil. Après avoir ap-  
partenu aux cabinets de Gaston Defferre  
et de M. Pierre Joxe, où il suivait les  
questions de décentralisation, il avait été  
nommé, en 1986, sous-directeur des  
affaires politiques des DOM et des  
TOM.)

M. Jean-Patrice Nosmas  
directeur du cabinet  
de M. Jacques Mellick

Le cabinet de M. Jacques Mel-  
lick, ministre délégué chargé de la  
mer, est ainsi constitué :

MM. Jean-Patrice Nosmas, direc-  
teur de cabinet ; Michel Laneret,  
chef de cabinet ; Yves Samier, chef  
adjoint de cabinet ; Jean-Pierre  
Chruszewski, chargé de mission auprès  
du ministre ; Jacques Roudier,  
chargé de mission auprès du minis-  
tre ; Jack Alzon, conseiller techni-  
que (affaires sociales) ; Pierre  
Argouse, conseiller technique (re-  
lations avec la marine nationale) ;  
Yves Blanc, conseiller technique  
(flotte de commerce, ports, naviga-  
tion maritime et recherche) ; Domi-  
nique Fabre, conseiller technique  
(questions économiques et budgé-  
taires, affaires européennes, rela-  
tions internationales et coopéra-  
tion) ; André-Yves Legroux,  
conseiller technique (pêches mari-  
times et cultures marines) ;  
M<sup>rs</sup> Marie Castets, attachée de  
presse, et Catherine Grangon, chargée  
des relations avec le Parlement.

(Né le 23 juillet 1947 à Saigon (Viet-  
nam), M. Jean-Patrice Nosmas est  
licencié en droit, en sociologie et en phi-  
losophie. Depuis 1972, il a fait toute sa  
carrière au ministère des anciens com-  
battants, où il était, depuis juillet 1985,  
inspecteur général.)

Mort du préfet de l'Aude

M. Pierre North, préfet de  
l'Aude, est décédé, vendredi matin  
5 août, à l'âge de soixante ans, d'une  
tumeur au cerveau, à l'hôpital de  
Carcassonne.

(Né le 7 juillet 1928 à Strasbourg,  
licencié en droit, diplômé de l'Institut  
d'études politiques de Strasbourg,  
Pierre North avait commencé sa car-  
rière en 1952, comme chef de cabinet  
du préfet de Haute-Marne, puis avait  
assumé les fonctions de chef de cabinet  
du préfet des Basses-Alpes, en 1953, et  
de préfet de la Somme, en 1954.  
Nommé sous-préfet, en 1957, il avait  
exercé successivement à Lescar-  
pelle (Gironde) et à Nemours (Seine-  
et-Marne), avant d'être détaché  
en 1961 auprès de Louis Joxe, ministre  
d'État chargé des affaires algériennes, à

Alger, et à Montargis. En 1965, il est  
nommé chargé de mission au cabinet du  
préfet de Bas-Rhin. Il avait été ensuite,  
en 1969, sous-préfet de Montreuil (Pas-  
de-Calais) ; en 1973, sous-préfet de  
Montmorillon (Vienne) ; en 1977,  
secrétaire général de la préfecture  
d'Eure-et-Loir ; en 1979, chargé du  
secrétariat général pour l'administration  
de la police à Lille.

Chef de mission auprès du préfet de  
la région Nord-Pas-de-Calais en 1980, il  
avait été nommé, en 1982, préfet, ad-  
joint du préfet de la République de l'Orne,  
puis préfet hors cadre, sanctionné à  
cause de la « prise d'otages » de deux  
enlèvement britanniques par des agri-  
culteurs près d'Alençon, cette préfet de  
la Gironde, en 1985. Il était préfet de  
l'Aude depuis le 30 septembre 1987.)

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain  
La tour de Hanou - La bataille navale

JEUX

36.15 L'ÉCONOMIE



## Société

Trafiquants de drogue et poseurs de bombes

## Les limites du « narco-terrorisme »

L'argent de la drogue tue-t-il par bombes interposées ? Les terroristes financent-ils leurs forfaits par la vente de stupéfiants ? Beaucoup le croient, mais ce « narco-terrorisme » est loin d'être démontré : aucune preuve, juste des présomptions, parfois de simples coïncidences.

Lors de l'arrestation de Dennis Howard Marks, le « Marco Polo de la drogue », le 25 juillet à Palma-de-Majorque, (Baléares), l'IRA a été accusée d'être mêlée à ce gigantesque réseau de trafic de marijuana. Des rumeurs, reprises et amplifiées par la presse populaire britannique, affirmaient qu'un militant de l'Armée républicaine irlandaise, James Mac Cann, figurait parmi les trois personnes interpellées avec Dennis Marks. Pourtant, aucun James Mac Cann n'a été arrêté. L'IRA a démenti, Scotland Yard n'a pas brouillé et la police espagnole a déclaré que « l'IRA n'avait rien à voir avec toute cette affaire ». L'argent de la drogue n'alimentait pas les caisses des nationalistes irlandais. L'IRA ne trempait pas dans le narco-terrorisme.

« L'expression « narco-terrorisme » est une invention des médias, nous n'aimons pas l'employer car elle est ambiguë », prévient M. Carlo A. Boccia, du DEA, la police anti-drogue américaine. « La plupart du temps, elle est interprétée comme l'existence d'une conjonction entre les trafiquants et les terroristes pour miner la société. Or c'est faux à 90 %, renchérit M. Massimo Bontempi, officier d'Interpol. Nous préférons parler de liens entre les deux. » Des liens occasionnels, aussi vite rompus qu'ils ont été noués, et très difficiles à établir. « Il y a eu beaucoup de littérature sur le narco-terrorisme, mais jamais rien de concret, jamais de véritable démonstration », affirme M. Yves Lucet, commissaire divisionnaire responsable de la 6<sup>e</sup> division, chargé de la lutte antiterroriste à la direction centrale de la police judiciaire. « En tout cas, en Europe, on n'a jamais rien trouvé. »

Ni les mouvements terroristes français, comme Action directe et l'ex-FLNC, ni leurs homologues européens, Brigades rouges en Italie, Fraction armée rouge en République fédérale d'Allemagne, ne se sont tournés vers le trafic de stupéfiants pour financer leurs actions. Pour eux, la drogue, c'est sale. S'ils qualifient de « raptation prétextuelle » le butin d'un hold-up, écarter du haschisch, de la cocaïne ou de l'héroïne peut difficilement passer pour un acte révolutionnaire. Certains militants ont pu parfois être mêlés à des affaires de drogue, mais il s'agissait de fuyifs en cavale ayant besoin d'argent.

## De l'argent trop sale

A contrario, des groupes terroristes n'hésitent pas à frapper les trafiquants. En janvier 1986, l'ex-FLNC a assassiné à Ajaccio deux dealers. A la même époque, après l'enlèvement de Guy Orsoni, qui n'a jamais été retrouvé, on laissait entendre que celui-ci avait été assassiné par des truands pour avoir trempé dans un trafic de drogue. Pour Philippe Madelin, auteur d'un ouvrage sur le terrorisme, « c'est de la désinformation pure et simple : les trafiquants de drogue ont tué Guy Orsoni justement parce que les indépendantistes, dans leurs journaux, ont révélé des précisions graves sur la pénétration en Corse des drogues dures » (1).

Le terrorisme ne se limite pas aux groupuscules locaux. L'Europe est aussi le champ de manœuvre de mouvements étrangers, notamment du Proche-Orient, qui n'hésitent pas à pratiquer le trafic de drogue. « Pour eux, il n'y a pas de trafic sale, on vend tout aussi bien une grosse voiture, des armes ou de la coca », remarque M. Bernard Gravet, responsable de l'OCRTIS (Office central de la répression du trafic illicite de stupéfiants).

Les Arméniens de l'ASALA, les indépendantistes kurdes, les tamouls sont fortement soupçonnés de jouer sur les deux tableaux. « L'ASALA est très liée aux trafiquants de dro-

gue », assure M. Bontempi. « Nous connaissons des cas concrets de militants impliqués à la fois dans des attentats en Europe et dans du trafic de drogue. » Ainsi, en septembre 1982, un membre de l'ASALA, Dine Zinzazian, était jugé à Stockholm pour un important trafic d'héroïne. Coïncidence, mais pas de preuve formelle d'un lien direct avec le mouvement terroriste, même si une enquête a conclu que le produit de la vente servait à financer l'ASALA. De même, le groupe d'extrême droite turc les Loups gris est suspecté par Interpol de se procurer de l'argent par la vente d'héroïne.

Une méthode pratiquée aussi en 1985 par ce qu'on a appelé la filière tamoule. Des réfugiés politiques du Sri-Lanka se transformaient en passeurs d'héroïne pour payer leur voyage vers Paris, la venue de la drogue servant à financer des mouvements de résistance dirigés contre le régime de Colombo. Si pour M. Yves Lucet il s'agissait davantage d'un « droit de passage » pour s'insérer dans le milieu tamoul parisien que de véritable narco-terrorisme, M. Massimo Bontempi affirme qu'il existe « des éléments précis démontrant le contraire ».

## En Colombie et au Pérou

La découverte, le 26 mai 1987 à Fontainebleau, de la cache d'armes d'un réseau terroriste pro-iranien, où une poubelle contenait plus de 11 kilos de drogue, illustre les difficultés rencontrées par les services de police pour mettre en évidence le narco-terrorisme. Dès le lendemain, M. Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, déclarait : « Dans certaines affaires, il est clair que le trafic de drogue est l'élément principal des organisations terroristes. » Mais il semble avoir parlé trop vite. « Nous n'avons pas réussi à faire la démonstration judiciaire du narco-terrorisme dans ce cas, admet M. Yves Lucet. Une filière sûre pour passer des armes peut tout aussi bien servir à importer de la drogue, sans qu'il y ait un lien plus fort entre les deux. »

Les experts internationaux regardent plutôt du côté de l'Amérique

du Sud. Au Pérou, Semler lumineux se serait allié aux trafiquants de drogue de la vallée du Haut-Huallaga, pour le contrôle de la région. Narco et guérilleros ont des ennemis communs : les Nord-Américains et leur programme de destruction des cultures de coca. Ils ont aussi des champs d'action semblables : la guérilla agit dans des régions tenues par la mafia sans que cela entraîne le moindre affrontement entre eux. Si bien que des opérations terroristes contre les intérêts des Etats-Unis profitent aux deux. Mais leurs liens paraissent plus tenir du gentleman's agreement, de l'accord tacite, que d'un pacte ferme.

En Colombie, la mafia de la drogue ressemble à un Etat dans l'Etat (2). Pour s'imposer, elle a conclu des accords avec la guérilla nationaliste du M-19, qui assure la protection des pistes d'atterrissage et des lieux de production. L'occupation du palais de justice de Bogota en novembre 1985 est, pour le ministre de l'Intérieur colombien, la preuve de cette collusion. D'après lui, le M-19 aurait pris le palais de justice uniquement pour détruire des dossiers concernant les trafiquants. La encore, les relations entre ceux-ci et les terroristes existent, mais pas de manière organique.

Du narco-terrorisme, certains organes de presse américains sont passés sans hésiter à la narco-révolution. En 1985, CBS et le *Wall Street Journal* ont accusé Cuba et le Nicaragua d'être impliqués dans un réseau de trafic de drogue vers les Etats-Unis. D'autres sont allés plus loin encore, assurant que l'URSS utilisait les stupéfiants comme moyen de saper le moral de l'Occident. Ces allégations, encore plus difficiles à démontrer que les autres, provoquent de larges sourires chez les responsables de la loi anti-drogue et antiterroriste. « Soyons sérieux », dit M. Bontempi. « Nous ne sommes pas au cinéma. »

THIERRY BILLARD.

- (1) Philippe Madelin, *La Galaxie terroriste*, Plon, 1986.  
(2) Alain Delplou, Alain Labrousse, *Coca Cola, la Découverte*, 1986.

## SPORTS

Nouveau record de vitesse dans les Alpes

## Le maçon des cimes

CHAMONIX  
de notre correspondant

En moins d'un mois, le record, convoité par les sprinters des cimes, d'ascension puis de retour entre Chamonix (1 050 mètres) et le mont Blanc (4 807 mètres) s'est abaissé de cinquante-trois minutes. L'ouvrier maçon Laurent Smaghe, vingt-sept ans, installé à Grasse, déposé de son titre le 26 juillet par un concurrent helvétique, a retrouvé vendredi 5 août sa couronne sur le toit de l'Europe.

Cet athlète spécialiste du triathlon (vélo, natation, course à pied) qui avait « armé » de crampons ses chaussures de cross pour traverser le chaos indescriptible de séracs et de crevasses des Petit et Grand Plateaux, a parcouru en 5 h 29 min et 30 s la distance qui le séparait du mont Blanc. « La montagne évolue, change : il faut des gens comme moi pour la mettre au présent », affirmait quelques heures avant son départ l'alpiniste-coureur pour se prémunir à l'avance des critiques qui ne manqueraient pas de s'abattre sur lui dès son retour à Chamonix.

## Sortir de l'impasse

Les spécialistes de la grimpe et des ascensions extrêmes voient en effet dans sa démarche une démythification de leur sport, tandis que les guides de Chamonix qui exploitent le filon du mont Blanc « risquent désormais d'avoir beaucoup plus de difficultés à imposer leurs honoraires pour cette course qui s'élève à plus de deux mille francs ! Laurent Smaghe brouille les cartes de la montagne », dit un professionnel de l'alpinisme, séduit

par l'exploit de ce garçon qui, à travers sa course folle sur les pentes boisées, rocheuses et enfin glaciaires du mont Blanc, est venu rechercher autre chose qu'un temps record.

Laurent Smaghe, objet d'une conscience, a passé en 1985 dix-huit mois à la prison de Varces (Isère) pour avoir « déserté » son service civil après une année de travail à la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA).

Il explique vouloir, à travers ses ascensions à grande vitesse, « sortir de l'impasse » dans laquelle il se trouve depuis deux ans. « Je me suis donné à fond dans ce projet, dit-il. J'ai même, pour le mener à bien, contracté un emprunt de 20 000 francs auprès de ma banque. » Il espère que, très vite, sa démarche sportive lui ouvrira d'autres horizons que le bâtiment où, dit-il, « je suis allé un peu par obligation. » Mon exploit au mont Blanc devrait me relancer dans la vie, me faisant sortir de l'anonymat.

Le maçon des cimes espère pouvoir commencer très vite des études de langues et d'informatique.

CLAUDE FRANCLION.

Quatre nouveaux records de France de natation. — Plusieurs records de France de natation ont été améliorés, vendredi 5 août, à Dunkerque, au cours des championnats de France. Cécile Pénicaud a battu le record du 200 mètres brasse en 2 min 17 s 43. Christophe Bordenave a battu le record du 200 mètres papillon en 2 min 1 s 14. Chez les dames, Cécile Pénicaud a battu en 4 min 12 s 76 le record du 400 mètres libre. Enfin, le Racing Club de France a réalisé un 4 x 100 mètres quatre nages en 3 min 48 s 48, nouveau record.

## REPÈRES

Espagne  
Footballeur en cage

Accusé de viol, le capitaine de l'équipe de football FC Barcelone, José Riquelme Alexanco Ventosa, a été arrêté jeudi 4 août à Amherst (Pays-Bas), où son équipe séjourne dans un camp d'entraînement et a participé à plusieurs matches amicaux. La police locale a indiqué qu'une jeune fille avait porté plainte contre lui mercredi dernier. Incarcéré jeudi après-midi pour 48 heures, Alexanco a vu sa détention prolongée pour la même durée. L'avocat du joueur a indiqué que ce dernier nait tous les faits qui lui sont reprochés.

## Anglicans

## Contre la violence en Irlande du Nord

Répondant à un appel du primat anglican d'Irlande, les évêques angli-

cans, réunis en conférence mondiale à Cantorbéry (Angleterre), ont condamné sans équivoque, vendredi 5 août, l'usage de la violence en Irlande du Nord. La veille, ils avaient adopté une résolution controversée, justifiant l'usage de la lutte armée lorsqu'elle est le seul moyen de défendre la justice (le Monde du 6 août). Les évêques ont voté à l'unanimité un bref additif à leur résolution, déclarant : « La conférence, étant données les circonstances en Irlande du Nord, y condamne toutes les violences. »

## Environnement

## Amsterdam poursuit les Potasses d'Alsace

Dix requérants néerlandais — dont la ville d'Amsterdam et la province de Hollande septentrionale — ont engagé une action contre les Mines de potasse d'Alsace devant le tribunal de grande instance de Mulhouse. Ils réclament à cette société 4 mil-

lions de francs à titre d'avances sur de futurs dédommagements. Les plaignants dénoncent les dégâts causés par le sel dans les réseaux de distribution d'eau de l'ouest des Pays-Bas. Il s'agit d'un nouvel épisode judiciaire d'une affaire portée devant les tribunaux en 1983. — (AFP.)

## Catastrophes

## Fort séisme en Birmanie

Un séisme de magnitude 7,3 sur l'échelle de Richter a été enregistré samedi 6 août à la frontière entre l'Inde et la Birmanie. L'épicentre était à 320 kilomètres à l'est de Shillong (Inde) et à 340 kilomètres au nord-ouest de Mandalay (Birmanie). La forte secousse a ébranlé la ville de Homelin, près de la frontière indienne. — (Reuters.)

## Automobilistes

## Petites routes sous surveillance

Tous les préfets ont reçu, le 5 août, un télégramme des ministères de l'Intérieur, de la Défense et des Transports, les invitant à se rendre sur le bord des routes pour y suspendre les permis de conduire des automobilistes gravement délinquants. En effet, une procédure permet au préfet, à son représentant ou à un membre de la commission administrative de suspension du permis de conduire, de retirer sur-le-champ, et pour une durée maximale de deux mois, le permis au conducteur auteur d'une infraction dangereuse au code de la route. L'automobiliste dispose de quinze jours pour faire appel devant la commission administrative.

La Prévention routière confirme que les accidents les plus meurtriers se produisent de plus en plus fréquemment sur les routes les moins fréquentées. Après la dernière semaine catastrophique (cinq morts-cinq blessés), ses comités départementaux ont classé par ordre décroissant les causes de l'accidentologie : l'alcool et la vitesse — souvent les deux associés — viennent en tête, suivis de l'insécurité, de la fatigue et du mauvais état du véhicule, l'absence de ceinture aggravant les conséquences de l'accident. La Prévention routière appelle « à nouveau, les usagers à la sagesse et au respect des règles de circulation ».

## Pour la première fois en France

## L'auteur présumé d'un viol va être soumis au test des empreintes génétiques

Soupçonné du viol d'une jeune fille de dix-huit ans, le 2 août, à Beynost, près de Bourg-en-Bresse (Ain), un suspect va être soumis au test dit des « empreintes génétiques ». C'est la première fois que la justice française fait appel à cette technique britannique. Le suspect, Iacov Maman, âgé de trente ans, ancien militaire israélien se trouvant en situation irrégulière sur le territoire français, a été arrêté le 3 août et incarcéré le 5 août par un juge d'instruction de Bourg-en-Bresse.

Selon les premiers éléments de l'enquête, l'homme avait été amené au domicile de la jeune fille par une amie de celle-ci. Le viol aurait eu lieu dans la nuit après le départ de l'amie. La victime affirme avoir été frappée auparavant avec un fer à repasser. Recusé par la jeune femme, Iacov Maman conteste les faits qui lui sont reprochés.

## Une exclusivité britannique

La première que constitue en France l'appel aux services de la firme britannique ne correspond pas à la meilleure situation qui soit pour permettre de confondre l'auteur d'un viol. La technique de Cellmark Diagnostics, mise au point à partir d'une découverte du professeur Alec Jeffreys (université de Leicester) est fondée sur la comparaison des caractéristiques génétiques de deux échantillons biologiques (sang, sperme, peau, etc.) et permet d'affirmer — avec un risque quasi inexistant d'erreur — si ces deux échantillons proviennent, ou non, de la même personne. En matière de viol, on doit donc comparer les caractéristiques génétiques du sperme prélevé sur la victime à celles (étudiées le plus souvent à partir d'un prélèvement de sang) du suspect.

Dans le cas du viol de Beynost, on est dans une situation différente puisque, selon le substitut du procureur de la République de Bourg-en-Bresse, les enquêteurs ne disposent pas d'échantillon de sperme prélevé sur la victime. Les échantillons adressés à la firme d'Abingdon comportent un prélèvement de sang (obtenu avec le consentement du suspect) et des fragments de tissus (drap et vêtement) que l'on suppose imprégnés de sperme. Ainsi, même si la technique britannique permet d'établir un lien entre ces deux échantillons, elle n'apportera pas la preuve indiscutable de l'identité de l'auteur du viol.

Cette affaire soulève aussi un nouveau problème, lié à la pratique du prélèvement de sang indispensable à la réalisation de cette technique : pourra-t-on imposer ce prélèvement si (ou les) suspect (s) le refuse (nt) ? Aucun laboratoire français de police scientifique ou de biologie moléculaire n'étant, aujourd'hui, en mesure de mettre en œuvre la nouvelle technique des empreintes génétiques (le Monde du 3 août), il était clair qu'on devrait, un jour ou l'autre, en venir à solliciter les services de la firme britannique Cellmark Diagnostics, spécialisée dans ce type d'investigation et qui a déjà appliqué ce procédé dans trois cents affaires criminelles.

« Depuis deux semaines, nous avons été contactés à propos d'une série d'affaires criminelles, meurtre ou viol, survenues en France », nous a déclaré M. P. A. Webb, directeur de Cellmark Diagnostics, qui précise que, contrairement à certaines informations, il n'existe aucun contact officiel entre sa firme et les autorités policières ou judiciaires françaises. Le développement en France d'un procédé équivalent pourrait, rapidement, se heurter à un problème de propriété industrielle. M. Webb précisant que Cellmark Diagnostics détient l'exclusivité mondiale de la mise en œuvre des techniques issues de la découverte du professeur Jeffreys.

JEAN-YVES NAU.

## MÉDECINE

## Plus de sept mille cas de SIDA ont été signalés à l'OMS en juillet

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié, vendredi 5 août, ses dernières statistiques sur le SIDA. Sept mille sept cent soixante-cinq nouveaux cas ont été notifiés en juillet, pour la plupart aux Etats-Unis et en Ouganda. Ainsi, depuis 1979, cent huit mille cent soixante-seize cas ont été signalés, ce qui ne correspondait, d'après les experts de l'OMS, que la moitié des cas effectifs : le nombre de séropositifs est estimé entre 5 millions à 10 millions de personnes. La France, avec trois mille six cent vingt-trois cas, se situe en troisième position après les Etats-Unis — 224 000 cas — et l'Ouganda quatre mille six cas.

Le Centre pour le contrôle des maladies infectieuses américain (CDC) a publié, le jeudi 4 août, les résultats de la première enquête sur le SIDA parmi le personnel de l'armée américaine. Deux mille deux cent cinquante-deux personnes sur le million sept cent cinquante-deux mille deux cent quatre-vingt-onze actifs seraient contaminées par le virus, soit plus d'un soldat américain sur mille. 40 % d'entre eux développent actuellement la maladie. Bien qu'un chiffre ne soit pas disponible pour la population américaine dans son ensemble, le CDC estime à environ un million cinq cent mille le nombre d'Américains séropositifs, soit un peu plus de sept pour mille.

Le Conseil chargé de la lutte contre le SIDA auprès du ministère soviétique de la santé a tenu, le 3 août, sa réunion constitutive. Entendant les Soviétiques peu informés sur le SIDA, il compte organiser un programme de prévention. Quatre cents centres de diagnostic sont déjà en place dans le pays. Ce chiffre passera à mille à la fin de l'année. La situation épidémiologique est considérée comme stable.

Les Danois qui souhaitent souscrire une assurance pour la vie de plus de 2 millions de couronnes (environ 1 740 000 FF) devront, dès l'automne prochain, subir un test de dépistage du SIDA. Ils seront protégés par la règle de l'anonymat pendant le test.

L'Association psychiatrique américaine, lors de sa réunion annuelle, a rapporté les résultats d'une enquête sur le suicide menée à New-York de 1985 à 1987. D'après cette étude, la contamination par le virus du SIDA augmente considérablement les risques de suicide. Quarante-deux suicides sur onze mille se sont tués pendant cette période.

## Le chèque du prince

CANNES  
de notre correspondant régional

Depuis Vespasien, l'argent n'a pas d'odeur. Mais il peut être impuissant à se faire entendre. Telle est la morale de cette histoire tropézienne dont les héros sont un maire soucieux du repos de ses administrés et un prince aimant les plaisirs.

Au lendemain d'une fête somptueuse qu'il a donnée, le 23 juillet, sur une plage privée de Ramatuelle (le Monde du 30 juillet), un homme d'affaires hollandais, le prince Léo de Lignac, avait décidé de se montrer généreux à l'égard de ses hôtes. Il se proposait de verser une somme de 1 million de francs aux communes limitrophes de Ramatuelle et de Saint-Tropez, à répartir au prorata de leur population et destinée, selon ses vœux, à aider les personnes âgées et les jeunes sans emploi. Saint-Tropez se voyait ainsi attribuer 778 000 francs et Ramatuelle 225 000 francs. La population des deux communes est de 8 975 habitants : 1 762 à Ramatuelle (22,1 %) et 6 213 à Saint-Tropez (77,9 %).

Le député (RPR), maire de Saint-Tropez, M. Jean-Maurice

Couve, a accepté d'enthousiasme, se promettant même d'organiser prochainement une réception en faveur du mécène. « Depuis le temps que des gens font la fête chez nous, s'est-il félicité, c'est bien la première fois que quelqu'un pense aux populations locales. »

Le maire (PS) de Ramatuelle, M. Albert Raphaël, a, lui, fermement repoussé le don du prince, car « on n'achète pas le bruit ». Selon lui, accepter une compensation financière aux nuisances sonores de la fête créerait un précédent, alors que les trente-quatre plages privées de la commune sont tenues de respecter la limitation des débordements nocturnes.

En réalité, le maire de Ramatuelle ne paraît pas avoir apprécié la « curieuse répartition » faite par le prince, qui favorise ses voisins tropéziens. « Si vraiment le prince de Lignac veut avoir un geste, a-t-il dit, qu'il subventionne le lycée du Golfe et l'hôpital intercommunal de Saint-Tropez. Ainsi sa générosité pourra bénéficier aux personnes âgées et aux jeunes des deux cantons. »

GUY PORTE.



## Société

L'amnistie de 1981 ne peut s'appliquer à des délits de droit commun

### La cour d'appel de Lyon maintient en détention Mouloud Aïssou

LYON  
de notre bureau régional

Dans un arrêt rendu le vendredi 5 août, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, présidée par M<sup>me</sup> Michelle Pougnaud, a rejeté la demande de mise en liberté de Mouloud Aïssou, membre présumé de la branche lyonnaise d'Action directe. Tandis que Mouloud Aïssou observait, depuis le 21 juin, une grève de la faim — qu'il a suspendue le 1<sup>er</sup> août — pour ne pas faire pression sur la cour — dans sa cellule de la prison Saint-Joseph, où il est incarcéré sous l'inculpation de vols avec port d'arme, une cinquantaine de personnalités — parmi lesquelles des écrivains, des artistes et des ecclésiastiques — avaient récemment signé un appel réclamant sa libération (le Monde du 30 juillet).

Tout en niant les accusations, qui ont motivé son incarcération en juillet 1987 — deux vols à main armée commis les 24 mars 1980 et 30 mars 1981 — Mouloud Aïssou revendiquait, par l'intermédiaire de son avocat, M<sup>re</sup> Thierry Lévy, le bénéfice de la loi d'amnistie du 4 août 1981. Dans son article 2, alinéa 5, cette loi s'applique aux « infractions » commises avant le 22 mai 1981 en relation avec des entreprises tendant à entraver l'exercice de l'autorité de l'Etat, à condition que ces infractions n'aient entraîné la mort ou des blessures.

Dans un mémoire déposé mardi 2 août, lors de l'audience de la chambre d'accusation, M<sup>re</sup> Lévy argumentait sur ce thème mais, en conclusion, il demandait toutefois à la cour de « surseoir à statuer sur la demande d'amnistie, dans l'attente du règlement de l'information ».

En confirmant l'ordonnance de mise en détention rendue par M. Marcel Lemonde, premier juge d'instruction à Lyon, chargé du dossier Action directe, la cour s'est néanmoins prononcée négativement mais en détail sur la demande d'amnistie, à travers des attendus qui pourraient faire jurisprudence.

La cour souligne d'abord que les deux vols avec armes en cause

« n'ont été revendiqués par aucune organisation, ni aucun individu » et que « rien dans leur mode de perpétration ou dans les circonstances qui les ont entourés ne permet de les distinguer des infractions de droit commun commises par des bandes organisées pour dévaliser des banques ». Elle remarque ensuite qu'en refusant toute explication sur sa participation à ces faits, Mouloud Aïssou « exclut toute interprétation de ses mobiles » et ne permet pas d'établir, « même à son insu, une éventuelle relation entre ces infractions de droit commun et un incident politique (...) ou une entreprise tendant à entraver l'exercice de l'autorité de l'Etat ».

Les magistrats vont plus loin en observant « qu'il ne suffit pas qu'une infraction soit commise par un militant révolutionnaire pour qu'elle devienne, ipso facto, politique ». La bande ayant, au vu du dossier, notamment des carnets de confessions de Max Frérot, opéré une distinction entre les « actions de financement » et les « actions qualifiées par eux de politiques », la cour estime qu'il « ne saurait être établi une relation entre les deux opérations de financement (...) et l'entreprise politique invoquée par le groupe que commandait André Olivier ».

#### La compétence des cours d'assises spéciales

En déclarant disposer des éléments suffisants pour exclure ces infractions du champ d'application de la loi d'amnistie, « sans avoir à attendre les qualifications exactes retenues par l'ordonnance de transmission de pièces », la cour laisse entendre qu'un renvoi de l'affaire Action directe et de ses protagonistes devant une cour d'assises spécialement composée (c'est-à-dire, aux termes de la loi antiterroriste du 9 septembre 1986, exclusivement constituée de sept magistrats) ne constituerait pas automatiquement à chacun des prévenus la qualité de délinquant politique. Un attendu est, à cet égard, très clair, qui précise : « Au surplus, le déroulement futur éventuel d'une procédure de jugement ne saurait, en aucune

façon, influencer sur la qualification actuelle susceptible d'être appliquée à une infraction ».

Enfin, et surtout, dans un ultime attendu, la cour fait remarquer que les articles de la loi dite antiterroriste ne concernent pas exclusivement « certaines infractions de caractère politique » mais permettent le renvoi devant une cour d'assises spéciale des infractions « quel qu'en soit le mobile, en raison de la gravité du trouble que leur auteur a voulu apporter à la paix publique, en exploitant ou en entretenant l'intimidation ou la terreur ». Cette interprétation de la loi de septembre 1986 permettrait de faire entrer dans son champ d'application les prises d'otages ou d'autres formes de chantage dénuées de tout fondement politique.

L'arrêt de renvoi, qui, à l'autonomie, déterminera la nature de la cour d'assises appelée à juger les vingt inculpés de la branche lyonnaise d'Action directe, ne devrait pas apporter de vives surprises. Dans les milieux judiciaires, un renvoi devant une cour d'assises spéciale est considéré comme plus que probable. La polémique sur la portée politique des délits commis par le groupe — dont trois meurtriers imputés à Max Frérot — ne sera pas, pour autant, éteinte. Les principaux inculpés — et notamment André Olivier, Max Frérot, Emile Ballandras, Bernard Blanc, Joëlle Crepet — devraient, en effet, ultérieurement comparaître devant un tribunal correctionnel à Paris pour y répondre d'une dizaine d'attentats à l'explosif commis dans la région parisienne, de 1982 à 1985, qui ont fait l'objet d'une instruction distincte, menée par M. Gilles Rivière, juge d'instruction à Paris chargé des affaires de terrorisme (le Monde du 15 juin 1988).

Sans être vraiment contestable, ce découpage du dossier et les ambiguïtés qu'il induit ne manquent pas de susciter des débats de fond qui ont déjà lieu à Lyon au cours de l'hiver prochain.

ROBERT BELLERET.

#### A Lyon

### L'auteur présumé des vols de la Croix-Rousse a été inculpé et écroué

LYON  
de notre bureau régional

M. Georges Bastolice, préfet du Rhône délégué à la police, a lui-même annoncé, vendredi 5 août, au cours d'une conférence de presse (nos dernières éditions du 6 août), l'arrestation de l'auteur présumé d'une série de vols qui, au cours des trois derniers mois, ont été commis dans le quartier de la Croix-Rousse, au cœur de Lyon.

Au cours des interrogatoires menés par les inspecteurs de la sûreté urbaine, qui l'avaient interpellé jeudi au domicile de ses parents à Caluire (Rhône), Adriano Peixoto, un jeune Portugais de dix-neuf ans, avait reconnu avoir commis cinq vols et deux tentatives à la pudeur sous le menace d'une arme. Agissant généralement en plein jour et à visage découvert — ce qui a permis à plusieurs de ses victimes de le reconnaître formellement — celui que la presse locale avait surnommé « le voleur de la Croix-Rousse » choisissait des victimes assez jeunes et, après avoir abusé d'elles, dérobaient le contenu de leur sac à main.

● Ouverture d'une information judiciaire après l'attentat contre Globe. — Le parquet de Paris a ouvert, vendredi 5 août, une information judiciaire contre X à la suite de l'attentat du 31 juillet contre les locaux du mensuel Globe. Le dossier a été confié à M. Michel Legendre, premier juge d'instruction au tribunal de Paris, chargé des affaires de terrorisme.

● Précision. — M<sup>re</sup> Yves Joutin, président de la Ligue des droits de l'homme, nous demande de préciser que, contrairement à ce que nous avait affirmé M. Daniel Duglery, secrétaire général du Syndicat des commissaires de police, les deux organisations n'ont pas « envisagé la création d'un groupe de travail commun » (le Monde du 29 juillet). « Nous avons simplement convenu de nous revoir pour examiner ensemble des problèmes de justice et de police », ajoute M<sup>re</sup> Joutin.

Plusieurs circonstances ont sans doute poussé le préfet de police à donner quelque éclat à cette arrestation. D'une part, malgré la fréquence des plaintes enregistrées dans un même secteur de Lyon (près d'une dizaine depuis la fin du mois d'avril), les recherches des enquêteurs restaient vaines. D'autre part, le mardi 2 août, l'interpellation d'un jeune homme de dix-huit ans, qui s'était rendu coupable, la veille, d'une agression sexuelle et fut confondu grâce au portefeuille contenant des papiers d'identité qu'il avait perdus dans sa fuite, avait pu faire croire que les policiers tenaient l'auteur de la série de vols. Malgré des aveux un peu trop abondants cette hypothèse fut rapidement abandonnée. Enfin, la multiplication des agressions avait fait

naître une inquiétude et un malaise dans la population.

Fin juin, Stop viol, une association de femmes contraintes après la première série d'agressions commises dans la région parisienne, en 1987, avait organisé une manifestation associée de bombages visant à alerter et à mobiliser les habitants du quartier de la Croix-Rousse. L'interpellation des manifestantes par les forces de police avait suscité une certaine émotion.

Adriano Peixoto a été écroué, vendredi soir, après avoir été inculpé par M<sup>re</sup> Suzanne Eyraud, juge d'instruction, de vols aggravés, attentats à la pudeur avec violence, vols et vol avec arme. Peixoto avait des antécédents judiciaires et venait tout juste de sortir de prison où il avait purgé une peine de quatre mois pour vol de voiture.

#### En Bretagne

### Escroquerie à la charité

Leur histoire, sans doute, n'était pas assez triste. Didier Delautre, quarante et un ans, et son épouse Marie-Josée, trente-neuf ans, avaient donc ajouté quelques détails à la misère quotidienne du chômeur en fin de droits, et ils frappaient aux bonnes portes : presbytères, communautés religieuses, monastères. Au total, soixante-quatre établissements situés dans les quatre départements bretons ont ainsi été victimes de cette escroquerie à la charité en un mois et demi.

Moderate, Marie-Josée Delautre se présente à la porte. Au curé, à la religieuse ou au supérieur, elle raconte son histoire. Elle était arrivée peu de temps avant dans un hameau voisin. Son mari l'avait abandonnée. Elle se retrouvait seule, sans argent, avec ses enfants, bien sûr nombreux. Elle donnait son nom, un faux nom toujours à consonance bretonne, et promettait de rendre, dès que possible, ce qu'on voudrait bien lui prêter.

Dans la voiture garée à proximité, son mari attendait.

Les bonnes âmes, souvent, étaient émus par un malheur qui semblait aussi vrai. Elles « prôtaient » 50 francs, 300 francs, 1 000 francs à deux ou trois reprises, et même un jour le collecta destinée au tiers-monde, offerte par un curé. En quelques semaines, le couple avait ainsi recueilli plus de 10 000 francs.

Domiciliés à Locquéno, près de Morlaix (Finistère), Didier et Marie-Josée Delautre n'ont pas poussé leur rayon d'action au-delà de la Bretagne, et leur signalement a fini par circuler dans les milieux ecclésiastiques de la région. Un religieux d'une communauté de Gouesbe, près de Guingamp (Côtes-du-Nord), a prévenu le gendarmier et le couple a été arrêté le 2 août.

Marie-Josée Delautre a été inculpée, le 4 août, d'escroquerie, et son mari de complicité. Tous deux ont été laissés en liberté sous contrôle judiciaire.

## Communication

En lançant cinq feuilletons à 19 h 30

### A2 fait le pari de la fiction française

La prochaine saison de télévision sonnera pour toutes les chaînes l'heure de vérité. C'est en tout cas la conviction des responsables d'Antenne 2. Fini, disent-ils, le temps des promesses, des exercices de gonflette et des politiques de rendement immédiat. Après une année en état d'électrochoc, le système tout entier va devoir s'apaiser, et chacune des sociétés prendre ses marques, tirer — dans un cadre dégrisé — le bilan de cette folle année, quitte à passer contre sa propre imprévoyance ou récolter enfin les fruits de ce qui fut semé. Car la 2 croit aux fables de La Fontaine — celle de la Cigale et la fourmi — elle qui pendant des mois a investi pour l'avenir, commandant et engageant avec soin les produits nécessaires, une fois certains stocks épuisés et l'automne venu.

Prévoyante, la 2. Et sûre cette fois de sa revanche et de son succès. Ne rappelle-t-elle pas depuis des mois que le vrai rendez-vous est celui de septembre, et qu'alors — mais alors seulement — elle pourra être jugée. La voilà donc au pied du mur. Attendue par un public qui, s'il montre quelque inconstance, lui accorde toujours — les sondages le prouvent — un crédit important. Et tentée d'annoncer d'un trait une succession de changements qui, dit-on, seront en fait distillés dans les semaines à venir. Mais ce qui fait l'espoir d'Antenne 2 c'est l'aboutissement prochain à l'antenne de sa politique de fiction française.

La clé de voûte de sa grille. Son seul véritable credo. Car, à la rentrée, ce ne seront pas moins de onze rendez-vous quotidiens avec des histoires françaises qui seront proposés, dont huit dans le fameux « prime time » (les heures de meilleure écoute). « Un pari sur la création et le talent des auteurs et réalisateurs français », explique M. Jean Rouilly, directeur général adjoint d'Antenne 2, qui corrige cependant le terme de pari pour évoquer l'expression « calcul raisonnable » et atténuer l'idée de risque.

Lois de l'audace des kamikazes. L'expérience lui a simplement démontré les atouts des fictions françaises programmées face à des fictions étrangères sur les autres chaînes ou d'autres genres de programmes. Voyez le bon score du « policier » du dimanche soir, pourtant en compétition avec cinq films de cinéma ; celui de la série du vendredi soir (avant « Apostrophe » et face à « Lahaye d'honneur » sur TF 1) ou celui du lundi.

#### Trente projets

Alors, c'est avec de la fiction française qu'Antenne 2 a décidé de répondre à tous les défis d'audience qui lui étaient lancés. Le problème crucial est le rendez-vous de 19 h 30-20 h. Une case essentielle qui même au grand journal du soir et où se font les premiers aiguillages. Sur TF 1 « La roue de la fortune » semble alors tourner irrésistiblement puisqu'elle va jusqu'à bénéficier de 50 % de part du marché. Une situation inacceptable pour la 2 dont le Journal de 20 heures démarre avec un lourd handicap d'audience. Dès le 22 août, les téléspectateurs se verront donc proposer une alternative fiction : un feuilleton ancien — « Petit déjeuner compris » — inaugurera d'abord la tranche, question d'installer ce rendez-vous populaire le plus vite possible et de l'ancrer dans les habitudes quotidiennes. Et, dès le 5 septembre, Antenne 2 lancera son va-tout.

Cette semaine-là, cinq feuilletons français originaux seront simultanément lancés qui occuperont alternativement la case 19 h 30 — 20 h, chacun un soir de la semaine. Les cinq histoires s'étaleront donc sur une année, au rythme d'épisodes hebdomadaires et bouclés, c'est-à-dire pouvant être vus indépendamment les uns des autres. Des feuilletons drôles, enlevés, pratiquement toujours filmés en intérieur et présentant les aventures de personnages familiers dans des situations quotidiennes et contemporaines. Un genre encore nouveau en France qui se rapproche en fait par le ton et les situations du théâtre de Boulevard dont il utilise les ressorts et la poignée de vedettes — Francis Perrin, Jacques Balutin, Micheline Dax, Pierre Doris... — et directement inspiré d'un produit très populaire à la télévision américaine et appelé « sitcom » (comédies de situation).

Les responsables d'Antenne 2 ont reçu environ une trentaine de projets avant de commander fermement à quatre sociétés la production de

de banalisation des personnages. Mieux vaut dans une série créer un effet de frustration qu'un effet de saturation. Enfin, cette rotation des feuilletons sur une semaine introduit également une émulation entre les producteurs et les auteurs des différentes séries. Ils ont les mêmes chances ; à eux de concourir pour être les plus drôles, les plus inventifs... et les plus suivis. » Au téléspectateur surtout de s'adapter à cette formule un peu déconcertante.

Les responsables d'Antenne 2 sont en tout cas persuadés d'une chose : c'est d'être limités d'ici moins de six mois. « Normal », sourit M. Rouilly, le rôle d'une chaîne de service public, qui doit toujours chercher à concilier audience et qualité, est aussi d'être pionnier... donc copié. Antenne 2 innove aujourd'hui dans le genre, dans le rythme de programmation, dans le réseau horaire. La roue de la fortune devrait désormais changer de sens. Le directeur général adjoint

#### Fabriqués dans les ateliers d'auteurs

### « Des héros sans expérience »

Comme la presse écrite il y a plus d'un siècle et comme la radio de l'âge d'or, la télévision ne saurait sembler-t-il exister sans avoir recours au bon vieux feuilleton. Mais le genre a singulièrement évolué. En même temps qu'étaient bouleversées les méthodes d'écriture, le feuilleton inspiré de la « sitcom » américaine répond en effet à des règles strictes qui exigent une grande discipline et auxquelles se plient les scénaristes organisés de plus en plus souvent en ateliers d'auteurs.

Président-directeur général de la société de production Tété, magas, incontestablement le spécialiste du genre avec plus de cent cinquante épisodes de « Maguy », s'obstine de M<sup>re</sup> et M<sup>re</sup> Sophie, etc., M<sup>re</sup> Simone Harni nous donne ici quelques éléments sur l'exercice particulier d'écriture d'une « sitcom ». « Il s'agit d'abord de définir le code : des règles dont la répétition s'imposera dans tous les épisodes ; puis les auteurs des différents épisodes, à partir de ces éléments de jeu de construction, bâtissent une histoire à chaque fois différente... et à chaque fois comparable aux précédentes. Ce code définit les héros de la série : leur caractère, leur vocabulaire, leur ton, leur niveau d'éducation, leurs motivations, leurs manies, leur style vestimentaire, leurs goûts littéraires, culinaires, etc. Leur psychologie devra, c'est la

loi du genre, être immuable dans tous les épisodes, « leur vie » de héros de la série ne leur apportant aucune expérience... Le code établit également les lieux de l'action, le style esthétique de leur environnement, le rythme et la durée des épisodes. Il est résumé dans une « bible » régulièrement mise à jour pour servir de référence aux différents auteurs travaillant sur les épisodes d'une même série : une douzaine, les auteurs de comédie ayant l'habitude de travailler par petites équipes de deux.

« Cet exercice de style révèle de la part des scénaristes des qualités de rigueur et d'imagination, pour respecter le code sans lasser le public de sensibilité pour faire vivre des personnages auxquels les téléspectateurs s'attachent durablement ; de construction dramatique d'une situation et de dialogues. Woody Allen a débuté en écrivant ce type de séries pour la télévision américaine. Il adage également des auteurs une certaine humilité : l'ambition de « leur » épisode sera de s'insérer dans la cohérence de la série avant que de se singulariser par sa différence. Car il s'agit de tenir vis-à-vis des spectateurs la promesse des épisodes précédents et de susciter leur désir de regarder les suivants. »

A. Co.

est décidément optimiste. « La prochaine saison, réaffirme-t-il, sera bien celle d'Antenne 2, dont l'image, de vrai généraliste, au service de tous les publics », devrait, dit-il, se confirmer ; dont l'ancrage sur la fiction française devrait encore renforcer la place de « favorite » dans le cœur des Français. Et dont l'audience (autour de 30 %) devrait se stabiliser. « En Grande-Bretagne, il existe une règle non écrite selon laquelle le pôle des deux chaînes publiques doit toujours se tailler une part de marché autour de 40 %. Ce pourrait être la base d'un contrat implicite entre A2 et FR3 », déclare-t-il en énumérant, songeur, une poignée de bastions de la Une... « pas si impenables que cela ».

ANNICK COJEAN.

### Hausse probable de la redevance

La redevance télévision (333 F pour un poste noir et blanc, 506 F pour un récepteur couleur actuellement) devrait augmenter l'an prochain de façon « significative », si les premières informations officielles à ce sujet sont confirmées lors des derniers arbitrages budgétaires.

Il s'agit pour le gouvernement de redonner au secteur public de l'audiovisuel les moyens de tenir sa place dans la concurrence, tout en développant la création et la qualité des programmes. Or la redevance avait été diminuée en 1987 pour les télévisions et supprimée pour les magnétoscopes, entraînant une baisse sensible des recettes globales. Dans le même temps, les coûts des chaînes publiques et privées ont fortement progressé du fait de l'inflation accélérée tant des programmes sportifs que des films ou des animations vedettes, que se disputent les cinq chaînes généralistes.

Pour compenser cette inflation, il n'y a guère que trois possibilités : augmenter la publicité, la redevance ou budgétiser une partie des ressources des chaînes publiques. Les premières informations contradictoires avec l'objectif de redonner au service public un rôle moteur en matière de création et de qualité : on se méfie en effet, au ministère de la communication, des effets induits par une trop forte dépendance des chaînes à l'égard de la publicité qui alimente déjà les deux tiers du budget d'Antenne 2. De plus, une ponction accrue sur le marché accentuerait encore le déséquilibre global du système audiovisuel et soulèverait les hauts cris des chaînes privées. La troisième solution — qui prendrait par exemple la forme du remboursement par l'Etat des exonérations de redevance — se heurte à l'objectif général de réduction du déficit budgétaire. Reste donc la redevance, dont le montant doit être approuvé par le Parlement.

(Publicité)

Fournisseurs et sous-traitants pour quoter  
**LE SHEPD (SHELL) FUEL DEPOT**  
PAPEETE-TAHITI

Prière de nous envoyer votre quote à :  
(de préférence en Anglais)  
**REED CONSTRUCTIONS**  
53, Grand-View-Street  
PYMBLE, NSW 2073  
Sydney, Australie



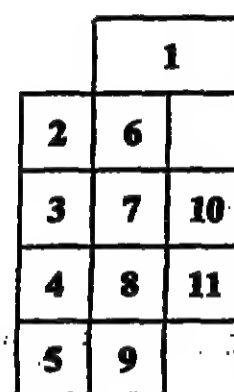
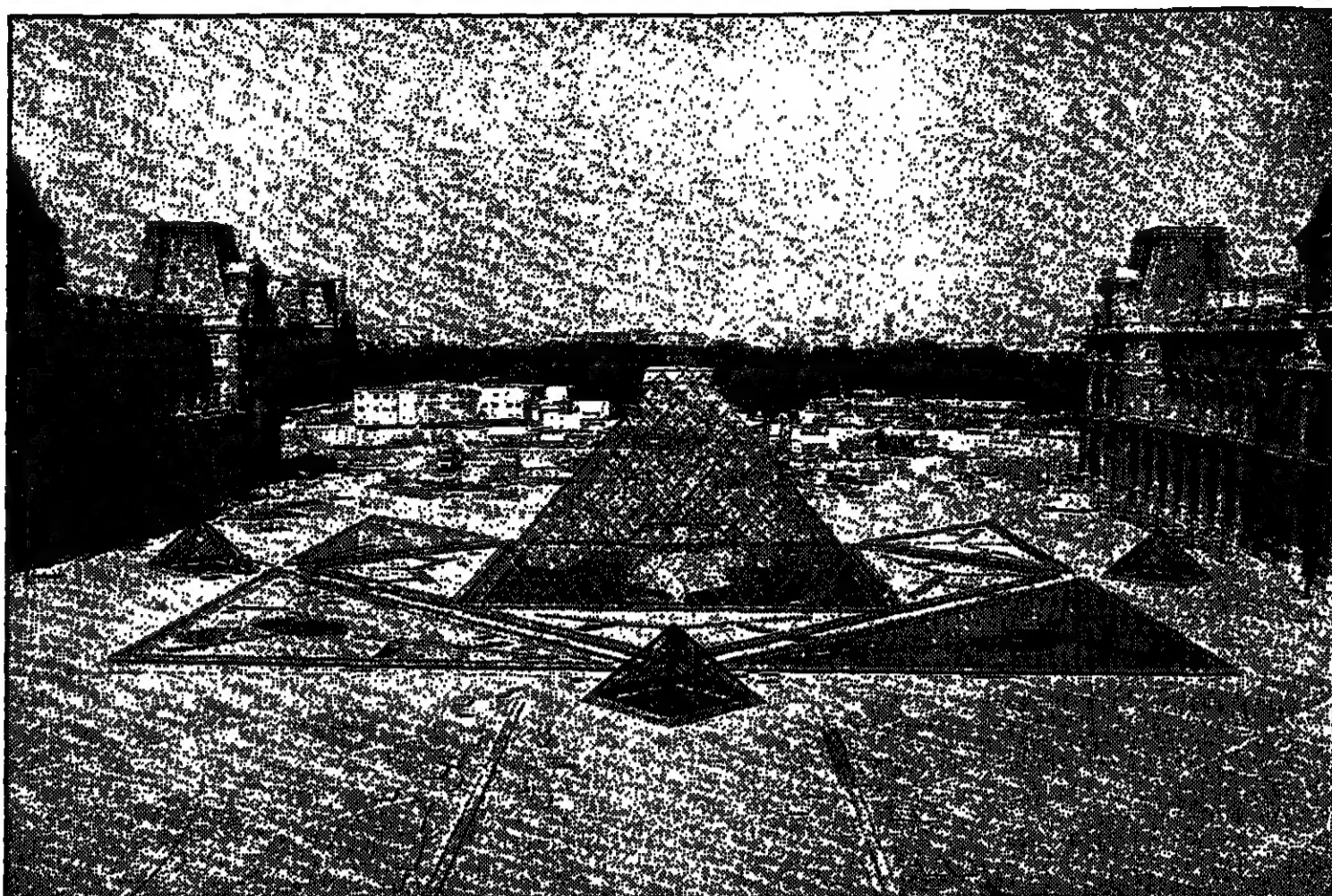
# Culture

## ARCHITECTURE

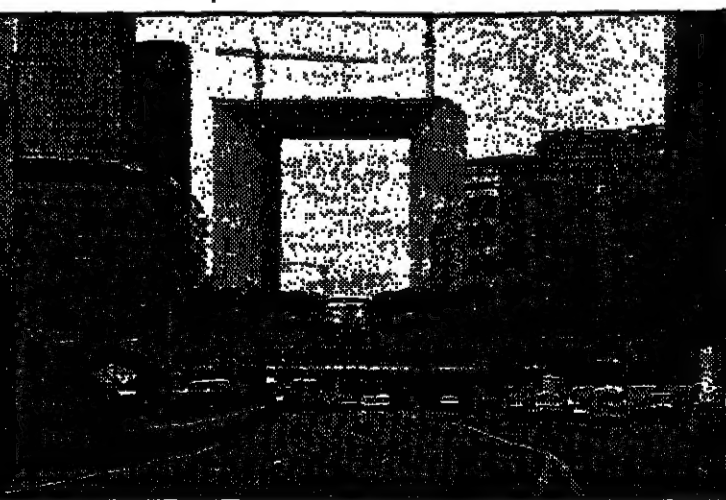
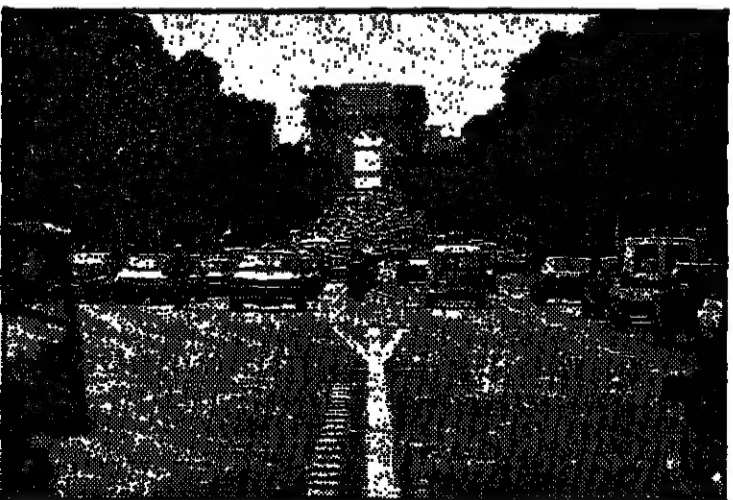
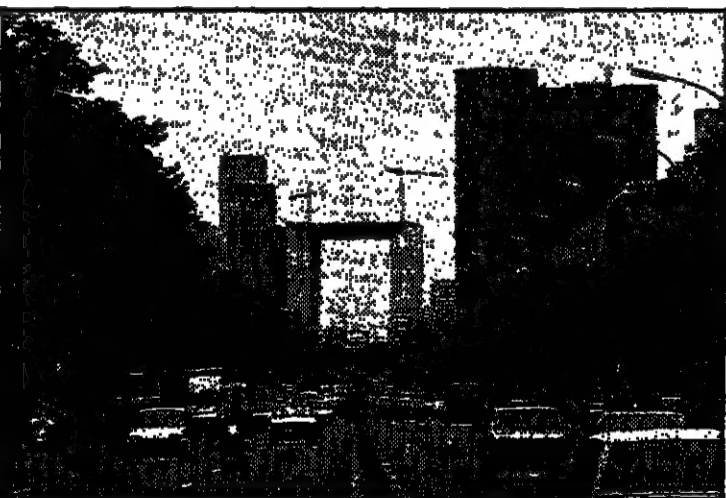
## *Du palais du Louvre à l'Arche de la Défense*

## Nouvelles perspectives

*La photographie d'architecture est un genre périlleux qui peut assassiner les plus beaux édifices ou magnifier les désastres par le jeu des détails et des angles de prise de vue. Mais c'est un outil irremplaçable pour l'analyse et la compréhension des ensembles. Pour rectifier aussi les idées reçues. Aujourd'hui nous avons confié à deux photographes le soin de donner un nouvel éclairage au mythe de la perspective du Louvre à la Défense, explorée plan par plan.*



**PHOTOS : ANTONIO FAGNOTTA (1, 9, 11).  
FRÉDÉRIC ACHDOU (2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10).**



**Photo 1. — La cour Napoléon prise du pavillon de l'Horloge. On distingue le Carrousel derrière la Pyramide. Au fond, sur la droite, les tours de la Défense, à 15° par rapport à l'axe de la cour.**

Photos 2 à 5. — La « perspective » vue de ses points stratégiques. On note la forte présence des tours de la Défense. La barre noire (photos 4 et 5) correspond aux échafaudages de l'Arc de triomphe. Seule la photo 5 laisse voir, sous la voûte, très bas, le faite de l'Arche. On note le léger déassement de cette dernière. Sauf en vue rapprochée, elle paraît donc « collée » aux tours de gauche, à la Défense.

**Photos 10 et 11. —** Les Tuileries vues depuis l'axe des Champs-Élysées et la cour Napoléon vue à travers l'arc de triomphe du Carrousel. On note le décalage du pavillon de l'Horloge et le caractère invisible de la Pyramide de J.M. Pei.



# Spectacles

## théâtre

### Les autres salles

**ARCANES** (43-38-19-70). Le Pusch du frappeur d'azur: 21 h.  
**BERRY** (43-57-51-53). Trop, c'est trop: 20 h 30.  
**BOUFFES PARISIENS** (43-36-60-34). Si jamais le piano: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.  
**CAYEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-43). Et voilà... la galerie L.: 21 h, dim. 15 h 30.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41). Reviens dormir à l'élysee: 21 h, dim. 15 h 30.  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Voltaire's Folie: 19 h 30 et 21 h 30.  
**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-22). Les Dilettanti du bal: 20 h 30.  
**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). Bérénice: 20 h 30, dim. 17 h.  
**DAUNOU** (42-61-49-14). Monsieur Masure: 21 h, dim. 15 h 30.  
**EDGAR** (43-20-85-11). Les Babas: 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire: 23 h.  
**FONTAINE** (48-74-74-40). Concours de cirque: 18 h et 21 h.  
**SUCHETTE** (43-26-38-99). La Cautrice chavre: 19 h 30. La Lepou: 20 h 30. Simone Weil 1909-1943: 21 h 30.  
**LE GRAND EDGAR** (43-20-90-09). Bien dégoûté autour des oreilles, s'il vous plaît: 20 h. Pierre Pichon: 21 h 45.  
**LE PROLOGUE** (45-73-33-15). Et si on finissait le noir juste une minute: 18 h 30 et 21 h.  
**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince: 20 h. Nous, Tché et Vincent van Gogh: 21 h 15. Théâtre rouge. Le Carrefour des trois brouillards: 18 h 30. Contes érotiques arabes du XIVe siècle: 20 h. La Ronde: 21 h 30.  
**MATHURINS** (42-65-90-00). Les Mysteres du confessional: 18 h et 21 h.  
**MICROMÈRE** (47-42-95-23). Ma cousine de Varsovie: 17 h 30 et 20 h 45.  
**NOUVEAUTES** (47-70-52-76). Le Grand Standing: 18 h 30 et 21 h 30.  
**OLIVIER** (48-74-42-52). Exercices de style: 17 h 30 et 20 h 45.  
**PALAIS ROYAL** (42-97-59-81). Avant: 20 h 30, dim. 15 h.  
**POTINIERE** (42-61-44-16). Fric-Frac: 20 h 30, dim. 15 h.

**SAINT-GEORGES** (48-78-63-47). Droite de couple: 20 h 45, dim. 15 h.  
**THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR** (48-05-67-89). Sète L'Ecluse des jours: 21 h.  
**THÉÂTRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE** (42-40-05-32). La Folie des forces: 15 h, dim. 15 h.  
**TENTAMERIE** (48-67-33-82). Mathieu: 20 h 15. Les amoureux se cachent pour mourir: 21 h 30.  
**TOURTOUR** (48-87-82-48). Journal d'un loup-garou: 19 h. La Voix humaine: 20 h 30. Les hommes rous: 22 h.  
**VARIÉTÉS** (42-33-09-92). Le Saut de lit: 20 h 30, dim. 15 h.

### Les concerts

**CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALETTE** (Patrice Caillat). 16 h 30, dim. Orgue. Œuvres de Marchand, Lully, Durufle, Buxtehude. Entrée libre.  
**ÉGLISE AMÉRICAINE DE PARIS**. Les Valley Youth Orchestra. 18 h, dim. Dir. David Bourder. Œuvres de Bach, Garfield, Arnold, Lecoq, Walton. Entrée libre.  
**ÉGLISE DES RILLETTES** (42-72-37-79). Ensemble de cuivres Bordeaux-Aquitaine. 21 h. Quatre trompettes, quatre trombones. Œuvres de Mouret, Berlioz, Charpentier, Debussy. Dans le cadre du Festival musical en l'île.  
**ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE**. Philharmonie de chambre. 18 h 30, 21 h, sam. Dir. Roland Donat. 5. Rodosco (violon). 5. Colles (alto). 5. Poudouze (clavier). Œuvres de Bach, Debussy, Chopin, Liszt, Ravel. Dans le cadre du Festival musical en l'île.  
**ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE**. Alexandre Lagoya. 21 h. Sam. Guir. Œuvres d'Albéniz, Bach, Granados, Tárrega, Weber. Dans le cadre du Festival musical en l'île.  
**NOTRE-DAME DE PARIS**. Pierre Men. 17 h 45, dim. Orgue. Œuvres de Franck, Mendelssohn. Entrée libre.  
**CHATEAU DE BRETEUIL** (30-52-05-02). Philippe Cantor. Sophie Rivet. 17 h 30, dim. Bayton, piano. Œuvres de Franck, Debussy, Liszt, Ravel. Dans le cadre du Festival de Breteuil 1988.  
**MAISONS-LAFFITTE** Châteaux (39-63-01-49). Philippe Cantor. Sophie Rivet. 17 h 30, dim. Bayton, piano. Œuvres de Franck, Debussy, Liszt, Ravel. Dans le cadre du Festival de Breteuil 1988.

## cinéma

### La cinémathèque

**PALAIS DE CHAILLOT (47-84-24-24)**  
**SAMEDI**  
 London (1928), de George William Pabst, 15 h; City Girl, Our Daily Bread (1929-1930), de F.W. Murnau, 17 h; Trouble Brewing (1939, v.a.), d'Anthony Kimmins, 19 h; What Price Hollywood? (1932, v.a.), de George Cukor, 21 h.  
**DIMANCHE**  
 Steamboat Bill Junior (1928), de Chester Reizner, 15 h; Under Your Hat (1940, v.a.), de Maurice Elvey, 19 h; Le Brigand bien aimé (1939, v.a.), de Henry King, 21 h.  
**VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (48-26-34-39)**  
**SAMEDI**  
 Si vous avez manqué le début: Actualités anciennes: Actualités Gaumont, 12 h 30; Actus Tilt (1961) de J. Herman, Bande annonce: Paradis pour tous (1982) d'Alain Jessa, 14 h; L'été de Jean-Luc Godard, 14 h 30; Paris en chantant: Le Vrai Paris (1932) de J.C. Bernard, Le Chantier de Mexico (1956) de R. Pottier, 16 h 30; Café, café, vous avez dit Péggie? (1979) de J. Martinengo, Rob le Flambeur (1955) de Jean-Pierre Melville, 18 h 30; La Troisième République: la Rue de la Galté (1963) de Drot, Quartier (1981) de James Ivory, 20 h 30.  
**DIMANCHE**  
 Si vous avez manqué le début: La Troisième République: le Grand Méliès (1952) de Georges Franju, Le silence est d'or (1947) de René Clair, 14 h 30; la

### PARIS EN VISITES

**LUNDI 8 AOÛT**  
 « Versailles: l'orangerie du château », 14 h 30, sous la statue de Louis XIV, cour d'honneur du château (Office de tourisme).  
 « Crimes, assassinats et espionnage au Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Isabelle Haullier).  
 « Ruines et jardins ignorés de Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et curiosités).  
 « Ancien village d'Autueil », 14 h 30, métro église d'Autueil (Filipieries).  
 « Parcourez insolite la Cour des Miracles », 14 h 30, métro Sentier (C.A. Messier).  
 « Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Réservection du passé).  
 « L'hôtel de Lamoignon », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (la visite peut être annulée, tél. le matin: 45-74-13-31) (E. Roman).  
 « Vitrines de la Sainte-Chapelle », 15 heures, entrée de l'église (Paris et son histoire).  
**MARDI 9 AOÛT**  
 « Versailles: quartier Saint-Louis », 14 h 30, façade de la cathédrale Saint-Louis (Office de tourisme).  
 « La Sainte-Chapelle », 14 h 30, boulevard du Palais, devant les grilles (Arcus).  
 « Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Réservection du passé).  
 « Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Réservection du passé).  
 « Les Invalides », 15 heures, entrée, côté esplanade (Paris et son histoire).  
 « Hôtels du Marais, place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie (Filipieries).

### Samedi 6 - Dimanche 7 août

8 (45-63-16-16): v.f. Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Française, 9 (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).  
**CRY FREEDOM** (Brit., v.a.): Saint-Michel, 5 (45-26-75-75).  
**DE BRUIT ET DE FUREUR** (Fr.), v.f.: Radio Logos II, 5 (45-54-43-34); Gaumont Parnasse, 10 (43-35-30-40).  
**LE DERNIER EMPEREUR** (Brit.-It., v.a.): Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60); v.f.: Saint-Lazare-Panthéon, 8 (43-87-35-43); Les Nations, 12 (43-43-04-67).  
**DOUBLES DÉTENTE** (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 6 (45-63-16-16); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Rex, 2 (42-36-83-93); Bretagne, 4 (42-22-57-97); Faurville, 13 (43-31-56-86); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-37); UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**ECLAIR DE LUNE** (A., v.a.): Club Gaumont (Publicis Médias), 8 (43-59-31-97); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50).  
**EDDIE MURPHY SHOW** (A., v.a.): UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).  
**EMMANUELLE 6** (Fr.), v.f.: George V, 8 (45-62-41-46); Mazarine, 9 (47-70-72-46); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**EMPIRE DU SOLEIL** (A., v.a.): George V, 8 (45-62-41-46).  
**LES ENFANTS DE L'IMPASSE** (A., v.a.): UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Normandie, 6 (45-63-16-16); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: UGC Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**EST-IL FACILE D'ÊTRE JEUNE...** (Urss (Sov. v.a.): Le Triomphe, 8 (45-62-41-46).  
**ET SI ON LE GARDAIT ?** (A., v.a.): UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Opéra, 2 (47-42-60-33); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44).  
**LE FESTIN DE BABETTE** (Dan., v.a.): Ciné Beaubourg, 6 (42-71-52-36); Champs-Élysées, 9 (45-62-41-46); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Normandie, 6 (45-63-16-16); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).  
**FRANTIC** (A., v.a.): George V, 8 (45-62-41-46); Biarritz Montparnasse, 15 (45-44-25-02).  
**LES GENS DE DUBLIN** (A., v.a.): UGC Normandie, 6 (45-63-16-16).  
**LE GRAND BLEU** (Fr., v.a.): Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12); Gaumont Ambassade, 15 (43-59-19-08); Kinoparadise, 15 (43-06-50-50); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Rex (Le Grand Rex), 2 (42-36-83-93); Les Nations, 12 (43-43-01-59); Faurville, 13 (43-31-56-86); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Mazarine, 9 (47-70-72-46); UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: UGC Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**LE GRAND CHEMIN** (Fr.): Lacombe, 15 (45-44-25-02); George V, 8 (45-62-41-46).  
**HAIRSPRAY** (A., v.a.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); La Bastille, 11 (43-54-07-76); Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).  
**L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'HÉTÉROSEXUALITÉ** (Urss (Sov. v.a.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Clichés, 6 (46-33-10-82); Publicis Champs-Élysées, 10 (47-20-76-23); Biarritz Montparnasse, 15 (45-44-25-02).  
**LA LÉGENDE DU LAGON** (Nouvelle Zélande, v.f.): Saint-Lambert, 15 (45-39-61-68).  
**LIASON FATALE** (A., v.a.): George V, 8 (45-62-41-46).  
**LONGUE VIE A LA SIGNORA** (It., v.a.): UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94).  
**MÈRE TERESA** (Brit., v.a.): Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).  
**LA MÉRIDENNE** (Suis.): UGC Danton, 6 (42-25-10-30).  
**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (42-71-52-36); 14 Juillet Parnasse, 10 (43-26-58-50).  
**MILAGRO** (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12); Publicis Saint-Germain, 6 (42-22-72-80); La Pégase, 7 (47-05-12-15); Pathé Marignan, 9 (45-62-41-46); UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Mazarine, 9 (45-62-41-46); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-37).  
**MISTY DYNAMITE** (Hong Kong, v.f.): Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (A., v.a.): Le Triomphe, 8 (45-62-41-46).

**LE NOM DE LA ROSE** (Fr.-It.-All., v.a.): Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-01); L'Entreprise, 14 (43-43-41-63).  
**L'ŒUVRE AU NOIR** (Fr.-Bel.): UGC Odéon, 6 (42-25-10-30).  
**LES PRÉDATEURS DE LA NUIT** (Fr., v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**PURILVORE** (Fr.): Ciné Beaubourg, 6 (42-71-52-36); Utopia Champollion, 5 (42-36-84-63).  
**LE QUATRIÈME PROTOCOLE** (Brit., v.a.): Gaumont Ambassade, 15 (43-59-19-08).  
**RETOUR DE FLAMME** (Fr.), v.f.: Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-31-97).  
**SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR** (Brit., v.a.): Clichés, 6 (46-33-10-82).  
**SEPTEMBRE** (A., v.a.): Studio de la Harpe, 5 (46-34-55-52).  
**LE TEMPS DU DESTIN** (A., v.a.): Gaumont Les Halles, 15 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-31-97); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Mazarine, 9 (45-62-41-46); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-37).  
**THE KITCHEN TOTO** (A., v.a.): Pathé Beaubourg, 6 (46-33-10-82); Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).  
**TYPHON CLUB** (Jap., v.a.): L'Entreprise, 14 (43-43-41-63).  
**UN ENFANT DE CALABRE** (It.-Fr., v.a.): Lacombe, 15 (45-44-25-02).  
**UN ÉTÉ À PARIS** (Fr.): Épis de Bois, 5 (43-37-57-47); Studio 43, 5 (40-70-63-40).  
**UN MOIS À LA CAMPAGNE** (Brit., v.a.): Utopia Champollion, 5 (42-36-84-63).  
**UNE VIE SUSPENDUE** (Fr.): L'Entreprise, 14 (43-43-41-63).  
**VICES ET CAPRICES** (Fr.), v.f.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: Mazarine, 9 (47-70-72-46); UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**LA VIE EST BELLE** (Bel.-Suède): Utopia Champollion, 5 (42-36-84-63).  
**LA VIE EST UN LONG FLEUVE** (A., v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-33-42-26); Ciné, 15 (42-97-53-74); Pathé Beaubourg, 6 (46-33-10-82); Gaumont Ambassade, 15 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50); Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).  
**WALL STREET** (A., v.a.): Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14).

**CENDRILLON** (A., v.f.): Saint-Lambert, 15 (45-39-61-68).  
**CERTAINS L'AIMENT CHAUD** (A., v.a.): Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40).  
**CLASS 84** (Fr.) (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**LA COMTESSE AUX PIEDS NUS** (A., v.a.): Action Christian, 6 (43-29-11-30).  
**DIXTY DANCING** (A., v.a.): George V, 8 (45-62-41-46).  
**LES DIX COMMANDEMENTS** (A., v.f.): Bretagne, 4 (42-22-57-97); Paramount Opéra, 2 (47-42-60-33).  
**DOCTEUR FOLAMOUR** (Brit., v.a.): Le Champ, 5 (43-54-51-60).  
**DRAME DE LA JALOUSIE** (It., v.a.): Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).  
**ENRAGE-MOI, IDIOT** (A., v.a.): Reflet Médias Logos, 5 (43-54-43-34).  
**L'EMPIRE DES SENS** (Fr.-Jap., v.a.): Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).  
**LES ENCHAÎNÉS** (A., v.a.): Reflet Médias Logos, 5 (43-54-43-34); Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).  
**L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES** (A., v.a.): Action Christian, 6 (43-29-11-30).  
**EXTREME PRÉJUDICE** (A., v.f.): Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**HELLZAPOPPIN** (A., v.a.): Ciné Beaubourg, 6 (42-71-52-36).  
**LES INCORRUPTIBLES** (A., v.a.): Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-33-42-26); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).  
**INSIDE DAISY CLOVER** (A., v.a.): Racine Odéon, 6 (43-26-19-08); Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60).  
**JE T'ADORE, MOI NON PLUS** (Fr.): Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).  
**LE LIVRE DE LA JUNGLE** (A., v.f.): Clichés, 6 (46-33-10-82); Saint-Lambert, 15 (45-39-61-68).  
**LES LUNETTES D'OR** (It.-Fr., v.a.): Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14); Sept Paroisses, 14 (43-20-32-20).  
**METROPOLIS** (All., v.a.): Ramelagh, 6 (42-88-64-44).  
**MISSION** (Brit., v.a.): Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50).  
**MORT À VENISE** (It., v.a.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71).

**MURIEL** (Fr.): Panthéon, 5 (43-54-15-04).  
**OCTOPUSSY** (A., v.a.): UGC Normandie, 6 (45-63-16-16); v.f.: Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).  
**ORANGE MÉCANIQUE** (Fr.), v.a.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71).  
**PANDORA** (Brit.-A., v.a.): Action Christian, 6 (43-29-11-30).  
**LA PEUR** (It., v.a.): Ciné Beaubourg, 6 (42-71-52-36).  
**PINK FLOYD THE WALL** (Brit.-A., v.a.): Saint-Michel, 5 (43-26-79-17); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).  
**QUAND LA VILLE DORT** (A., v.a.): Action Christian, 6 (43-29-11-30).  
**LE ROQUEUR** (A., v.a.): Reflet Logos I, 5 (43-54-43-34); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76).  
**ROME VILLE OUVERTE** (It., v.a.): Champs-Élysées, 9 (43-54-07-76).  
**SCARAMOUCHE** (A., v.a.): Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).  
**LA SOIF DU MAL** (A., v.a.): Action Christian, 6 (43-29-11-30).  
**SOUVERAIN L'ÉTÉ DERNIER** (A., v.a.): Le Saint-Germain-des-Près, Saint-G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23); Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60).  
**LA SOURIS QUI RUGISSAIT** (Brit., v.a.): Le Champ, 5 (43-54-51-60).  
**STRANGER THAN PARADISE** (A., v.a.): Utopia Champollion, 5 (43-26-84-63).  
**STROMBOLI** (It., v.a.): Champs-Élysées, 9 (43-54-07-76).  
**SWEET MOVIE** (Fr.-Can.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71).  
**TAXI DRIVER** (Fr., v.a.): Les Trois Balcons, 8 (45-61-10-60).  
**THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW** (A., v.a.): Studio Galande, 5 (43-54-72-71).  
**UN APRÈS-MIDI DE CHIEN** (A., v.a.): Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).  
**LA VIEILLE DAME INDIGNE** (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-48-18).  
**VIOLENCE ET PASSION** (It., v.a.): Accatone (ex Studio Cujas), 5 (46-33-86-86).  
**VOYAGE EN ITALIE** (It., v.a.): Champs-Élysées, 9 (43-54-07-76).

## PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde



### ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ: Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue.  
 VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ: Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous, sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voies normales)
2 semaines	76 F	145 F
3 semaines	115 F	205 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	354 F	687 F

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU: (11) 42-47-98-72

**LE MONDE ABONNEMENTS**  
**BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09**

Attention: la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES: DURÉE \_\_\_\_\_  
 du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES:  
 NOM: \_\_\_\_\_ PRÉNOM: \_\_\_\_\_  
 RUE: \_\_\_\_\_  
 LOCALITÉ: \_\_\_\_\_ VILLE: \_\_\_\_\_  
 CODE POSTAL: \_\_\_\_\_ PAYS: \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT:  
☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

N° de CB: \_\_\_\_\_

Date d'expiration: \_\_\_\_\_ Signature: \_\_\_\_\_

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)  
 \_\_\_\_\_

**SUR MINITEL**  
**3615 LEMONDE code abo**

### LES FILMS NOUVEAUX

**ENVOYEZ LES VIOLONS**. Film français de Roger Andrieux: Forum Horizon, 1 (42-33-42-26); Rex, 2 (42-36-83-93); Pathé Française, 9 (47-70-33-88); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).  
**LA TRAVESTIE** (Fr.) Film français d'Yves Boissat: Forum Horizon, 1 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-41-46); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Mazarine, 9 (47-70-72-46); UGC Convention, 15 (48-28-42-37); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Maitre, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).  
**UNE BRIGADE D'ENFER**: Film américain de Kevin Reynolds, v.a.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**LA TRAVESTIE** (Fr.) Film français d'Yves Boissat: Forum Horizon, 1 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-41-46); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Mazarine, 9 (47-70-72-46); UGC Convention, 15 (48-28-42-37); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Maitre, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).  
**UNE BRIGADE D'ENFER**: Film américain de Kevin Reynolds, v.a.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**LA TRAVESTIE** (Fr.) Film français d'Yves Boissat: Forum Horizon, 1 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-41-46); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Mazarine, 9 (47-70-72-46); UGC Convention, 15 (48-28-42-37); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Maitre, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).  
**UNE BRIGADE D'ENFER**: Film américain de Kevin Reynolds, v.a.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**LA TRAVESTIE** (Fr.) Film français d'Yves Boissat: Forum Horizon, 1 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Champ-Élysées, 9 (45-62-41-46); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); Mazarine, 9 (47-70-72-46); UGC Convention, 15 (48-28-42-37); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Maitre, 17 (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18 (45-22-46-01).  
**UNE BRIGADE D'ENFER**: Film américain de Kevin Reynolds, v.a.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); George V, 8 (45-62-41-46); v.f.: UGC Montparnasse, 16 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).  
**LA TRAVESTIE** (Fr.) Film français



## Informations « services »

## CONCOURS

## Agrégations

(Par ordre alphabétique)

## ● ANGLAIS

Martine Ady (72<sup>e</sup>), Jean-Max Albrecht (45<sup>e</sup> ex. ae.), Louise Arana, ép. Fejoz (61<sup>e</sup> ex. ae.), Marguerite Arnal ép. Coria (112<sup>e</sup> ex. ae.), Terence Atkinson (28<sup>e</sup> ex. ae.), Claude Baron (17<sup>e</sup> ex. ae.), Marguerite Barot (85<sup>e</sup> ex. ae.), Gérard Basset (59<sup>e</sup> ex. ae.), Marie-Paule Bastet, ép. Pirelli (119<sup>e</sup> ex. ae.), Marie-Hélène Bandia (128<sup>e</sup> ex. ae.), François Bercker (20<sup>e</sup> ex. ae.), Laurent Beret (119<sup>e</sup> ex. ae.), Jean-Claude Berny (143<sup>e</sup> ex. ae.), Yveline Bertin, ép. Marcellin (102<sup>e</sup> ex. ae.), Dominique Bodin (13<sup>e</sup> ex. ae.), Christine Bompard (112<sup>e</sup> ex. ae.), Joëlle Bonnevill (85<sup>e</sup> ex. ae.), Catherine Bouffault, ép. Merillou (49<sup>e</sup> ex. ae.), Hedi Bouzera (65<sup>e</sup> ex. ae.), Luc Buvard (54<sup>e</sup> ex. ae.), Jean-Luc Breton (79<sup>e</sup> ex. ae.), Janet Brooks, ép. Faure (13<sup>e</sup> ex. ae.), Gérard Buret (75<sup>e</sup> ex. ae.).

Jean-Paul Camus (65<sup>e</sup> ex. ae.), Jean-Michel Carrère (133<sup>e</sup> ex. ae.), Florence Cesari (7<sup>e</sup> ex. ae.), Evelyne Chabert, ép. Fournier (71<sup>e</sup> ex. ae.), Jean Chappuis (137<sup>e</sup> ex. ae.), Marie-Claire Charon, ép. Considère (102<sup>e</sup> ex. ae.), Hervé Chena (54<sup>e</sup> ex. ae.), Elizabeth Cherain (90<sup>e</sup> ex. ae.), Marie-Christine Choquet (112<sup>e</sup> ex. ae.), Marie-Elise Colombau, ép. Thiry (28<sup>e</sup> ex. ae.), Frédérique Corbière, ép. Corbière (105<sup>e</sup> ex. ae.), René Coultier (56<sup>e</sup> ex. ae.), Jean Cruton (49<sup>e</sup> ex. ae.), Françoise Dagnon, ép. Mac Grath (61<sup>e</sup> ex. ae.), Dominique Deniel (11<sup>e</sup>), Sarah Davis, ép. Grandjean (94<sup>e</sup> ex. ae.), Diane de Bonnaville, ép. de Bellec (28<sup>e</sup> ex. ae.), Geneviève de Joseph, ép. Debeure (133<sup>e</sup> ex. ae.), Jean Defromont (44<sup>e</sup>), Bruno Delarochette (49<sup>e</sup> ex. ae.), Christopher Desormont (105<sup>e</sup> ex. ae.), Elisabeth Deveau, ép. Bouchard (20<sup>e</sup> ex. ae.), Pierre Deuze (90<sup>e</sup> ex. ae.), Sylvie Doulado (97<sup>e</sup> ex. ae.), François Ducreux (146<sup>e</sup> ex. ae.), Laurent Dufour (123<sup>e</sup> ex. ae.), Mathieu Dupuy (2<sup>e</sup>), Marjolaine Dusazeau, ép. Dusazeau (49<sup>e</sup> ex. ae.).

Claire Fabre (45<sup>e</sup> ex. ae.), Isabelle Fallot (73<sup>e</sup> ex. ae.), Christine Favre (40<sup>e</sup> ex. ae.), Jean-Paul Gabillet (119<sup>e</sup> ex. ae.), Guy Gaborit de Montjou (85<sup>e</sup> ex. ae.), Isabelle Gadoin (10<sup>e</sup>), Catherine Galais (112<sup>e</sup> ex. ae.), Sylvie Galtier (90<sup>e</sup> ex. ae.), Marie-Hélène Gambini (68<sup>e</sup> ex. ae.).

Mario Gay (97<sup>e</sup> ex. ae.), Nicolas Genovay (11<sup>e</sup> ex. ae.), Lindsay Gilson, ép. Gillies (102<sup>e</sup>), Régine Girard, ép. Barrallon (112<sup>e</sup> ex. ae.), Dany Girard, ép. Saury (119<sup>e</sup> ex. ae.), Valérie Gisson (73<sup>e</sup>), Laurence Gourelle, (146<sup>e</sup>), Colette Guelfi, ép. Grainger (97<sup>e</sup>), Jean-Marc Guionnet (40<sup>e</sup>), Jean-Claude Henryot (20<sup>e</sup>), Michelle Herbert, ép. Piliannet (89<sup>e</sup>), Isabelle Hiron (128<sup>e</sup>), Jean-Pierre Hilaire (7<sup>e</sup>), Corinne Hildebert (146<sup>e</sup>), Claire Joubert (15<sup>e</sup>), Danièle Kaha (105<sup>e</sup>), Catherine Kerbrat (61<sup>e</sup>) tous ex-aequo sans Nathalie Kokorin (145<sup>e</sup>).

Claude Labbez, ép. Courteuse (26<sup>e</sup>), Alain Launay (33<sup>e</sup>), Catherine Le Monda (125<sup>e</sup>), Sophie Le Males (56<sup>e</sup>), Aline Legrand (137<sup>e</sup>), Stéphanie Lemonnier (123<sup>e</sup>), Catherine Lendres (20<sup>e</sup>), Christine Leroux, ép. Fontana (102<sup>e</sup>), Françoise Levy, ép. Giquel (112<sup>e</sup>), Valérie Liffort de Buffevant, ép. Dupré (77<sup>e</sup>), Catherine Lura, ép. Hurtau (39<sup>e</sup>), Alistair Macdon (39<sup>e</sup>).

Martine Magne (125<sup>e</sup>), Nathalie Makoff (60<sup>e</sup>), Jacques Martin (79<sup>e</sup>), Marie-Agnès Martin (39<sup>e</sup>), Marc Martinez (128<sup>e</sup>), Frédéric Maurin (79<sup>e</sup>), Lucinda Mowatt, ép. Barot (146<sup>e</sup>), Gérard Melis (49<sup>e</sup>), Isabelle Métais (90<sup>e</sup>), Bernard Mezier (146<sup>e</sup>), Sylvie Mikowski, ép. Mikowski (137<sup>e</sup>), Antoine Mioche (1<sup>e</sup>), Nadine Mischler (105<sup>e</sup>), Annie Mitaine, ép. El Sawy (143<sup>e</sup>), Corine Mitteran (61<sup>e</sup>), Eliane Morel (47<sup>e</sup>), Agnès Mougeot (137<sup>e</sup>), Joanny Moulin (9<sup>e</sup>), Kathleen Murphy, ép. Lambert (65<sup>e</sup>), Agnès Naouri (39<sup>e</sup>), Axel Neme (94<sup>e</sup>).

Jane Nolan (28<sup>e</sup>), Marie-Elise Palmier (146<sup>e</sup>), Michel Pardonnet (47<sup>e</sup>).

## SALONS

## 4 x 4 et tout-terrain à Val-d'Isère

Le cinquième Salon international du 4 x 4 et du tout-terrain ouvre ses portes, le 13 août, dans la station du Val-d'Isère (Savoie). Son fondateur, Henri Audouin, ne s'était pas trompé : l'engouement pour le tout-terrain ne se dément pas puisque de 5 000 immatriculations en 1982, on est passé à 35 000 en 1987, grâce à la percée des berlines à traction intégrale. A tous les adeptes du volant aventureux, Henri Audouin veut offrir l'occasion de ne se tromper ni sur leurs goûts, ni sur le matériel proposé. Trois cents véhicules (4 x 4, camions, véhicules spéciaux, quads et scooters des neiges) seront exposés sur l'avenue principale de Val-d'Isère. Les visiteurs (38 000 en 1987) auront accès, grâce au plus rapide funiculaire d'Europe, aux 2 000 hectares de l'espace Killy où les attendent 150 véhicules et leurs démonstrateurs pour un essai aux portes du vertige. Une école de pilotage permet pour 100 francs par quart d'heure d'apprendre à maîtriser les Jeep, Toyota et autres Land Rover.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

Claire Payme (33<sup>e</sup>), Sophie Pederzani (79<sup>e</sup>), Jean Pélissier (79<sup>e</sup>), Martine Pellerin (5<sup>e</sup>), Catherine Perrier (26<sup>e</sup>), saut Isabelle Perrin (4<sup>e</sup>), Thierry Perrot (28<sup>e</sup>), Marie-Claire Pestourie (79<sup>e</sup>), Annick Planchet (68<sup>e</sup>), Elisabeth Pradelle (128<sup>e</sup>), saut Peter Prince (3<sup>e</sup>), Marie-Noëlle Provost, ép. Vallet (75<sup>e</sup>), Elaine Rose, ép. Tondic (35<sup>e</sup>), Agnès Roche, ép. Lajtha (105<sup>e</sup>), Mathilde Rossille, ép. Adoniam (85<sup>e</sup>), Hélène Rosenberg (94<sup>e</sup>), Isabelle Savy (112<sup>e</sup>), Barbara Schmidt (40<sup>e</sup>), Sarah Schumacher, ép. Page (105<sup>e</sup>), Wilma Short, ép. Boissard (68<sup>e</sup>), Jean Starbek (97<sup>e</sup>), Elisabeth Soubrenie (17<sup>e</sup>), Carol Swindells, ép. Bully (133<sup>e</sup>), saut Geneviève Syre, ép. Brzozowski (58<sup>e</sup>), Pauline Teyssier, ép. Teyssier (133<sup>e</sup>), Eric Turani (28<sup>e</sup>), Nigel Turner (15<sup>e</sup>), Pascal Tuysuzian (20<sup>e</sup>), Joseph Urbas (40<sup>e</sup>), Denise Veyrac, ép. Werle (137<sup>e</sup>), Clotilde Vezies (35<sup>e</sup>), saut André Viguer (12<sup>e</sup>), Robin Wadde (97<sup>e</sup>), Daniel Waracha (137<sup>e</sup>), saut Colette Windahl (6<sup>e</sup>), Jean Yvard (128<sup>e</sup>).

Alasson Sy (97<sup>e</sup> bis), à titre étranger.

## Ecole normale supérieure (ENS)

## ● CONCOURS SCIENCES (groupe A)

Jean-Marc Daul (1<sup>e</sup>), Frédéric Charbonnier, Kiroa Mallick, David Hurari, Etienne Blanchard, François Moreau de Saint-Martin, Philippe Crocy, Cong-Minh Trins, Alain Hui Bon Hoa, Philippe Eysiedoux (10<sup>e</sup>), Jean-Marc Boitazzi, Jean-Michel Dalle, Yann Loup, Fabrice Charrois, Stéphane Couvreur, François Provost, Emmanuel-Claude Germain, Lionel Bichot, Cécile Rastoin.

Jean-François Delmas (20<sup>e</sup>), Stéphane, Pierre-Marie, Christophe Dupré La Tour, Stéphane Fermigier, Stéphane, Pierre, Christian Le Dizec, Marc Romano, Frédéric Gosselin, François Courtes, Valérie Berthe, Patrick Seguin, Pierre-Marie Abadie, Alix Maron (30<sup>e</sup>), Olivier Piliat, Laurence Le Baron, Marc Danon, Raphaël Rouquier, Jean Mairesse, Alain Touboul, Stéphane, Olivier Grogniet, Pierre-Louis, Robert, Marie, Boland, Alexis Fagebaum, Laurent, Daniel Dumas (40<sup>e</sup>).

Oliver Poulignen, Jean-Luc, Alain Moullet, Serge Bossini, Nicolas Gauthier, Thomas Lafforgue, Aziz Torres (45<sup>e</sup> bis).

## Naissances

Kevin-Marie (7<sup>e</sup>), Laurence-Solité, ont la grande joie de faire part de la naissance

d'Esquie

le 3 août 1988.

Anne-Dominique et Marc MICHEL, 61, rue du Perron, 69600 Oullins.

## Décès

Versailles, Anglet, Poitiers.

M. et M<sup>me</sup> Jean-Louis Michaud et leurs filles

Catherine et Valérie,

M. et M<sup>me</sup> François Lorel et leurs enfants

Denis, Magali et Cedric,

ont la douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère,

M<sup>me</sup> Denise MICHAUD,

survenue le 23 juillet 1988 dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

9, rue du Marché-Neuf, 78000 Versailles.

M<sup>me</sup> Pierre-Charles North,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Schilling, Arthur et Ulysse,

M<sup>me</sup> Etienne Schilling,

M<sup>me</sup> Maurice Grob,

M. et M<sup>me</sup> René North, Claude et Marilise,

M. et M<sup>me</sup> Raymond Heldt et Frank,

M. et M<sup>me</sup> Roger Kitzel, Anne et Véronique,

Le professeur et M<sup>me</sup> Constantine Vrousos, Emmanuelle, Alexis et Anne,

Le docteur et M<sup>me</sup> Pierre Morgenstern, Ariane, Aris et Arlette,

ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Pierre-Charles NORTH,

préfet de l'Aude,

officier de l'Ordre national du Mérite,

survenue le vendredi 5 août 1988 à Carcassonne.

Les obsèques se dérouleront le lundi 8 août, à 11 heures, au temple de Carcassonne.

L'information sera lue le mercredi

21-40.

Le 13 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

★ Du 13 au 31 août, de 10 heures à 19 heures. Entrée 30 francs comprenant le prix de la montée par funiculaire jusqu'aux terrains d'essai et l'entrée au Festival du film tout-terrain (projections du 16 au 20 août, de 17 heures à 19 heures). Renseignements : 79-06-21-40.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 4803

## HORIZONTALEMENT

I. Qui a donc eu tort de se plaindre. Il ne faut pas l'oublier quand on fait une fugue. — II. Pris pour aller plus loin. Peut fournir une indication sur la qualité du raisin. Petit, c'est un court circuit. — III. Blanc, c'est du sorgho.

Théâtre d'une grande bataille.

Travail de choix.

IV. Quand elles sont au clair, ce sont de fortes têtes.

Une envie de siffler. Petit partie de la Beauce.

V. Une façon de couper le sifflet.

Article étranger.

VI. Un ancien pays d'Europe ou d'Asie. Préposition.

Qui peut donner. Qui peut donner.

VII. Un économiste allemand adversaire du libre-échange.

Peut être la punition de celui qui a

gotté au fruit défendu. — VIII. Pro-

non. Impropre à la consommation.

IX. Parfois présenté par un nouveau arrivant. Coule en Roumanie.

X. Qui peut servir à la campagne. Lettre. — 10. Une figure d'écrivain.

Adverbe. Singe. Via. 11. Terre. Des gens qui ont bien descomu.

12. Lie. Sur une côte bretonne. Pas révéli. — 13. Avant l'heure. Peut accueillir une barbe. — 14. Un homme fort. Mettre le siège. Ordre de départ. — 15. Une grande nappe.

Conjonction. Traversent parfois de beaux quartiers.

Solution du problème n° 4802

Horizontalement

I. Mascara. — II. Espère. Ia. — III. Dita. Abel. — IV. Aoste. Ruz. — V. Inini. — VI. Otrante. — VII. Lin. Eucas. — VIII. En. Choc. — IX. Réfréna. — X. Roulé. — XI. Sciférite.

Verticalement

I. Médaille. — 2. Apion. In. Oc. — 3. Session. Rue. — 4. Cl. TNT. Tell. — 5. Ar. Elre. Fée. — 6. Réu. Anon. — 7. Branche. — 8. Dieu. Taon. — 9. Eole. Escal. — XI. Sciférite.

GUY BROUTY.

VERTICALEMENT

I. Qui sont donc arrivés à la fin des temps. — 2. Qualité qu'on exige de celui qui veut devenir un adjoint. Mot de reconnaissance. — 3. Peut venir être mises sur la piste. Sans que ni tête. — 4. Un vague sujet. Peut être éprouvé par celui qui est sur les dents. — 5. Bleu, c'est le roller. Peuvent être des compléments d'agents. — 6. Ferrure. Le prix du pain. Faire un certain travail avec une demoiselle. — 7. Gros, peut devenir du toupet. Qui a donc besoin

de repos. Lieu de refuge. — 8. Fit une première préparation. Tique quand on parle familièrement. — 9. Dans une certaine situation. Fosses communes à la campagne. Lettre. — 10. Une figure d'écrivain. Adverbe. Singe. Via. 11. Terre. Des gens qui ont bien descomu. — 12. Lie. Sur une côte bretonne. Pas révéli. — 13. Avant l'heure. Peut accueillir une barbe. — 14. Un homme fort. Mettre le siège. Ordre de départ. — 15. Une grande nappe. Conjonction. Traversent parfois de beaux quartiers.

Solution du problème n° 4802

Horizontalement

I. Mascara. — II. Espère. Ia. — III. Dita. Abel. — IV. Aoste. Ruz. — V. Inini. — VI. Otrante. — VII. Lin. Eucas. — VIII. En. Choc. — IX. Réfréna. — X. Roulé. — XI. Sciférite.

Verticalement

I. Médaille. — 2. Apion. In. Oc. — 3. Session. Rue. — 4. Cl. TNT. Tell. — 5. Ar. Elre. Fée. — 6. Réu. Anon. — 7. Branche. — 8. Dieu. Taon. — 9. Eole. Escal. — XI. Sciférite.

GUY BROUTY.

VERTICALEMENT

I. Qui sont donc arrivés à la fin des temps. — 2. Qualité qu'on exige de celui qui veut devenir un adjoint. Mot de reconnaissance. — 3. Peut venir être mises sur la piste. Sans que ni tête. — 4. Un vague sujet. Peut être éprouvé par celui qui est sur les dents. — 5. Bleu, c'est le roller. Peuvent être des compléments d'agents. — 6. Ferrure. Le prix du pain. Faire un certain travail avec une demoiselle. — 7. Gros, peut devenir du toupet. Qui a donc besoin

de repos. Lieu de refuge. — 8. Fit une première préparation. Tique quand on parle familièrement. — 9. Dans une certaine situation. Fosses communes à la campagne. Lettre. — 10. Une figure d'écrivain. Adverbe. Singe. Via. 11. Terre. Des gens qui ont bien descomu. — 12. Lie. Sur une côte bretonne. Pas révéli. — 13. Avant l'heure. Peut accueillir une barbe. — 14. Un homme fort. Mettre le siège. Ordre de départ. — 15. Une grande nappe. Conjonction. Traversent parfois de beaux quartiers.

Solution du problème n° 4802

Horizontalement

I. Mascara. — II. Espère. Ia. — III. Dita. Abel. — IV. Aoste. Ruz. — V. Inini. — VI. Otrante. — VII. Lin. Eucas. — VIII. En. Choc. — IX. Réfréna. — X. Roulé. — XI. Sciférite.

Verticalement

I. Médaille. — 2. Apion. In. Oc. — 3. Session. Rue. — 4. Cl. TNT. Tell. — 5. Ar. Elre. Fée. — 6. Réu. Anon. — 7. Branche. — 8. Dieu. Taon. — 9. Eole. Escal. — XI. Sciférite.

GUY BROUTY.

VERTICALEMENT

I. Qui sont donc arrivés à la fin des temps. — 2. Qualité qu'on exige de celui qui veut devenir un adjoint. Mot de reconnaissance. — 3. Peut venir être mises sur la piste. Sans que ni tête. — 4. Un vague sujet. Peut être éprouvé par celui qui est sur les dents. — 5. Bleu, c'est le roller. Peuvent être des compléments d'agents. — 6. Ferrure. Le prix du pain. Faire un certain travail avec une demoiselle. — 7. Gros, peut devenir du toupet. Qui a donc besoin

de repos. Lieu de refuge. — 8. Fit une première préparation. Tique quand on parle familièrement. — 9. Dans une certaine situation. Fosses communes à la campagne. Lettre. — 10. Une figure d'écrivain. Adverbe. Singe. Via. 11. Terre. Des gens qui ont bien descomu. — 12. Lie. Sur une côte bretonne. Pas révéli. — 13. Avant l'heure. Peut accueillir une barbe. — 14. Un homme fort. Mettre le siège. Ordre de départ. — 15. Une grande nappe. Conjonction. Traversent parfois de beaux quartiers.

Solution du problème n° 4802

Horizontalement

I. Mascara. — II. Espère. Ia. — III. Dita. Abel. — IV. Aoste. Ruz. — V. Inini. — VI. Otrante. — VII. Lin. Eucas. — VIII. En. Choc. — IX. Réfréna. — X. Roulé. — XI. Sciférite.

Verticalement

I. Médaille. — 2. Apion. In. Oc. — 3. Session. Rue. — 4. Cl. TNT. Tell. — 5. Ar. Elre. Fée. — 6. Réu. Anon. — 7. Branche. — 8. Dieu. Taon. — 9. Eole. Escal. — XI. Sciférite.

GUY BROUTY.

VERTICALEMENT

I. Qui sont donc arrivés à la fin des temps. — 2. Qualité qu'on exige de celui qui veut devenir un adjoint. Mot de reconnaissance. — 3. Peut venir être mises sur la piste. Sans que ni tête. — 4. Un vague sujet. Peut être éprouvé par celui qui est sur les dents. — 5. Bleu, c'est le roller. Peuvent être des compléments d'agents. — 6. Ferrure. Le prix du pain. Faire un certain travail avec une demoiselle. — 7. Gros, peut devenir du toupet. Qui a donc besoin

de repos. Lieu de refuge. — 8. Fit une première préparation. Tique quand on parle familièrement. — 9. Dans une certaine situation. Fosses communes à la campagne. Lettre. — 10. Une figure d'écrivain. Adverbe. Singe. Via. 11. Terre. Des gens qui ont bien descomu. — 12. Lie. Sur une côte bretonne. Pas révéli. — 13. Avant l'heure. Peut accueillir une barbe. — 14. Un homme fort. Mettre le siège. Ordre de départ. — 15. Une grande nappe. Conjonction. Traversent parfois de beaux quartiers.

Solution du problème n° 4802

Horizontalement

I. Mascara. — II. Espère. Ia. — III. Dita. Abel. — IV. Aoste. R



## SOCIAL

## Salaire, emploi, Sécurité sociale

## Le gouvernement s'attend à une rentrée difficile

Le gouvernement s'attend à une rentrée sociale difficile. Comme pour confirmer ses appréhensions, la CGT, qui tente de se refaire une santé dans l'action, a annoncé le vendredi 5 août, par la voix d'un de ses dirigeants, M. Gérard Atezar, « une rentrée sociale offensive pour battre en brèche les ambitions du patronat et les choix négatifs du gouvernement ». La centrale frapperait les trois coups dès le 17 août en organisant dans les entreprises un « rendez-vous de lutte » afin d'obtenir, dans le cadre de la loi d'amnistie, « meilleure que celle de 1981 », la réintégration d'environ 6 000 militants licenciés. A Renault-Billancourt, où un comité d'entreprise examine ce jour-là la demande de réintégration des dix militants licenciés et condamnés pour violence, M. Henri Krasucki tiendra un meeting.

Mais c'est sur les salaires que le gouvernement s'attend aux tensions les plus vives. Il partage en tous points l'analyse que vient de faire, dans son bulletin d'actualité, le patronat de la métallurgie (UIMM) : « Une page est probablement tournée : le calme atypique que nous avons connu depuis 1983 pourrait céder la place à des conflits d'origine surtout salariale. L'évolution du pouvoir d'achat dans le secteur public est propice à un redémarrage de l'action, et la CGT entend bien se porter à la tête des luttes, ce qui ne saurait laisser impassibles les autres organisations syndicales ». Ainsi, la garantie de paix sociale qu'avait représentée la présence d'un gouvernement de gauche de 1981 à 1986, et surtout jusqu'en 1984, lorsqu'il séjournait dans les ministères communistes, semble bien devenue caduque.

L'inégalité du gouvernement est alimentée par le conflit des mineurs des Houillères de Provence, à Gardanne, qui dure depuis plus de trois mois. La direction, soutenue par les pouvoirs publics, se refuse à satisfaire la demande des grévistes d'une augmentation de 400 F par mois, estimant que les revendications salariales ne peuvent se traiter qu'au niveau national. Et plus le conflit dure et se durcit, plus les ingrédients sont réunis pour une évolution qui, selon certains, pourrait devenir « dramatique » : une minorité de grévistes irréductibles, une union départementale CGT plus radicale que la fédération des mineurs, un engrenage de la vio-

lence qui conduit à des affrontements entre cégétistes et cégétistes... Le 5 août, la commission exécutive de la CFTD a dénoncé le « jusqu'au-bouillisme agressif » de la CGT, tandis que M. François Duteil, secrétaire de la CGT, justifiait le lancement d'une souscription nationale, soulignant que la poursuite du conflit est « une nécessité ».

## D'autres Gardanne ?

D'autres Gardanne peuvent-ils surgir à la rentrée ? Alors que le Parlement débattait de l'impôt de solidarité sur la fortune, du revenu minimum d'insertion et du budget 1989, le gouvernement sait que l'automne social se jouera sur trois dossiers sociaux difficiles : les salaires, l'emploi et la Sécurité sociale. Des sujets explosifs.

Sur les salaires, les pouvoirs publics ont bel et bien le sentiment qu'ils sont en première ligne. Dans le privé, dit-on dans les milieux gouvernementaux, les patrons ont déjà lâché. De fait, sur un an, d'avril 1987 à avril 1988, le salaire horaire ouvrier a enregistré un gain de pouvoir d'achat de 0,8 %. Sur les trois premiers mois de 1988, la croissance de la masse salariale a été de 4,9 % en rythme annuel. La bataille avec les syndicats se jouera donc d'abord dans le secteur public avec trois négociations salariales attendues : la fonction publique, Charbonnages de France et EDF.

Or, dans la fonction publique, la marge de manœuvre du gouvernement est étroite. En annonçant en juillet aux syndicats qu'il n'y aurait pas d'acompte avant l'ouverture de la négociation, qui portera sur 1988 et 1989, M. Michel Durand, le ministre de la fonction publique, a mécontenté ses partenaires. La CGT, qui s'est livrée à des coups de sonde dans les PTT, s'apprête à annoncer une action, et les six autres fédérations se retrouvent le 30 août dans le même but. Pour 1988, les fonctionnaires n'ont obtenu qu'une hausse au niveau des traitements de 1 % au 1<sup>er</sup> mars, alors qu'à la fin mai le glissement des prix était déjà de 1,4 %.

L'ouverture des discussions salariales dans la fonction publique pourrait avoir lieu dès septembre, mais il y a peu de grain à moudre, même si le gouvernement envisage de desserrer les contraintes et de

mettre d'autres sujets que les salaires sur la table de négociations. La seule vraie possibilité serait de revenir à la définition de la masse salariale d'avant 1986, ce qui conduirait à comptabiliser le glissement vieillesse-technicité (GVT), mesurant les promotions et l'ancienneté) dans la hausse de cette masse pour 0,5 % au lieu de 1,6 %. Mais le gouvernement hésite. En revoyant les règles salariales du secteur public, ne risque-t-il pas de remettre en question les accords déjà signés pour 1988 (par des syndicats minoritaires) à la RATP, à la SNCF et à Air Inter ?

## Un plan pour l'emploi

Sur l'emploi aussi il y a urgence, même si le risque de conflits est moins grand. Avant de partir en vacances, M. Michel Rocard a adressé une note de quinze pages à ses services pour leur demander de mener une réflexion de fond sur l'emploi. Le premier ministre a été frappé par la lettre de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) qui indiquait que le taux de chômage atteindrait en France 11,6 % de la population active en 1990, 13,5 % en 1993 et 15,9 % en l'an 2000. La France est le plus mauvais élève de la classe européenne, et l'OFCE commentait : « La crise de l'emploi, alors qu'elle fut européenne jusqu'à aujourd'hui, risque de devenir française dans l'avenir » (Le Monde du 8 juillet).

L'embellie pour l'emploi en 1987, annoncée par l'INSEE et l'UNEDIC, ne rend pas les perspectives pour 1988 moins sombres. M. Rocard craint une augmentation de 250 000 chômeurs d'ici à la fin de l'année. Il veut absolument l'éviter. Il a déjà demandé aux préfets de région de revoir leurs copies sur les « esquisses » de contrats de plan Etat-régions, la prise en compte du volet emploi ayant été jugée insuffisante. Selon les orientations fixées par M. Jacques Chirac, ministre chargé des reconversions, il s'agit d'inscrire comme priorités dans ces contrats « l'emploi et la recherche des conditions d'une nouvelle croissance, par une inflexion plus forte donnée aux moyens du développement local ».

Plus globalement, le souhait du premier ministre est d'annoncer un plan d'ensemble pour l'emploi autour de la mi-septembre, où se

conjuguerait traitement social et traitement économique. Il s'agit à la fois — même si les mesures ne sont qu'en phase de préparation — de poursuivre les stages de formation et d'insertion pour les jeunes et les chômeurs de longue durée et de prendre des mesures structurelles pour favoriser la création d'emplois. Même si une croissance à plus de 3 % en 1988 peut aider...

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail et de l'emploi, et son secrétaire d'Etat à la formation, M. André Laiguel, travaillent à un remodelage du système d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), critiqué par les partenaires sociaux. M. Soisson entend privilégier la « qualité » et une réelle insertion — mais il sait que s'il veut limiter le nombre de chômeurs supplémentaires en 1988 à 100 000, il devra aussi faire de la quantité. M. Laiguel met en musique la promesse présidentielle du « crédit-formation », qui doit concerner les jeunes de moins de vingt-cinq ans qui n'ont pas le CAP et ceux qui se retrouvent sans emploi ni formation six mois après leur sortie de l'école. Toujours en concertation avec les partenaires sociaux, M. Soisson devra aussi, en septembre, arrêter la position du gouvernement sur une éventuelle renégociation des conditions de licenciement. Mais le CNPF ne veut pas en entendre parler, tandis que FO et la CGT préfèrent très nettement un projet de loi. Rude !

Sur la Sécurité sociale, l'échéance se rapproche aussi. Le rapport du Conseil économique et social confié à M. Chotard est attendu pour le 25 septembre. Pour 1988, le déficit du régime général devrait être de 11 milliards. Pour 1989, on annonce déjà 32,7 milliards de déficit, provenant essentiellement de l'assurance-vieillesse. Les hypothèses économiques ayant servi de base à ces calculs étant dépassées, les prévisions pour 1989 apparaissent faussées. Mais, dès juin prochain, le trou de trésorerie de la Sécurité sociale sera supérieur à 20 milliards. Le gouvernement est donc obligé de prendre des mesures avant la fin de l'année. Avec la perspective d'une nouvelle pression sur les revenus qui risque d'être alors socialement très inopportune...

MICHEL NOBLECOURT.

## REPÈRES

## Echanges internationaux

## Réactions européennes à la loi commerciale américaine

A la suite de l'annonce par le président américain, M. Ronald Reagan, de son intention de signer la loi sur le commerce adoptée par le Congrès, la Communauté économique européenne a indiqué, vendredi 5 août, qu'elle était prête à saisir le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), l'instance internationale d'arbitrage des conflits commerciaux. M. Willy De Clercq, le commissaire européen chargé des relations extérieures et commerciales a une nouvelle fois critiqué le caractère « unilatéral » et « protectionniste » des mesures de rétorsion contre les pays dont la politique commerciale ferait ombrage à Washington, incluses dans la loi sur le commerce (Trade Bill).

Evocant les négociations internationales en cours, l'Uruguay Round notamment, M. De Clercq a déclaré : « On peut se demander si les Etats-Unis sont réellement engagés à assurer le succès » de ces négociations. Par ailleurs, le patronat ouest-allemand a indiqué, dans une déclaration publiée vendredi 5 août à Cologne, qu'il ne voyait « aucun danger immédiat pour les relations commerciales germano-américaines » du fait de l'adoption de cette loi.

## Etats-Unis

## Légère hausse du chômage en juillet

Le taux de chômage américain a légèrement augmenté en juillet, s'établissant à 5,4 % de la population active (contre 5,3 % en juin), d'après les chiffres communiqués, le vendredi 5 août, par le département du travail, à Washington. Le nombre des chômeurs a progressé de 170 000 personnes en juillet pour atteindre à la fin du mois plus de 6,8 millions.

Les analystes relèvent que l'économie américaine a néanmoins encore créé 283 000 emplois en juillet, chiffre à peine inférieur à la moyenne mensuelle enregistrée au cours des douze derniers mois (326 000), après en avoir créé déjà 532 000 en juin, chiffre révisé à la hausse qui a fortement impressionné.

## ...et légère chute de la productivité

Le département du travail américain a indiqué, le jeudi 4 août, que la productivité des entreprises américaines avait baissé de 1,7 % au deuxième trimestre, en rythme annuel, alors qu'elle avait augmenté de 3,4 % au cours des trois premiers mois de 1988. La production de biens et de services a augmenté de 4,7 % d'avril à juin, mais la progression du nombre d'heures travaillées a été de 6,5 %, légèrement supérieure.

## Deux disparitions

## Toshiwo Doko

## L'homme des rationalisations au Japon

TOKYO  
de notre correspondant

Avec la mort, le jeudi 4 août, de M. Toshiwo Doko, à l'âge de quarante-neuf ans, c'est l'une des grandes personnalités du monde des affaires japonaises de l'après-guerre qui disparaît. Ancien président du Keidanren (Fédération des organisations économiques), M. Doko avait été, ces dernières années, l'un des artisans de la réforme administrative actuellement en cours.

Jovial et rude à la fois, M. Doko incarnait l'esprit de ces grands patrons japonais de la vieille école, sévères pour les autres comme pour eux-mêmes, menant une vie dont la sobriété faisait le respect même de leurs adversaires politiques. Surnommé Arabashi (l'irrépressible moine pélerin), autant pour son crâne chauve que pour son tempérament, M. Doko fut l'homme des rationalisations.

Au lendemain de la guerre, président des chantiers navals Ishikawajima, il réorganisa l'entreprise et réalisa la fusion avec son concurrent, les chantiers navals Harima, en 1960. Il quitta la construction navale en 1965 pour devenir le président de Toshiba, qu'il restructura de la même main de fer. A la tête du Keidanren à partir de 1974 et jusqu'en 1980, M. Doko passa à la réorganisation de la machine productive qui permit à l'industrie japonaise de sortir renforcée, et non affaiblie, de la première crise pétrolière.

Soucieux d'améliorer l'image du monde des affaires dans l'opinion publique au lendemain des élections sénatoriales de 1974, financées de la manière la plus éhémée par le patronat, M. Doko, se souvenant sans doute qu'en 1954 il avait été emprisonné vingt jours pour une affaire de pots-de-vin, réforme et assainit jusqu'à un certain point le système de financement des partis politiques par les milieux économiques.

Devenu président du second conseil pour la réforme administrative en 1981, M. Doko fut l'un des avocats de la privatisation. En 1986, il avait été le premier homme d'affaires à recevoir le grand cordon de l'ordre du Soleil levant.

Ph. P.

Marisa Bellisario  
Une grande dame de l'industrie italienne

Marisa Bellisario, administratrice déléguée d'Italtel, est décédée jeudi 4 août à son domicile de Turin. Elle avait quarante-sept ans. Sa mort est due à un cancer, a indiqué son mari.

On la considérait, dans la Péninsule, comme une grande dame de l'industrie depuis qu'elle s'était allée, en 1981, au redressement d'Italtel, société nationale de télécommunication de l'IRI, en déficit depuis plusieurs années. Marisa Bellisario avait entamé sa carrière chez Olivetti comme analyste-programmeur avant de prendre la direction de la planification dans cette entreprise. En 1979, elle devenait présidente de Olivetti Corporation of America, mais quittait le groupe deux ans plus tard à l'arrivée de Carlo De Benedetti.

Elle était l'auteur d'un livre qui a remporté un grand succès en Italie : *Femmes et dirigeants d'entreprise*.

## ETRANGER

## L'IRI, « un géant formé par des nains »

## La restructuration du secteur public italien sous le feu des critiques

Que faire du secteur public italien, et d'abord de l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), énorme conglomérat de plus de quatre cent cinquante sociétés ? La question est à nouveau posée au moment où la gestion du président de l'IRI, M. Romano Prodi, est contestée par de nombreux responsables économiques et politiques.

ROME  
de notre correspondant

Il y a un an, M. Prodi, à ce poste depuis 1982, se voyait décerner un brevet de manager de choc par les grands magazines économiques pour avoir redressé en cinq ans ce mastodonte qui croulait sous les pertes et symbolisait les pires manœuvres d'interventionnisme politique. Aujourd'hui, de toute part, des voix s'élèvent pour reprocher au « professeur » — Romano Prodi enseignait l'économie à l'université de Bologne — son absence de stratégie à long terme et son incapacité à donner une dimension internationale à ce gigantesque holding, présent dans tous les secteurs d'activité, des télécommunications à la sidérurgie, de l'aéronautique à la banque, des chantiers navals à l'alimentaire.

A l'origine de cette tourmente, l'affrontement sans précédent qui a opposé M. Prodi au président d'Alitalia, M. Umberto Nordio, et un rapport très critique de la Cour des comptes sur la gestion de l'IRI. M. Nordio a été contraint de démissionner après un échange de lettres peu amènes, par presse interposée, entre les deux hommes. Alors que le président d'Alitalia faisait valoir la dette amélioratrice des résultats de la compagnie, M. Prodi lui reprochait de n'avoir pas su conclure des alliances avec des sociétés étrangères et d'avoir ignoré les perspectives de développement d'activités nouvelles comme les liaisons régio-

nales, des critiques que certains milieux politiques n'ont pas tardé à retourner contre M. Prodi lui-même, et que la Cour des comptes reprendra à son tour dans son rapport annuel, s'interrogeant elle aussi sur les choix du professeur.

Premier reproche : « L'objectif d'assainissement de l'entreprise n'a pas été atteint. » Selon les résultats

## Un conglomérat de 240 milliards de francs

Le bilan consolidé de l'IRI a enregistré en 1987 un résultat positif de 177 milliards de francs contre 367 milliards en 1986 (1). Le chiffre d'affaires a atteint 53 430 milliards de francs (240 milliards de francs) contre 52 593 milliards en 1986. Quant au résultat consolidé « part du groupe » (sans la part de bénéfices des actionnaires minoritaires de différentes sociétés du groupe), il présente un déficit de 716 milliards de francs en 1987 contre 293 milliards en 1986.

Pour le seul secteur industriel, l'IRI a enregistré en 1987 une perte de 373 milliards de francs (- 558 milliards en 1986), mais le déficit du résultat « part du groupe » du secteur industriel s'est accru : 931 milliards de francs en 1987 contre 758 milliards en 1986.

Le secteur sidérurgique a enregistré des pertes de 1 464 milliards de francs contre 968 milliards l'année précédente. Le rapport financier financier chiffre d'affaires est de 7 %, l'endettement du groupe a été de 35 965 milliards de francs contre 34 000 milliards en 1986.

(1) 1 000 francs valent 4,50 F.

Certes, le déficit de l'IRI atteint 13 milliards de francs lors de l'arrivée de M. Prodi en 1983. Mais, font remarquer certains, les secteurs en crise à cette époque — sidérurgie, chantiers navals, transport maritime — le sont toujours aujourd'hui. Finalement, le bilan de l'IRI est en fait assez bon. Les seules a avoir renoué avec le profit sont la SME (alimentaire) et l'Immeccanica (aérospatial, mécanique, électrique), qui a dégagé un léger profit l'année dernière, en grande partie grâce à la vente d'Alfa Romeo.

## Une structure inchangée

En revanche, les domaines qui marchaient bien — comme le secteur bancaire et, surtout, les télécommunications, avec Stet qui double son bénéfice l'année dernière — ont vu leurs résultats progresser pendant cette période. Mais ce sont surtout les petits actionnaires des sociétés bénéficiaires dont on a placé une part du capital en Bourse qui ont profité. Ils ont encaissé un total 4 milliards de francs. A l'IRI, on fait remarquer que les casiers de participations sont la seule possibilité pour le holding de trouver des ressources financières et que, pour attirer le capital privé, il faut le rémunérer.

Or le deuxième reproche fréquemment formulé concerne justement cette politique de privatisation suivie par l'Institut. Pour la Cour des comptes, les privatisations, qui

ont rapporté quelque 36 milliards de francs à l'IRI entre 1983 et 1987, ont été opérées sans définir un projet industriel. Pour certains spécialistes, M. Prodi a été trop timide dans la cession de quelques secteurs au privé. Mis à part Alfa Romeo, font-ils remarquer, l'IRI a surtout vendu de petites sociétés et sa structure est plus ou moins la même qu'il y a cinq ans.

## Songer à des regroupements

Il est vrai que le président de l'IRI a dû compter dans ce domaine avec les résistances politiques. Ainsi, une polémique a surgi récemment à propos de la vente du Banco del Santo Spirito, que l'IRI cherche à céder depuis des années. L'opération était sur le point de se conclure avec la Caisse d'épargne de Rome, mais la transaction a dû être interrompue. Autre exemple : celui de la SME. Ce holding du secteur alimentaire, « dans le rouge » depuis des années, devait être cédé au groupe De Benedetti, mais la vente a été bloquée par le chef du gouvernement de l'époque, le socialiste Bettino Craxi. Depuis l'entreprise a renoué avec le profit. Pourquoi fallait-il alors la vendre, et dans de mauvaises conditions ? disent maintenant les mauvaises langues.

Mais les critiques portent aussi sur l'incapacité de l'IRI à collaborer avec le privé dans les secteurs industriels-clés et à conclure des alliances internationales. A cet égard, l'accord signé il y a quelques jours entre le groupe privé Montedison et l'ENI, l'autre colosse du secteur public italien, pour la constitution d'un pôle chimique national aura valeur d'exemple.

Les expériences tentées par l'IRI, notamment dans les télécommunications, ont été moins heureuses. Certes la SGS (compagnie électro-phonique) a été mariée au français Thomson, mais l'alliance entre

Telettra, du groupe Fiat, et Italtel, une filiale du holding Stet (IRI) a été rompue avant même d'avoir pris forme. La Stet, qui ne peut espérer survivre sans acquérir une dimension internationale, a cherché depuis son partenaire étranger. ATT en compétition avec Ericsson, Alcatel et Siemens, déjà associé à Olivetti, semblait sur le point de l'emporter, mais cette alliance a déjà suscité l'opposition de plusieurs membres du gouvernement, qui préféreraient un groupe européen.

Au-delà de l'IRI, c'est en fait tout le secteur public italien qui devra songer à des regroupements. Dans le secteur aéronautique, Aeritalia est en concurrence avec Agusta, contrôlée par EFIM, la troisième holding d'Etat. De même, Ansaldo (matériel ferroviaire) est en compétition avec Breda (EFIM). Acquiescer à cette condition, ont estimé les « sages » de la Cour des comptes, que l'IRI pourra cesser d'être autre chose qu'un « géant formé par des nains », selon l'expression de M. Romano Prodi lui-même.

(Intérim.)

● POLE CHIMIQUE ENI-MONTEDISON : feu vert de l'Etat. — Le ministre italien des participations d'Etat, M. Carlo Fracanzani, a donné son feu vert à la constitution d'un pôle chimique national par les groupes Montedison et ENI. Le 3 août dernier, le conseil d'administration de la Montedison s'était prononcé en faveur de ce projet (Le Monde du 4 août), qui prévoit l'intégration des activités exercées par les deux entreprises dans la chimie de base, les fibres, le caoutchouc synthétique, les matières plastiques (PVC, polyéthylène, polystyrène), les détergents et l'agrochimie. Tous les détails de ce projet devraient être rendus publics au cours de la semaine prochaine.



# Économie

A propos de la polémique Joxe-Chirac  
sur l'école de police d'Egletons

## L'aménagement du territoire par le petit bout de la lorgnette

Au-delà de ses relents « cloche-merlesques », la polémique entre M. Pierre Joxe et M. Jacques Chirac à propos de la création d'une école de police d'Egletons, en plein plateau de Millevaches, soulève une double et vraie question d'aménagement du territoire.

L'Etat peut-il, doit-il, par des décisions qui ne dépendent que de lui, orienter les activités, les emplois, les richesses vers telle zone géographique, rechercher un développement harmonieux de l'ensemble du territoire (le contraire de la « France à deux vitesses ») en évitant une hyperconcentration sur l'Île-de-France et quelques grandes métropoles prestigieuses dont la croissance a guère besoin d'adjoints ?

Les grandes écoles, les IUT, les établissements de recherche, les prisons, les centres de formation, d'archives, ou de gestion, bref, beaucoup d'organismes du secteur tertiaire qui dépendent de l'Etat ou d'institutions publiques font partie précisément de ces équipements qui, au moment où leur construction et leur lieu d'implantation sont décidés, peuvent ouvrir la voie, localement, à des marchés de travaux publics, des créations d'emplois et un flux commercial non négligeable.

Depuis plus de vingt ans, les ministres de tous les gouvernements ne s'y sont pas trompés, et parfois alors que la DATAR (1) était hostile au caractère exagéré d'un dossier — ils ont favorisé leur ville ou leur circonscription électorale en puisant dans le fonds de commerce du ministère qu'ils dirigeaient. Les exemples abondent, et parmi eux on retiendra le fait que l'implantation de l'imprimerie des timbres-poste à Périgueux n'est pas étrangère aux fonctions que le maire actuel de la ville, M. Yves Guéna, a occupées de 1967 à 1969 comme ministre des PTT.

### Les « plans de localisation »

Plus récemment, l'ancien secrétaire d'Etat à la mer, le Finistérien Ambroise Guellec, a obtenu au début de 1988, et non sans mal, la décentralisation du service technique des phares et balises à Brest. Depuis deux ans, d'autres opérations intéressantes pour la province peuvent être signalées : la météorologie à Toulouse, l'Ecole normale supérieure, Interpol, les services de la sécurité routière à Lyon, l'Ecole des ponts et chaussées à Marne-la-Vallée, le centre de formation des PTT à Bar-le-Duc... le ministre de l'Époque, M. Gérard Longuet, étant précisément un élu de la Meuse. Et qui ne se souvient des dix-huit mois de gréville en 1986-1987 entre M. Pierre Mauroy, M. François Léotard et M. Philippe de Villiers, l'ancien premier ministre exigeant que les plans-reliefs soient entreposés à Lille comme il l'avait décidé, les autres jurant que la place naturelle de ces très belles pièces était et devait rester Paris. Enfin, « last but not least », à Chateau-Chinon, charmante sous-préfecture au cœur du Morvan rural, chère au président de

la République, a été ouvert un Musée national du septennat, et aussi il y a quelques mois l'Atelier d'impression de l'armée de terre, une décentralisation qui ne tient en rien au hasard.

Il existe précisément un organisme (2), le comité de décentralisation, présidé par M. Jacques Vissier, dont le rôle est d'examiner les demandes de mètres carrés de bureaux en Île-de-France que présentent les ministères, organismes publics ou entreprises pour s'étendre ou se réorganiser, et de ne les accepter — par la procédure de l'agrément — que moyennant des constructions et des créations d'emplois, en contrepartie, en province. C'est ainsi que tous les ministères doivent lui soumettre leurs « plans de localisation ». Le comité est actuellement engagé dans des négociations très ardues avec l'UNEDIC (Union nationale pour l'emploi dans l'industrie et le commerce), la MGEN (Mutuelle générale de l'éducation nationale) et la CIRCA (Caisse de retraite des ingénieurs et cadres), ces organismes semblant gourmands en mètres carrés en Île-de-France et réticents à décentraliser des services en province (3).

C'est l'occasion de rappeler — au moment où la solidarité non seulement sociale mais géographique apparaît comme un mot-clic du langage gouvernemental — quelques chiffres évocateurs.

L'Île-de-France concentre 59 % des états-majors administratifs, financiers et commerciaux du pays, 60 % des ingénieurs et cadres de l'industrie, 60 % des chercheurs des entreprises et 50 % de ceux de la fonction publique, 43 % des hauts fonctionnaires, les tiers des étudiants de l'enseignement supérieur. A elle seule, cette région, qui regroupe 20 % de la population nationale « consommée » 61 % des dépenses culturelles du pays.

Si demain l'Office national de la navigation, actuellement si boulevard de Latour-Maubourg, déménage dans la capitale de la bataille, Confians-Sainte-Honorine ; si le Centre français du commerce extérieur va à Metz, dont le maire, M. Jean-Marie Rauche, est le ministre de tutelle si l'ANPE fait ses valises pour Auxerre où règne le ministre de l'emploi, M. Jean-Pierre Soisson si enfin l'une des écoles de police annoncées par M. Pierre Joxe s'installe à Montceau-les-Mines, Le Creusot ou Chalon-sur-Saône (la circonscription du ministre), alors on pourra dire que « l'Etat impartial » n'est qu'un mythe. L'aménagement du territoire, lui, appréhendé par le petit bout de la lorgnette, n'aura rien à y gagner.

FRANÇOIS GROSCHARD.

- (1) Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.
- (2) Qui malheureusement, comme la DATAR, est situé en plein cœur de Paris.
- (3) Le comité a examiné cent soixante-quatre dossiers de secteur public en 1987 et cent quatre-vingt-deux en 1988. Au total, il a donné son agrément pour 2,4 millions de mètres carrés de locaux en Île-de-France.

## AFFAIRES

### Daimler-Benz réduit sa participation dans sa filiale aéronautique Dornier

Daimler-Benz (Mercedes) a réduit sa participation dans Dornier de 65,5 % à 54 % a annoncé un porte-parole du premier groupe industriel ouest-allemand, le 5 août. Cette annonce fait suite à l'accord qui a mis fin au conflit opposant Daimler-Benz aux héritiers Dornier, actionnaires minoritaires de sa filiale aéronautique (le Monde du 5 août).

Daimler-Benz a rattaché à la famille Silvious Dornier, un des deux groupes familiaux représentés dans le capital de Dornier, une participation qui lui avait été « confiée » en 1985, quand le constructeur d'automobiles avait pris le contrôle de la société. Les héritiers Dornier détiennent donc désormais 42,5 %, répartis à égalité entre les familles Silvious et Claudius Dornier, le Land de Bade Wurtemberg possédant le solde d'environ 4 %, qu'il aurait l'intention de céder à Daimler-Benz.

Ce rapprochement des titres Dornier pourrait être le préalable à une restructuration plus radicale, envisagée depuis un certain temps, de l'industrie aéronautique allemande. Selon le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, les héritiers Dornier pourraient céder leurs titres à Daimler-Benz contre une participation dans l'autre constructeur aéronautique ouest-allemand

Messerschmitt-Boelkow-Blom (MBB), si le groupe automobile en permet le contrôle.

Dans son accord avec les Dornier, Daimler-Benz a également accepté de prendre une participation de 20 % environ dans un projet d'hydravion, le SeaStar, développé sur leurs fonds propres par certains membres de la famille Dornier. — (AFP).

### « Voitures propres » (suite)

Le ministre autrichien de l'économie se désolidarise de son collègue de l'environnement

L'appel au boycottage des voitures françaises lancé par le ministre autrichien de l'environnement (le Monde du 5 août), a déclaré, le 5 août, le ministre autrichien de l'économie, dans une interview à une radio autrichienne. Cet appel au boycottage faisait suite au refus de la France d'accepter une nouvelle orientation envisagée par la Communauté européenne en matière de normes anti-pollution pour les petites voitures.

# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

Semaine du 1<sup>er</sup> au 5 août

## L'anesthésie monétaire

La hausse serait-elle fatiguée ? Après avoir relevé la Bourse d'environ 2 % la semaine précédente, elle s'est discrètement effritée pour laisser la place à l'effritement. Encore assez active lundi (+0,6 %), elle levait résolument le pied le lendemain (+0,1 %) et abandonnait le marché à lui-même les trois jours suivants. Résultat : les cours ont un peu dérivé et, d'un vendredi à l'autre, les divers indices n'ont pratiquement pas varié (+0,3 %).

Ne nous plaignons pas. L'an dernier à pareille époque, les valeurs françaises avaient baissé, entraînant vers le bas les très graves incidents de La Mecque, mais aussi par la crainte d'une hausse des taux d'intérêt.

Cette fois, le pèlerinage dans la ville sainte de l'islam s'est déroulé sans le moindre incident. Mais singulièrement, le problème crucial posé par le loyer de l'argent reste d'actualité. Sans vouloir enjoliver les marchés, il les a anesthésiés. Privés de toute réaction, la plupart des grandes places internationales se sont figées dans un immobilisme à peu près total. New-York, Londres, Francfort ont pitié. Paris ne pouvait échapper au phénomène, ne serait-ce que par contagion. En plus, l'époque s'y prêtait. Partout les derniers grands départs en vacances ont écarté des marchés ces grands capitaines du placement. Et leurs seconds se sont hasardés à guère à prendre d'initiatives. Le niveau très bas des échanges témoigne de ces absences. Certains jours, rue Vivienne, une fois bûtes les dix premières grandes lignes de transactions, l'activité n'a guère dépassé 500 millions de francs. O paradoxe ! la conjoncture économique n'a jamais été aussi bonne. D'après le dernier rapport du GATT, le commerce mondial est florissant et devrait, cette année encore, s'accroître de 5 % au volume. Dans de nombreux pays, les prévisions de croissance sont revues à la hausse, comme en RFA. Aux Etats-Unis, locomotive de l'Occident, l'expansion a repris très fort en juin (+1,4 %) et, d'après les indicateurs américains, elle devrait se poursuivre.

En France, l'INSEE est formel : pour la première fois depuis quinze ans, le chômage recule cette année.

Bref, tout pourrait aller pour le mieux. Mais la marée est un peu trop belle. Les observateurs et commentateurs de tout poil voient, eux, se profiler derrière ce décor somptueux non point un soleil Eldorado, mais le spectre de la surchauffe, accompagné des inhibiteurs démons de l'inflation et du crédit cher. L'éternelle rengaine, quoi ! Et de guetter partout la remontée de l'argent. Bien qu'attendu, le relèvement cette semaine par la Bundesbank, mais aussi par la Banque centrale des Pays-Bas, du taux des primes en pension des effets commerciaux a jeté un léger froid sur les différents places. De quoi geler les dernières initiatives égarées par le diable. Pourtant, à y regarder de plus près, malgré l'anesthésie générale, le marché parisien n'est pas resté complètement immobile. Une activité ébré-

a continué de régner sur Labinal jusqu'à ce que l'on apprenne que la société rachetait ses propres titres (8,15 %) pour renforcer le contrôle de son capital dans lequel Fiat venait d'entrer grâce à des actions rachetées à l'étranger (14 %).

De très gros échanges ont eu lieu sur le CCF, dont 2,6 % des actions ont changé de main, ainsi que sur la CGE et la Société générale. D'après les analystes de plusieurs sociétés de Bourse, Auboyneau en particulier, ces opérations correspondent à des renforcements de noyaux durs.

Après Mériex, Sanofi à son tour a été recherché. Une information a circulé selon laquelle cette filiale (santé et cosmétiques) du groupe Elf-Aquitaine s'apprêtait à lancer un médicament cardiovasculaire sur le marché américain. Démenti. La roue tourne et, à la veille du week-end, Aussedat-Ray est passé sous la lumière crue des projecteurs avec plus de 37 000 titres échangés (1,7 % du capital). La rumeur a immédiatement attribué ces achats à la société d'investissement koweïtienne KIO. Enfin des mouvements de troupes ont été observés autour de Casino (on parle d'une RES) et de Crouzet, renoué à son tour d'argent le krach. Enfin l'agissement de Schneider, le bruit a couru que la société pourrait procéder à une augmentation de son capital au prix unitaire de 500 F.

Tout cela pour dire que, peut-être gagnée par la paralysie, la Bourse ne dort quand même que d'un œil. Le désencouragement de l'Etat est propice aux coups de mains et, encore dans toutes les mémoires, l'affaire Provost peut fort bien donner des idées à des investisseurs entrepreneurs.

En outre, à y regarder de plus près, la Bourse de Paris offre encore d'excellentes opportunités de placement. Tous les spécialistes s'accordent à le dire : la prime de risque des valeurs françaises par rapport aux obligations est assez faible. Sur tout, elle n'a pas varié depuis plusieurs semaines. Compte tenu de l'évolution défavorable de cette prime enregistrée sur les autres grandes places, la société de Bourse Didier Philippe juge que « le marché français nous paraît relativement peu dangereux actuellement ».

CA5. Reste que le krach survient le 19 octobre 1987, lui, laisse un souvenir cuisant. A deux mois et demi de son premier anniversaire, beaucoup redoutent de prudence. La société de Bourse Tuffier, Ravier, ne croit pas à une répétition de la crise. Mais c'est bien connu : la peur du ride est incontrôlable. Une chose est certaine : la Bourse est pratiquement saine. Bien qu'écroulé de 17,9 % à fin juillet, le montant des achats a dépassé (3,82 milliards de francs) représente tout juste quatre séances normales. C'est un facteur de hausse. Mais, sauf imprévu, il ne faut probablement pas tabler sur une reprise avant le 15 août.

ANDRÉ DESSOT.

## Contrats à terme sur indice boursier

### Démarrage d'un marché de gré à gré sur le CAC 40

Rebondissement dans la bataille que se livrent depuis plusieurs mois la société privée OMF et les autorités boursières pour développer des contrats à terme sur indice boursier, ces produits financiers sophistiqués destinés à couvrir les portefeuilles de titres. La CCIFF (Chambre de compensation des instruments financiers de Paris), qui est l'organisme de surveillance du Matif, a décidé d'accélérer le lancement de son contrat sur indice CAC 40. Elle proposera mardi 9 août à ses quatre-vingt-dix-neuf adhérents de participer à des transactions de « gré à gré », c'est-à-dire non officielles, par le biais de son système d'enregistrement THS (transactions hors séance). En cas d'accord, les premiers échanges pourraient débuter dès le 15 août. Ils seront alors limités aux seuls adhérents pour leur propre compte dans le cadre des

relations *intuitu personae*, sans avoir recours à l'épargne publique. L'ouverture officielle restera prévue au début de l'automne.

Pour M. Gérard Pfauwadel, président de la CCIFF, ce démarrage circulaire répond à trois objectifs : tester la validité de l'indice CAC 40 jusqu'au 15 juin dernier, vérifier le fonctionnement du système informatique et surtout profiter de cette phase intermédiaire pour former les opérateurs. Dans le même temps, les travaux se poursuivent au quatrième étage de la Bourse pour l'aménagement de la salle où seront négociés à la criée les contrats sur indice CAC 40. Tout cela afin d'être opérationnel à l'automne.

Le but est également de ne pas laisser le champ libre à OMF. Cette

jeune firme que préside M. Jacques Mayoux, ancien président de la Société générale, a malgré le désaccord des autorités publiques, concrétisé son projet de Bourse entièrement électronique en lançant le 21 juillet un contrat à terme sur l'indice OMF 50. Là aussi les transactions sont limitées au strict cadre interbancaire. Toutefois OMF souhaite élargir le nombre de ses adhérents en acceptant prochainement six sociétés de Bourse (le Monde du 6 août), pour diffuser les échanges. OMF attend la décision du Conseil des marchés à terme (CMT) sur l'extension de ses activités. Cette autorité devrait se prononcer en octobre. Le problème est de savoir si deux marchés à terme d'indices boursiers peuvent coexister sur une place financière de taille modeste comme Paris ?

D. G.

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 5 août 1988				
ÉCHEANCES				
COURS	Sept. 88	Déc. 88	Mars 89	Juin 89
Freemid	—	—	—	—
+ last	104,50	103,20	102,15	—
+ last	104	102,70	101,65	—
Dernier	104,20	102,85	101,65	—
Compensation	104,20	102,85	101,70	100,50

Nombre de contrats : 50 993.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
	1 <sup>er</sup> août	2 août	3 août	4 août	5 août
RM	1315 908	1 026 757	917 752	1 036 775	857 730
Comptant	5985 309	7 228 052	7 712 444	9 150 400	8 641 875
R. et obl.	125 825	102 396	173 884	188 438	99 999
Total	7 427 042	8 357 205	8 804 080	10 375 613	9 599 604

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)				
	1 <sup>er</sup> août	2 août	3 août	4 août
Françaises	124,4	124,6	124,3	124,5
Etrangères	122,5	121,9	122,1	122,7

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1987)				
	1 <sup>er</sup> août	2 août	3 août	4 août
Tendance	134,6	134,8	134,7	134,6
Indice gén.	357,9	359	358,7	358,5
Indice CAC 40	1328,80	1331,25	1327,79	1327,75

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Or fin (titre en barre)	87 200	87 700
Or fin (titre en lingot)	86 800	87 300
Or fin (titre en lingot)	86 800	87 300
Or fin (titre en lingot)	86 800	87 300
Or fin (titre en lingot)	86 800	87 300
Or fin (titre en lingot)	86 800	87 300
Or fin (titre en lingot)	86 800	87 300
Or fin (titre en lingot)	86 800	87 300
Or fin (titre en lingot)	86 800	87 300
Or fin (titre en lingot)	86 800	87 300

« Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire. »

## LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Parafin-Ricard	+42,4	Labinal	-9,6
CCF	+15,9	Smiles	-7,5
Schneider	+13	Moncler	-6,3
SCIG	+11	Sagep	-5,5
Prodict	+9,2	Bugatti	-5,4
Damart	+9	Comp. Extr.	-4,8
Alstom	+7,7	Marine-Wendel	-4,6
Aussedat-Ray	+7,1	Cals	-4,3
Société gén.	+6,3	Téléphonie	-4,3
Roche	+5,9	Lyon des E.	-4,2
Croquet	+5,5	Silman	-4,2
Maison Phéas	+5,3	SFIM	-3,7

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

#### Apathique

Toujours vaguement inquiet sur une possible hausse des taux d'intérêt, Wall Street s'est réfugié, cette semaine, dans une prudente attitude de « wait and see ». Tantôt très légèrement en avance, puis en retrait, le marché ne s'est finalement que très peu éloigné de ses niveaux précédents. Vendredi, l'indice des industrielles s'est établi à 2 119,13 (contre 2 128,73 le 29 juillet).

Le chiffre du chômage pour juillet attendu ce jour-là a déçu. La communauté boursière l'a trouvé trop bon. Il y a là, pour elle, un risque d'inflation. C'est fou, non ? Peut-être faudrait-il que les files s'allongent devant les bureaux de l'emploi pour que la Bourse, l'œil rivé sur les taux d'intérêt, se remette à soupirer. L'activité hebdomadaire a porté sur 779,06 millions de titres contre 829,9 millions.

	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Alcoa	52 7/8	53 1/2
Allied (ex-UAL)	96 3/4	95
ATI	26 3/4	26 1/2
Boeing	60 1/2	62 1/4
Chase Man. Bank	39 1/4	38 3/8
Du Pont de Nemours	86 7/8	86 1/2
Eastman Kodak	45 5/8	44 1/2
Exxon	47 3/8	46 7/8
Ford	53	53 3/4
General Electric	42 7/8	41 3/4
General Motors	80 1/4	78 1/8
Goodyear	61 7/8	61 1/2
IBM	125 3/4	123 3/4
ITT	50 7/8	50 1/8
Mobil Oil	44 7/8	45
Pfizer	51 3/8	51 1/4
BP	34 5/8	34 1/8
Schlumberger	47 1/2	47 1/8
Texas	23 3/8	24 1/8
USX	31	30 3/8
Westinghouse	54 3/4	52 1/2
Xerox Corp	53 3/4	54 3/4

### LONDRES

#### Calme plat

Le calme habituel de l'été a envahi cette semaine la London Stock Exchange. Malgré tout, quelques bonnes activités sur le front des « options », le marché a réussi à progresser un peu (près de 1 %). Des rumeurs de « raids » ont couru sur Contain (éditions de livres) et sur Des Corporation (club de magazines). Amerham (laboratoire médical) a été également distingué, dans l'attente d'une OPA, après le renouveau du gouvernement d'engager une action agressive. En France, l'offre d'achat de 621 millions de livres lancée par Mecca (loisirs, maisons de Paris).

L'indice FT-100 a gagné 1,85 % (contre 1 853,6) ; FT 30, 1 512,8 (contre 1 488,7) ; indice d'or, 200,4 (contre 203,8) ; Fonds d'Etat, 88,35 (contre 87,94).

	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Beecham	482	489
Bovater	413	415
BP	428	428
Charrat	373	371
Courtauld	349	358
De Beers	10 15/16	10 11/16
Free Gold	8 1/8	8 1/8
Gazco	958	963
GUS	16 21/32	16 21/32
ICI	16 17/64	16 39/64
Imperial	50	50
Shell	16 37/64	16 11/16
Unilever	478	478
Vienna	183	183
War Loan	38 5/32	38 23/32

(\*) En dollars.

### FRANCFORT

#### Pins 1,4 %

Le marasme des affaires n'a pas empêché le marché allemand de manifester ces derniers jours une certaine vigueur. Les excellents résultats semestriels publiés par Hoechst ont contribué à entretenir des courants d'achat. En cinq séances, les valeurs allemandes ont monté de 1,4 %.

Indice de la Commerzbank du 5 août : 1 499,3 (contre 1 477,9).

	Cours 29 juillet	Cours 5 août
AEG	262,30	262,30
BASF	229	230
Bayer	292	292
Commerzbank	231,50	231,50
Deutschebank	476,50	486
Karstadt	422	418
Mannesmann	167,50	175,20
Siemens	422,70	441
Volkswagen	249,70	247

### TOKYO

#### Record d'altitude

Les courants d'échanges se sont considérablement réduits à Tokyo aussi. La tendance a été de ce fait assez irrégulière. Le marché a cependant fait deux petites échappées, qui lui ont permis de battre de nouveaux records d'altitude, le dernier ayant porté le Nikkei à 28 475,68. Quelques ventes bénéficiaires l'ont ensuite ramené légèrement plus bas.

Indice du 6 août : Nikkei 28 362,18 (contre 28 199,94), général, 2 230,70 (contre 2 224,03).

	Cours 29 juillet	Cours 5 août
Aibaf	628	625
Brigastone	1 328	1 308
Casio	1 428	1 398
Fuji Bank	3 328	3 308
Honda Motor	2 350	2 280
Matsushita Electric	2 960	2 840
Mitsubishi Heavy	975	956
Sony Corp	4 958	4 790
Toyota Motors	2 950	2 830



# Crédits, changes, grands marchés

## LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Un plan britannique sans faille

Rarement une initiative nationale aura autant été admirée par la communauté financière que celle qui vient de prendre le chancelier de l'Echiquier. M. Nigel Lawson a annoncé mardi dernier que le Trésor britannique allait émettre des bons à court terme libellés en ECU. Le projet est admirable sous tous ses nombreux aspects, par les questions qu'il permet de résoudre et par les perspectives qu'il fait apparaître. Sa mise en œuvre profitera essentiellement à Londres et pourrait s'exercer au détriment d'autres places financières. Mais c'est en vain que l'on y chercherait une faiblesse ou un défaut.

D'un point de vue politique, l'opération est d'une habileté rare. Parce qu'elle correspond à une promotion de l'ECU, l'unité monétaire européenne, elle est un baume pour tous ceux dont les sentiments européens avaient pu être meurtris par le ton cassant de récentes déclarations de M. Thatcher sur la Communauté et les limites de son emprise sur la souveraineté nationale. Elle désamorçait les critiques tout en permettant à la « Dame de fer » et à son gouvernement de ne rien céder, en particulier en ce qui concerne son opposition à l'idée d'une banque centrale européenne.

Parfait exemple de pragmatisme britannique, elle présente l'avantage de toute réalisation concrète dans un environnement de débats d'idées et de discussions qui tendent à se prolonger sans nécessairement aboutir.

L'admiration se fait encore plus vive dès que l'on se penche sur les mérites techniques de la décision britannique, loin de toute considération idéologique. Pour ce qui est de son objectif premier, celui de remplacer en partie un emprunt international de 2,5 milliards de dollars des Etats-Unis lancé il y a près de trois ans, la solution retenue est particulièrement heureuse. En termes de taux d'intérêt, elle correspond à une économie de l'ordre de 1 % à 1,25 %, ce qui est tout à fait considérable. Non seulement le niveau de l'intérêt associé à l'EMU est inférieur à celui de la devise américaine, mais encore le coût relatif des instruments que Londres s'apprête à émettre sera plus bas. L'emprunt en dollars, qui sera remboursé par anticipation en octobre, est rémunéré au taux interbancaire demandé sur le marché international. Il sera vraisemblablement possible de descendre bien en dessous de cette référence d'au moins 15 points de base, sinon de 20 à 25 pour les nouveaux bons en ECU.

Le projet de M. Lawson porte sur l'émission par voie d'adjudication de bons à un, trois et six mois pour un montant de 1 à 2 milliards d'ECU. Tout indique que l'affaire était préparée depuis quelque temps. En effet, l'infrastructure nécessaire à ce type d'opération semble être déjà bien en place à Londres. Au vu de la rapidité des réactions des très grands investisseurs institutionnels à travers le monde, banques centrales, autorités monétaires et organismes supranationaux, leur succès paraît d'ores et déjà assuré. L'opération britannique répond en effet à un besoin réel de placement de fonds en ECU à court terme, que seul peut satisfaire un débiteur de tout premier plan bien décidé à procéder à une émission internationale.

Ce n'est pas que l'on ait présentement à déplorer une absence totale d'instruments de ce genre en ECU. Le Trésor italien en particulier a déjà sollicité avec force ce secteur du marché par un programme bien établi de « bons » qui s'ajoutent à des « certificats » en ECU de plus longue durée. Mais les opérations italiennes, dont la rémunération est soumise à un prélèvement fiscal à la source, demeurent en vase clos. Au contraire, le programme britannique devrait échapper à l'étriquetage du cadre national, car il sera exempt d'entraves fiscales. Un autre grand emprunteur, la Banque européenne d'investissement, dispose d'un sem-

blable programme libellé dans l'unité monétaire européenne. Son volume était il y a quelques jours encore relativement faible, puisqu'il ne dépassait pas 100 millions d'ECU. Il vient d'être quadruplé.

D'une façon générale, on estime dans les milieux financiers que l'exemple britannique devrait être suivi par d'autres pays européens. On doute cependant que les retombées en soient partout aussi bénéfiques que celles dont Londres entend profiter. Ce qui est en cause, en effet, c'est le développement de toute une place financière, avec ses conséquences sur l'emploi. Londres, qui jusqu'à présent n'avait guère défendu les couleurs de l'ECU, s'apprête à couper ce marché après lui avoir fourni une impulsion déterminante.

Le programme du Trésor britannique devrait en effet favoriser l'épanouissement de toute une activité parallèle dans la même unité monétaire, comprenant vraisemblablement des instruments du type des billets de trésorerie ou comparables aux *medium term notes* américaines. En outre, le secteur des emprunts à long terme en ECU devrait profiter d'un élan nouveau. Et l'intention des autorités britanniques est bien de faire que tout le marché des titres et instruments libellés en ECU se concentre à Londres. Or ce sont surtout Paris et Bruxelles qui sont à l'origine de son expansion.

#### Les succès s'accroissent en francs français

Confirmant les signes de maturité qu'il donne depuis plusieurs mois, le compartiment de l'eurofranc français échappe au fléchissement de l'activité de cette période de vacances. Il attire désormais directement toute une gamme d'investisseurs institutionnels attirés par la qualité des signatures qui s'y présentent. Par conséquent, le placement des titres est de plus en plus indépendant de l'intérêt que pourrissent manifester les particuliers lorsqu'ils seront au courant des nouvelles opérations. Reflet du succès de l'ensemble du secteur obligataire du franc, cette évolution est étroitement liée à la faveur internationale dont jouissent les fonds d'Etat français depuis que s'est imposée la pratique régulière d'adjudications d'obligations assimilables au Trésor (OAT).

La réussite des plus belles émissions s'en trouve accréditée. La façade du dernier euro-emprunt en date a été reçu en témoignage largement. La Deutschebank a fait jeudi la pro-

position suivante, qui a été fort bien acceptée : 500 millions de francs d'obligations à cinq ans, émises à 101,125 % du pair et rémunérées au taux facial de 8,50 %, soit un rendement actuariel brut de 8,22 %.

Au pied des commissions, la marge était alors de 10 points de base au-dessus du rendement de plus récent euro-emprunt de même durée qui bénéficie de la garantie de la République française, celui de la Caisse centrale de coopération économique. L'écart a été jugé suffisant pour un débiteur de cette classe, dont le crédit joint des prestigieuses trois A de la part des agences de notation américaines. L'emprunt est dirigé par la Banque nationale de Paris. L'opération est liée à un swap dont la Deutschebank s'est elle-même chargée et grâce auquel elle se procure les fonds en marks dont elle a l'usage.

CHRISTOPHE VETTER.

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### Grande nervosité sur le sucre

Enfant chéri de la spéculation, le sucre est actuellement chahuté par des courtiers acheteurs et vendeurs qui interviennent au gré des rumeurs même les plus farfelues. Sur le marché de Paris, le blanc, qui avait brièvement passé la barre des 2 000 F la tonne fin juillet, est brutalement retombé au-dessous de 1 700 F, pour aujourd'hui se redresser à 1 800 F (échéance octobre). Sur les marchés du roux de Londres et de New-York, des mouvements d'amplitude similaire ont également été enregistrés.

Contrairement aux autres denrées (café et cacao), qui subissent le poids de leurs excédents, le sucre voit sa situation s'assombrir au fil des mois et les stocks mondiaux devraient encore se contracter dans la perspective d'une campagne déficitaire pour la quatrième année consécutive. Selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale du sucre (ISO), la consommation mondiale a augmenté de 4,7 millions de tonnes en 1987 pour s'établir aux

alentours de 105,5 millions de tonnes, ce qui a eu pour effet de diminuer les stocks mondiaux de 6 % (soit 3 millions de tonnes). Ces derniers représentaient 48,5 millions de tonnes à la fin de l'année.

La consommation des pays en voie de développement s'est accrue de 3,4 millions de tonnes alors que le dynamisme de la demande en URSS et aux Etats-Unis a entraîné l'utilisation de 1,2 million de tonnes supplémentaires dans les pays développés. La consommation des pays développés a ainsi augmenté pour la première fois depuis le début des années 80, note l'ISO. Aujourd'hui cette tendance ne semble pas devoir s'inverser. En effet, le gouvernement américain vient de décider une augmentation de 272 100 tonnes du contingent d'importation de sucre aux Etats-Unis pour le porter à 1,056 million de tonnes. Cette mesure a été prise en raison de la sécheresse qui a affecté les rendements en betterave. Il faut noter également que la vague de sécheresse a touché la production américaine de maïs ; or, aux Etats-Unis, le sirop de maïs a remplacé le sucre dans de nombreux compartiments de l'alimentation.

Cependant certains pays, notamment dans le tiers-monde, cherchent à atteindre une autosuffisance particulièrement bénéfique pour leurs réserves de devises. L'Inde par exemple, qui a importé 900 000 tonnes en 1987, envisage de satisfaire seule tous les besoins de sa population dès l'année prochaine et même d'exporter 600 000 tonnes. Selon l'Association indienne des sucreries, l'Inde devrait produire le volume record de 9,1 millions de tonnes de blanc au cours de la campagne octobre 1987-septembre 1988. Mais, pour de nombreux pays à forte population, l'autosuffisance est encore loin. La Chine populaire

en particulier est un intervenant très actif sur le marché du physique. Pêché au sein de l'effort acheté ces derniers jours entre cinq et quinze centimes de blanc et de roux, livrables cette année. Par ailleurs, une maison de négoce aurait vendu deux lots de 250 000 tonnes aux Chinois.

Dans ce contexte, rien d'étonnant à ce que la spéculation vienne s'investir pour profiter de l'attente, d'autant que du côté de l'offre certains producteurs connaissent des problèmes. Cuba, qui approvisionne traditionnellement l'Union soviétique, a du mal à honorer ses engagements. D'où les interventions successives de Moscou sur le marché mondial. Les problèmes de Cuba ne s'arrêtent pas là. Après avoir obtenu des reports de livraison auprès de maisons de négoce japonaises, La Havane serait maintenant en train de négocier le report de livraison de cinq cargoes à des raffineries canadiennes. Le fait est que les exportations cubaines ont légèrement diminué au cours des cinq premiers mois de l'année. De janvier à mai 1988, elles ont représenté 4,59 millions de tonnes contre 4,73 millions l'année dernière, au cours de la période correspondante.

Si la spéculation inquiète certains, le Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre (FIRS) et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) n'ont d'ailleurs pas caché leur préoccupation — elle rejoint, en revanche, les marchés à terme qui voient leur volume de transactions se gonfler. A ce propos, le London Futures and Options Exchange (FOX), qui a déjà servi à la Bourse de commerce de Paris une part significative de ses transactions sur le blanc, envisage maintenant de lancer un contrat entre blanc et roux sur son système de cotation informatisé.

ROBERT REGUER.

## LES DEVISES ET L'OR

### Le dollar, toujours

Un dollar toujours en hausse, un mark faible, une livre sterling et un franc français stables : la première semaine du mois d'août a aussi été marquée, comme à l'habitude, par une contraction sensible des transactions sur les marchés. De nombreux opérateurs ont déserté les salles de change pour quelques congés bien mérités. En cette période de l'année, l'étriquetage des marchés — très nerveux au début de ces vacances — provoque parfois des variations qui ne sont pas totalement significatives. Le retour, chez les intervenants, d'un sentiment haussier sur le dollar, déjà observé depuis plusieurs semaines, s'est cependant confirmé.

D'un vendredi à l'autre, le billet vert a donc à nouveau gagné quelques points. A New-York, il a encore pris plus d'un penny, passant de 1,88 DM le 29 juillet dernier à 1,8945 DM le 5 août, plus de 3 centimes, sautant de 6,33 F à 6,3855 F, et près d'un demi-yen, terminant à 133,87 yens contre 133,15. De nouveaux seuls ont été franchis. Le dollar avait pourtant commencé la semaine en légère baisse sur toutes les places, de nombreux opérateurs prenant leurs bénéfices après la forte hausse des derniers jours de la semaine précédente.

Mais dès le mardi, dopé par une série d'indicateurs économiques favorables, il a repris le chemin de la hausse. Plusieurs chiffres sont en effet venus confirmer le maintien d'une croissance forte aux Etats-Unis. Pour les hommes de marché, ce dynamisme de l'activité devrait amener les autorités monétaires à jouer une hausse des taux d'intérêt. Les investisseurs anticipent et se placent sur le dollar, qui, très demandé, monte. Mardi, ils se sont

ainsi réjouis d'apprendre que l'indice composite des principaux indicateurs économiques, censé préfigurer l'évolution de la conjoncture outre-atlantique, avait progressé en juin de 1,4 % (après une baisse de 0,8 % en mai), la hausse la plus forte enregistrée depuis décembre 1986. Le dollar montait.

Mercure, faute de nouvelles, le billet vert est resté stable dans un marché morne. Jeudi, l'animation est revenue — et avec elle la hausse. L'annonce, vendredi, d'un taux de chômage de 5,4 % en juillet (contre 5,3 % en juin) a à nouveau poussé le billet vert. Pour la première fois de la semaine, la Fed intervenait en vendant des dollars pour empêcher, en vain, la devise américaine de dépasser le seuil des 1,89 DM.

Les opérateurs sont maintenant dans l'attente de l'opération trimes-trielle de refinancement du Trésor américain qui doit se dérouler dans la semaine à venir. Celle-ci portera sur 29 milliards de dollars. Il n'y aura pas, cette fois-ci, d'émission de titres à trente ans. L'Etat fédéral américain ayant déjà atteint son plafond d'endettement sur cette échéance. Mais, surtout, les marchés des changes commencent à spéculer sur le chiffre du commerce extérieur américain de juin qui doit être publié le 16 août.

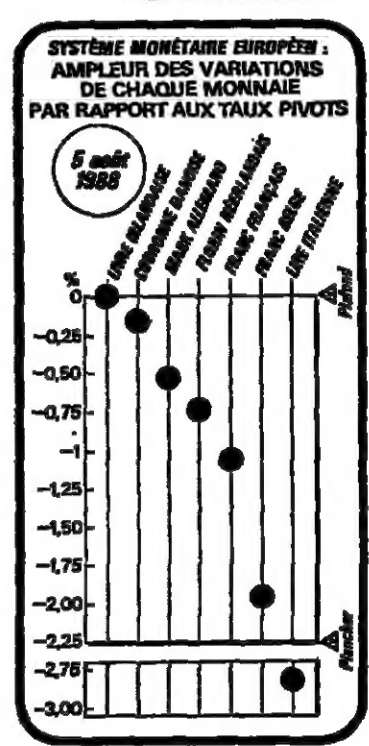
En Europe, le deutschemark est resté « faible ». Mardi 2 août, la Bundesbank a procédé au relèvement de son taux de prise en pension d'effets commerciaux (l'un de ses taux d'intervention sur le marché monétaire), porté de 4 % à 4,25 %, pourvu ainsi sa politique en- gée depuis près de deux mois et visant à rendre la devise allemande

plus attractive grâce à des taux plus élevés. Anticipée, cette opération n'a pratiquement eu aucun effet sur les marchés. Le regain d'optimisme du gouvernement allemand — qui a révisé en hausse à 3 % ses prévisions de croissance pour 1988 — n'a pas en revanche eu de conséquences.

Jeu 4 août, la Banque centrale allemande a pu justifier sa politique d'augmentation des taux, en publiant les chiffres de la balance des paiements pour le premier semestre de l'année. La balance des échanges à long terme de la RFA accuse un solde net négatif de 50,5 milliards de deutschemarks (170 milliards de francs), contre un excédent de 18,7 milliards de deutschemarks en 1987 (environ 63 milliards de francs). Si l'Allemagne veut retirer des capitaux chez elle, ne lui faut-il pas continuer à accroître ses taux d'intérêt ?

Toujours soutenu par des taux d'intérêt élevés justement, le livre sterling s'est maintenu à un haut niveau tout au long de la semaine, fluctuant par exemple entre 3,20 DM et 3,22 DM. Alors que la couronne suédoise a commencé à souffrir de la perspective électorale du 18 septembre prochain, le franc s'est, quant à lui, bien maintenu au sein du système monétaire européen, et le mark se négocie autour de 3,37 F.

ERIK SZARLEWICZ.



#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1<sup>er</sup> AU 5 AOÛT (La ligne inférieure donne celle de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEL	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,8975	—	15,7668	63,6719	32,9461	2,5284	46,9133	8,8718
Paris	1,7139	—	15,8962	64,35	33,5618	2,5641	47,4688	8,8775
Bruxelles	16,8988	6,5789	—	48,413	33,724	24,6951	28,711	4,5149
Amsterdam	16,8971	6,579	—	48,426	34,09	16,1282	28,63	4,5648
Zurich	2,7264	2,7265	24,7488	—	33,4481	3,9639	73,9251	1,1338
Frankfurt	2,7266	2,7268	24,7489	—	33,2281	3,9646	73,7543	1,1277
Stuttgart	3,2819	1,8678	25,6828	128,14	—	4,7872	88,6894	1,3549
Bonn	87,1341	39,35	6,2117	25,1831	289,48	—	16,5588	2,8412
Berlin	66,885	39,89	6,2883	25,6965	289,59	—	16,5897	2,8412
Bratislava	3,4585	2,3135	31,0713	135,39	—	2,3894	38,5897	1,5313
Antwerpen	3,4535	2,3075	31,0716	135,38	—	2,3894	38,5897	1,5313
Madrid	136,725	139,2	718,43	88,63	737,79	35,1948	65,136	—
Milan	136,727	139,2	718,43	88,64	738,08	35,3335	65,401	—
Osaka	226,38	133,35	28,9429	84,6280	78,6280	3,7777	82,5816	8,8928
Tokyo	227,41	132,48	21,8818	85,2282	71,8228	3,4988	82,9338	8,8962

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 5 août, 4,7747 F contre 4,7436 F le vendredi 29 juillet.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Dans le sillage des Américains

Alors que l'environnement économique incitait plutôt à la prudence, compte tenu de craintes persistantes d'une reprise inflationniste en Allemagne et aux Etats-Unis, la semaine écoulée aura été placée sous le signe de la bonne santé des marchés du crédit américain. Côté français, on s'est donc reconnecté aux marchés d'outre-atlantique et les intervenants ont vécu au rythme de la publication des indices de l'état de santé de l'économie de l'Oncle Sam. En revanche, l'évolution des marchés allemands a été totalement ignorée.

La Bundesbank a pourtant procédé à une nouvelle hausse (la quatrième en un mois et demi) de son taux de prise en pension, qui est ainsi passé de 4 % à 4,25 %. Cela correspond à une hausse d'un point depuis le début de l'année. Les taux courts allemands, qui avaient retrouvé une marge de manœuvre normale après le récent relèvement d'un demi-point du taux Lombard, la voient aujourd'hui se rétrécir à nouveau. Pour ne pas créer de tension supplémentaire (les banques allemandes se plaignent de la rareté de liquidités disponibles pour l'économie), la Bundesbank a injecté, mercredi 3 août, 24,2 milliards de liquidités lors de ses prises en pension soit à peu près le montant réclamé par les milieux financiers de Francfort.

Aux Etats-Unis, si des tensions subsistent sur le court terme, les rendements des emprunts à long terme se sont détendus, ce qui a entraîné un aplatissement de la courbe de structure de taux américaine. Dans ces conditions, le volume (29 milliards de dollars) et la qualité du refinancement trimestriel du Trésor américain décliné par le Congrès visent à limiter les risques même si le concours massif des investisseurs japonais apparaît acquis pour les 9 et 10 août prochains. « L'absence de l'emprunt-phare à trente ans lors de l'adjudication de la semaine pro-

chaine est significative de cet état d'esprit », note un observateur.

Sur le marché monétaire français, le taux au jour le jour a repassé sous la barre des 7 % pour terminer aux alentours de 6,15/16. Cependant les autres échéances ne se sont pas détendues de façon significative. On a relevé un regain d'activité sur le deux ans.

#### Hausse du MATIF

Mais c'est le MATIF qui aura été la véritable vedette de la semaine. L'échéance septembre du notional en effet gagné 0,80 point sur la période. Pour la seule séance de mardi dernier, jour de la hausse du taux de prises en pension de la Bundesbank, la progression a été de 0,45 point. « Les opérateurs semblent ne prendre en compte que les bonnes nouvelles », remarquent alors un professionnel. Le fait est que les intervenants n'ont fait que suivre la fermeté des T. Bonds eux-mêmes soutenus par les performances du dollar.

L'activité sur le marché obligataire est restée très faible dépassant rarement les 6 à 7 milliards d'échanges quotidiens. Les cours ont pris le chemin de la hausse avec près de cinq jours de retard sur le MATIF. Alors que les taux de rendement baissent d'environ 10 centimes, les opérateurs se sont portés sur tous les papiers (taux fixes courts et longs, taux variables), mais sont restés très prudents sur les nouveaux d'achats afin d'investir des liquidités pour lesquelles ils trouvent difficilement de meilleures rémunérations que le marché monétaire.

Le marché primaire a entièrement été dominé par l'adjudication d'OAT de jeudi. On a remarqué des montants de soumissions très importants, cependant les souscripteurs ont montré une nette préférence pour les tranches courtes à 8,70 %

1995 et TME 1998, délaissant relativement la plus longue à 8,50 % 2002. Sur la tranche à 7 ans, une seule main a même levé 2,4 milliards de francs. Les SICAV restent toujours assez liquides même si leurs encours ne cessent d'augmenter. Selon les dernières statistiques du TGF, l'encours des SICAV court terme a progressé de 17,3 milliards de francs au cours du mois de juillet pour s'établir à 587,1 milliards. Les SICAV monétaires ont, quant à elles, vu leur encours augmenter de 11,4 milliards pour atteindre 408,4 milliards.

R. R.

**Solac**  
SOCIÉTÉ PAR ACTIONNAIRES

prend la parole  
aux  
1<sup>ères</sup> Journées Prospectives  
du journal  
**Le Monde**  
11-12-13 Octobre 1988 à l'UNESCO  
TEL (1) 47.53.70.70

PRODUITS	COURS DU 5-8
Café h. p. (Londres) Trois mois	1 220 (+15) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 455 (+38) Livres/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	13 700 (-258) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Oct.	1 980 (+75) Francs/tonne
Café (Londres) Sept.	982 (-3) Livres/tonne
Cacao (New-York) Sept.	1 493 (+25) Dollars/tonne
Bé (Chiang) Sept.	379 (+10,75) Cents/bushels
Maïs (Chiang) Sept.	307 (+32) Cents/bushels
Soy (Chiang) Août	271,30 (+28,3) Dollars/l. cote

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

## SES NGÈRES

### NEW-YORK

#### Apéritif

1. Vagabond...  
2. Vagabond...  
3. Vagabond...  
4. Vagabond...  
5. Vagabond...  
6. Vagabond...  
7. Vagabond...  
8. Vagabond...  
9. Vagabond...  
10. Vagabond...

1. Vagabond	1. Vagabond
2. Vagabond	2. Vagabond
3. Vagabond	3. Vagabond
4. Vagabond	4. Vagabond
5. Vagabond	5. Vagabond
6. Vagabond	6. Vagabond
7. Vagabond	7. Vagabond
8. Vagabond	8. Vagabond
9. Vagabond	9. Vagabond
10. Vagabond	10. Vagabond

1. Vagabond	1. Vagabond
2. Vagabond	2. Vagabond
3. Vagabond	3. Vagabond
4. Vagabond	4. Vagabond
5. Vagabond	5. Vagabond
6. Vagabond	6. Vagabond
7. Vagabond	7. Vagabond
8. Vagabond	8. Vagabond
9. Vagabond	9. Vagabond
10. Vagabond	10. Vagabond

1. Vagabond	1. Vagabond
2. Vagabond	2. Vagabond
3. Vagabond	3. Vagabond
4. Vagabond	4. Vagabond
5. Vagabond	5. Vagabond
6. Vagabond	6. Vagabond
7. Vagabond	7. Vagabond
8. Vagabond	8. Vagabond
9. Vagabond	9. Vagabond
10. Vagabond	10. Vagabond

1. Vagabond	1. Vagabond
2. Vagabond	2. Vagabond
3. Vagabond	3. Vagabond
4. Vagabond	4. Vagabond
5. Vagabond	5. Vagabond
6. Vagabond	6. Vagabond
7. Vagabond	7. Vagabond
8. Vagabond	8. Vagabond
9. Vagabond	9. Vagabond
10. Vagabond	10. Vagabond

1. Vagabond	1. Vagabond
2. Vagabond	2. Vagabond
3. Vagabond	3. Vagabond
4. Vagabond	4. Vagabond
5. Vagabond	5. Vagabond
6. Vagabond	6. Vagabond
7. Vagabond	7. Vagabond
8. Vagabond	8. Vagabond
9. Vagabond	9. Vagabond
10. Vagabond	10. Vagabond



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La libéralisation en Union soviétique. - Le terrorisme de l'IRA en Grande-Bretagne. - La résistance dans le nord de l'Afghanistan. 4 L'évolution politique de la Cisjordanie. - Les négociations sur l'avenir de l'Afrique australe.	5 Les négociations sur la Nouvelle-Calédonie : un appel des avocats du FLNKS. - Règlement de comptes au RPR dans les Hautes-Pyrénées. <b>DATE</b> 2 Il y a trente ans : la croisière du Nautilus sous le pôle Nord.	6 Les limites du narcoterrorisme. - Pour la première fois en France, l'auteur présumé d'un viol va être soumis au test des empreintes génétiques. 7 Maintien en détention de Mouloud Aïssou.	8 Du palais du Louvre à l'Arche de la Défense, de nouvelles perspectives. <b>7 COMMUNICATION</b> - Antenne 2 relance la création. - Probable hausse de la redevance.	11 La restructuration du secteur public italien sous le feu des critiques. 12 Autour de la polémique Joxe-Chirac : l'aménagement du territoire par le mauvais bout de la lanterne. - Revue des valeurs. 13 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements ..... 2 Cartes ..... 10 Météorologie ..... 10 Mots croisés ..... 10	● Jouez avec le Monde ..... 10 ● La messagerie internationale ..... 10 36-15 tapez LM ● Le mini-journal de la rédaction ..... JOUR ● Admission aux grandes écoles ..... ECOLES 36-15 tapez LEMONDE

## ESPAGNE : la lutte contre le terrorisme de l'ETA

## Madrid attend de Paris de nouvelles formes de coopération

MADRID  
de notre correspondant

« La collaboration entre l'Espagne et la France dans la lutte contre l'ETA ne changera pas quant au fond, mais ses modalités pourraient se modifier car nous entrons dans une phase différente. » C'est ce qu'on observe aujourd'hui dans les milieux gouvernementaux à Madrid, après les changements qui se sont récemment produits, dans les deux pays, parmi les principaux responsables de la lutte antiterroriste.

A Paris, avec le retour de la gauche au gouvernement, M. Joxe a succédé à la tête du ministère de l'Intérieur au tandem de MM. Pasqua et Pandraud, qui avaient établi avec leurs homologues espagnols des relations particulièrement étroites. A Madrid, si les socialistes sont restés en place, un syndicaliste, M. Corcuera, a remplacé M. Barrio-nuevo au ministère de l'Intérieur. Mais le secrétaire d'Etat à la sécurité et « numéro 2 » du ministère, M. Vera, principal coordinateur de la lutte antiterroriste, a conservé ses fonctions.

En quelques semaines, M. Joxe s'est rendu à Madrid et MM. Corcuera et Vera sont venus à Paris. Après ces contacts, en quoi les « modalités » de la collaboration vont-elles se modifier ? « Du côté français, l'idée principale consiste aujourd'hui à concentrer la lutte sur les gros bonnets de l'ETA, et non plus sur les seconds couteaux, nous assure un haut responsable gouvernemental espagnol qui s'occupe directement de ce thème. En conséquence, les remises à la frontière par la procédure d'urgence et les rafles passeront dorénavant au second plan. Il est vrai que la plupart des proches de l'ETA qui auraient pu faire l'objet de telles mesures ont quitté le Pays basque et même aujourd'hui une vie apparemment normale dans d'autres zones du territoire français.

« Or, observe notre interlocuteur, nous sommes d'accord que le plus important en ce moment est de découvrir les principaux dirigeants

de l'organisation, et surtout deux d'entre eux : José Ternera et Ariapalo (pseudonymes, respectivement, de José Antonio Urrutikostea et de Francisco Mugica). Les captures pourraient être aujourd'hui décisives (...). Nous comprenons parfaitement que la police française ne peut pas concentrer tous ses effectifs au Pays basque, car elle doit faire face à d'autres problèmes de sécurité intérieure. En outre, il est vrai que l'ETA prend davantage de mesures de sécurité. Nous savons que les Basques espagnols qui tentent d'entrer en contact en France avec les principaux dirigeants de l'organisation éprouvent chaque fois plus de difficulté. » « L'une de ces mesures de précaution consiste à changer de domicile, poursuit le responsable gouvernemental. Nous disposons d'informations suivant lesquelles plusieurs dirigeants de l'ETA ont quitté le Pays basque pour s'installer à Paris, où ils disposent de plusieurs appartements et où il est plus difficile de les retrouver. »

## Les conversations d'Alger

Notre interlocuteur considère que l'évolution de la collaboration française dépendra d'un élément-clé : « Il s'agit de savoir si nous reprenons ou non les conversations d'Alger avec l'ETA. Si celle-ci libère Emiliano Revilla (l'homme d'affaires enlevé par l'ETA en février dernier) et si nous pouvons obtenir une garantie fiable qu'elle ne réalisera pas d'attaques pendant la durée des conversations, celles-ci pourront recommencer. »

Et de poursuivre : « Ce que nous attendons du gouvernement français, dans ce cas, serait différent. Je crois que son rôle serait surtout de faire pression sur l'ETA pour qu'elle respecte la trêve, en la menaçant de reprendre les expulsions à la frontière si les attentats recommencent. En outre, dans l'hypothèse où nous parviendrions à Alger à certains accords, la France pourrait nous aider à trouver des pays

d'accueil pour les membres de l'ETA coupables d'assassinats qui ne peuvent pas se réinsérer à court terme dans la société espagnole. »

Notre interlocuteur est-il optimiste sur l'avenir des conversations d'Alger ? « Je crois qu'elles ne peuvent pas durer indéfiniment : la société espagnole le comprendrait de plus en plus difficilement si les attentats se poursuivaient et si les morts continuaient à s'accumuler. Mon sentiment, c'est que nous pourrions tenter une fois encore de reprendre les conversations à Alger, mais que ce sera la dernière. Si elles échouent à nouveau, les interlocuteurs seraient définitivement brisés et il faudrait alors laisser passer beaucoup de temps avant de songer à reprendre ce chemin. »

Les interlocuteurs du gouvernement à Alger disposent-ils d'un pouvoir suffisant au sein de leur organisation ? « Il existe actuellement trois pôles au sein de l'ETA : les dirigeants installés en France, ceux d'Algérie et les prisonniers en Espagne. Mais les premiers disposent aujourd'hui de 90 % du pouvoir de décision effectif : il y a eu une très forte concentration de pouvoir au sein de l'organisation. Ceux d'Alger ne sont plus que des intermédiaires. Mais ce sont les seuls que nous pouvons rencontrer. »

Comment les conversations futures pourraient-elles se dérouler ? « Elles devraient être doubles : d'une part, il s'agit d'aborder avec l'ETA les problèmes techniques : calendrier de libération des prisonniers, problèmes des armes, etc. Quant aux problèmes politiques, ils devraient être examinés entre partis politiques. Ce pourrait être, dans un premier temps, avec toutes les formations représentées au Pays basque. Je pense que toutes les revendications présentées par l'ETA, même le rattachement de la Navarre au Pays basque ou la reconnaissance du droit à l'autodétermination, pourraient faire l'objet de discussions. Mais au sein des institutions et non pas pistolet en main. »

THÉRRY MAILLAK.

## ÉTATS-UNIS

Choisi pour diriger la campagne de M. Bush

M. Baker  
secrétaire au Trésor,  
est remplacé par M. Brady

Le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, a démissionné pour diriger la campagne électorale du vice-président George Bush. Il sera remplacé par M. Nicholas Brady, a annoncé, le vendredi 5 août, le président Ronald Reagan.

Cette démission était attendue depuis quelque temps, et ne pouvait donc surprendre les milieux financiers. Qui plus est, le remplacement de M. Baker par M. Brady laisse entendre que la politique soutenue par le premier sera poursuivie par le second. Ancien sénateur républicain du New-Jersey, président d'une banque d'affaires de New-York, M. Nicholas Brady a été propulsé sur l'avant-scène internationale par le krach d'octobre 1987. C'est lui qui dirigea la commission d'enquête sur les conséquences du krach déclenché par M. Keating. Les conclusions de cette enquête n'ont pas entièrement satisfait le président américain n'a pas empêché les milieux financiers d'en apprécier la rigueur et l'originalité. Une de ses tâches principales sera de maintenir le calme sur les marchés financiers. Il aura aussi à s'assurer que les difficultés de l'Argentine ne se transforment en nouvelle grave crise de la dette.

C'est précisément sur ce dossier de la dette des pays en voie de développement que M. Baker aura connu sa plus grande déconvenue. Le plan qu'il avait proposé, à l'automne 1985, de relance des prêts aux pays les plus endettés n'a pas suscité un grand enthousiasme.

Cependant, M. Baker - qui pourrait très bien retrouver son poste si M. Bush était élu - laissera surtout le souvenir de l'habile artisan d'une réforme fiscale sans précédent. Il fut également négociateur la baisse du dollar en septembre 1985 avec les ministres des finances des pays industrialisés. On n'oublie pas cependant que les dernières semaines de son mandat ont été marquées par une situation difficile avec non seulement l'étranger déficit budgétaire, mais aussi le déséquilibre constant du commerce extérieur. C'est sous la présidence de M. Ronald Reagan que les États-Unis ont passé du statut de premier créancier mondial à celui de pays le plus endetté.

## DANEMARK

Le paiement d'une taxe sur les intérêts des emprunts déclenche une fronde des contribuables

COPENHAGUE  
de notre correspondante

Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter (conservateur) a brusquement interrompu, mercredi 3 août, les vacances qu'il passait dans sa maison de campagne non loin de la capitale. Après consultation avec les membres de son cabinet (tripartite centre-droit), il a convoqué le Parlement pour une session extraordinaire le mardi 16 août.

Cette décision, qui n'a pas été prise de plein gré, mais elle s'imposait d'urgence, car quatre des formations de l'opposition (les sociaux-démocrates, les Socialistes du peuple, le Centre démocrate et le Parti du progrès) étaient en train de rassembler à la hâte les soixante-douze signatures de députés exigées par la Constitution pour que la Chambre unique (cent soixante-dix-neuf sièges) puisse se réunir en dehors de ses sessions normales. Cette action commune spectaculaire répondait à une agitation croissante des contribuables, agitation prête à se transformer en une véritable fronde. En effet, alors que la plupart d'entre eux s'apprêtaient à prendre le large pour leurs congés annuels (en juillet), ils avaient reçu du fisc une notice qui leur indiquait que le 20 août, la taxe sur les intérêts des emprunts qu'ils avaient contractés dans le passé pour leur consommation privée (ce nouvel impôt voté en octobre 1986 et s'appliquant à l'année 1987) allait initialement à faire passer aux Danois leur habitude désastreuse de tout acheter à crédit.

C'était la première fois qu'il devait être payé. Or les responsables des services fiscaux le reconnaissent eux-mêmes, il est en soi source de véritables erreurs, voire de chaos. Parce que le texte qui l'a institué a prévu toute une série de cas d'espèce, il est apparu trop souvent impossible de distinguer entre les emprunts consacrés uniquement à la consommation privée et ceux qui entrent dans la catégorie des investissements, les plus malins arrivant, bien sûr, à arranger les choses à leur avantage.

Neuf cent mille personnes sont concernées par cet impôt inédit mais, au 1<sup>er</sup> août, l'administration

fiscale n'avait réussi qu'à expédier sept cent mille lettres aux intéressés (beaucoup de ces missives sont arrivées en leur absence) les deux cent mille autres étant restées en instance aux fins d'examen plus approfondi.

Face aux protestations innombrables des victimes de cette opération, qui intervenait en plein été, plusieurs journaux locaux ont commencé à lancer de véritables campagnes incitant à la désobéissance civile. « Ne payez pas ! », écrivait en première page un quotidien à gros tirage de Copenhague. Et de nombreux articles et lettres de lecteurs sollicitaient le gouvernement de supprimer bel et bien cet instrument de torture économique impossible à gérer.

## Un délai de cinq mois

Le gouvernement a choisi de suivre l'appel des plus modérés. Il a accepté de repousser la date de paiement du 20 août 1988 au 20 janvier 1989, un délai qui devrait permettre à chacun, à dit le premier ministre, de clarifier sa situation et de mettre de l'ordre dans ses affaires.

M. Schlüter aurait pu se contenter de paraphraser un simple décret. Mais il a estimé qu'il était préférable de s'en remettre, pour appuyer cette mesure, au Folketing, qui avait voté, il a deux ans, cette loi si contestée.

En principe, cette session extraordinaire devrait être brève (quelques heures). Il ne faut pas attendre qu'elle débouche, comme celle de l'été 1987, sur de nouvelles élections anticipées. Personne, pour l'instant, ne souhaite aller aux urnes, ni à gauche, ni à droite. Trois élections générales en six ans, ce serait vraiment trop. De surcroît, les sondages, depuis juin, révèlent une montée constante du Parti du progrès qui, depuis quinze ans, s'est fait, avec constance, le pourfendeur musclé de l'hydre fiscale.

Au 1<sup>er</sup> août, des citoyens scrupuleux avaient cependant déjà versé 70 millions de couronnes de cet impôt. Mais le gouvernement compte qu'il lui en faudrait rapporter en tout 1,8 milliard de couronnes.

CAMILLE OLSEN.

## ITALIE

## Le juge Domenico Sica est nommé haut-commissaire à la lutte contre la Mafia

ROME  
de notre correspondant

Le gouvernement italien a nommé, vendredi 5 août, un des magistrats les plus respectés du pays, M. Domenico Sica, à la tête du haut-commissariat pour la coordination de la lutte contre la Mafia. Il remplace à ce poste M. Pietro Verra, qui part à la retraite.

Cet organisme avait été créé après l'assassinat, en septembre 1982, du préfet de Palerme, le général Alberto Della Chiesa, mais il n'a en fait jamais joué de rôle important dans le combat contre Cosa nostra. En choisissant, pour le diriger, un homme connu pour sa rigueur et pour son efficacité, le gouvernement entend répondre à tous ceux qui réclament un engagement plus ferme du pouvoir central contre la Mafia.

Il s'efforce également de mettre un terme à la polémique déclenchée par la démission du juge Giovanni Falcone et de ses collègues du « pool anti-Mafia » de Palerme, ainsi que par le désaveu que leur a infligé le Conseil supérieur de la magistrature.

Actuellement substitut du procureur de la République de Rome, Domenico Sica, cinquante-six ans, a eu, au cours de sa carrière, à enquêter sur quelques-unes des affaires les plus importantes et les plus troubles de l'histoire italienne des dix dernières années. Considéré comme un expert en matière de terrorisme, il s'est ainsi occupé du meurtre, par les Brigades rouges, du président de la démocratie chrétienne Aldo Moro, en 1978, et de l'attentat meurtrier commis en décembre 1985 par un commando palestinien à l'aéroport de Rome-Fiumicino, mais aussi de la tentative d'assassi-

nat du pape Jean-Paul II sur la place Saint-Pierre.

M. Sica a également enquêté sur la loge pseudo-maçonnique P2 de Licio Gelli ou sur le « détournement » des services secrets italiens par un groupe d'officiers liés à l'extrême droite.

En revanche, il ne s'est jamais occupé directement d'enquêtes sur la Mafia, un handicap sérieux, quelles que soient ses qualités et son expérience. En fait, les résultats du nouveau haut-commissaire dépendront avant tout des moyens que lui donnera l'Etat.

Durement critiqué ces derniers jours pour son indifférence et sa discrétion, le ministre de l'Intérieur, M. Antonio Gava, a affirmé que M. Sica disposerait d'une véritable structure d'enquête et de l'autonomie financière. Il a même indiqué que le haut-commissariat aurait son propre service secret de renseignement.

## Scepticisme à Palerme

Pour faire bonne mesure, M. Gava a également annoncé la création d'unités de police judiciaire dans tous les commissariats de Palerme et l'envoi de trois cents fonctionnaires supplémentaires aux services de police judiciaire de la préfecture. Ces derniers s'occuperont de la « micro-criminalité », allégeant ainsi la tâche des unités anti-Mafia.

Mais, dans la capitale sicilienne, le scepticisme domine. Plusieurs responsables politiques locaux rappellent l'expérience Della Chiesa pour affirmer que la nomination d'une personnalité forte ne sert souvent qu'à couvrir l'absence de moyens véritables.

(Interim.)

## EN BREF

● BELGIQUE : procès des Celtes communistes combattantes.

Six membres d'organisations terroristes d'extrême gauche accusés d'avoir organisé une campagne d'attentats en 1985 comparaitront devant la cour d'assises de Bruxelles le 26 septembre. Quatre suspects - Pierre Carette, Didier Chevalot, Pascal Vandegheerde et Bertrand Sasoye - appartiennent aux Cellules communistes combattantes (CCC), qui ont revendiqué vingt et un attentats à la bombe. Deux autres prévenus - Luc Van Acker et Chantal Paternoster - du Front révolutionnaire d'action prolétarienne (FRAP) sont accusés d'avoir commis trois attentats à la bombe. — (AFP.)

● ESPAGNE : arrestation de « cervants » présumés de l'enlèvement de Méloé Natchian. — La « cervante » présumée de l'enlèvement, en novembre dernier, de la petite Méloé Natchian, un truand français du nom de Jean-Louis Camerini, a été arrêtée, le jeudi 4 août, à Barcelone. Il a été appréhendé en compagnie d'un complice qui avait été chargé de louer les appartements où Méloé Natchian, la fille de cinq ans de la chanteuse sud-coréenne Kimara et de l'homme d'affaires libanais Raymond Natchian, avait été détenue. D'après la police espagnole, Camerini projetait diverses opérations, dont un nouvel enlèvement. — (AFP.)

● ÉTATS-UNIS : un Blanc avait l'intention d'assassiner Jesse Jackson. — Un candidat à la suprématie de la race blanche a plaidé coupable, le jeudi 4 août, de tentative d'assassinat du pasteur noir et ancien candidat à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle, Jesse Jackson. L'individu, âgé de 33 ans, avait été arrêté le 13 mai dernier avec sa femme, non loin de Saint-Louis (Missouri), après l'enregistrement d'une conversation avec un informateur du FBI qui a permis d'établir que l'accusé projetait de tuer M. Jackson le 4 juillet. — (AFP.)

● PAKISTAN : assassinat d'un dirigeant chiite pro-iranien.

Le dirigeant chiite pakistais le plus en vue, Allama Arif al-Hussaini, a été assassiné vendredi 5 août à Peshawar. Agé de quarante-deux ans, il était un partisan déclaré de l'imam Khomeini. Le président Zia a adressé un appel au calme à la population du pays, qui compte environ 15 % de chiites. Il a accusé les « ennemis du Pakistan et de l'islam » de vouloir « détruire l'unité et la cohésion nationales ». L'allocution du chef de l'Etat n'a pas empêché que des manifestations de protestations aient lieu dans plusieurs villes du pays. Un défilé national d'une journée a été annoncé pour ce samedi dans tout l'Iran, a annoncé Radio-Téhéran. — (Reuters-AFP.)

● RFA : Matthias Rust interdit provisoirement de vol. — Le jeune pilote ouest-allemand Matthias Rust s'est vu retirer vendredi 5 août son brevet pour avoir violé les règlements nationaux et internationaux de l'aviation. C'est seulement lorsqu'il se sera expliqué sur son vol à Mönchengladbach sur la place Rouge, le 28 mai 1987 - que les autorités prolongeront éventuellement son brevet, a précisé le porte-parole de l'Office économique de Hambourg. — (AFP.)

● Reddition de preneurs d'otages à la prison de Karlsruhe. — Une intervention éclair des forces spéciales de police a mis fin sans effusion de sang, dans la soirée du vendredi 5 août, à une prise d'otages qui avait débuté dans l'après-midi à la prison de Bruchsal, près de Karlsruhe. Trois prisonniers armés, réputés dangereux, menaçaient d'exécuter un de leurs dix otages si leurs exigences - une voiture, 300 000 marks (environ 1 million de francs), un poste de radio et un téléviseur - n'étaient pas satisfaites. La rapidité de l'intervention policière a empêché les preneurs d'otages d'ouvrir le feu. — (AFP, Reuters.)

Le numéro du « Monde » daté 6 août 1988 a été tiré à 481 011 exemplaires

## A Void (Meuse)

## Référéndum pour les salariés de l'entreprise démenagée

Le maire de Vold (Meuse) a décidé d'organiser le lundi 8 août un référendum à l'intention des vingt-trois salariés de l'usine Mécatronic, pour savoir si ces derniers sont favorables à la proposition du groupe HFF (Horlogerie, photographie française) de les muter à Bonneville, en Haute-Savoie.

L'usine Mécatronic, qui fabrique des composants pour téléphones, avait été démenagée le mardi 2 août, alors que le personnel, en vacances, n'avait pas été informé (le Monde du 5 août). Le matériel avait été transporté au siège d'HFF, dont Mécatronic est une filiale, à Bonneville.

Le 5 août, la direction d'HFF a écrit aux vingt-trois salariés pour leur proposer de rejoindre Bonneville, « sachant que les frais de démenagement offerts à ce déplacement seront pris en charge par la société ». M. Gilbert, le maire UDF de Vold, a qualifié l'initiative du groupe de « procédé de pirates ».

● La CGT hostile à Eurodisneyland. — L'union régionale CGT Ile-de-France a affirmé, le 5 août, sa « totale opposition » à la réalisation du parc de loisirs Eurodisneyland à Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), les prêts bancaires d'aménagement viennent de commencer. « Il est prévu un investissement total de 50 milliards de francs. Prudente, la société américaine Walt Disney n'investit pour l'instant que 450 millions », déclare la CGT dans un communiqué. « Par contre, poursuit-elle, à ce jour les financements publics de l'Etat, de la région et des collectivités territoriales représentent 1,6 milliard de francs, auxquels il convient d'ajouter les dégrèvements fiscaux et d'intérêt. » L'union régionale CGT précise que la réalisation de ce parc est un « mauvais choix » économique, social, culturel et financier. D'après elle, il contribuera à accentuer le « dépeuplement économique » de la région tandis que « la précarité et les bas salaires » seront les caractéristiques de son emploi.

## Le conflit des mineurs de Gardanne

## Le ministre de l'Industrie est prêt à recevoir les syndicats

Alors que le conflit des mineurs des Houillères de Provence à Gardanne (Bouches-du-Rhône) est dans l'impasse, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, a fait savoir, dans la soirée du 5 août, qu'il était « prêt à recevoir la direction des Charbonnages de France et successivement les organisations syndicales représentatives concernées, le lundi 8 août ». Le samedi 6 août, M. François Duteil, secrétaire de la CGT, a affirmé que la centrale se rendra à cette réunion « avec la volonté de participer à une véritable négociation ». « Il est hors de question, a-t-il ajouté, de s'en tenir à débattre des seules conditions de la reprise du travail. »

La direction des Houillères, nous indique notre correspondant, a annoncé que 212 grévistes ont accepté par lettre les propositions de reprise faites par la direction des Charbonnages de France, le 27 juillet. Il leur a été versé une avance de 4 500 F sur la somme de 13 200 F qui doit revenir à chaque mineur de fond (12 400 F pour le personnel de jour) reprenant le travail. L'effectif des non-grévistes serait désormais de 1 219 soit 70 % des 1 739 salariés.

Le bureau confédéral de la CGT a décidé d'ouvrir une « souscription nationale » au profit des mineurs en grève afin de leur donner « les moyens de leur lutte ». Il appelle à adresser les versements à son siège de Montreuil ou au syndicat des mineurs CGT de Gardanne. La commission exécutive de la CFDT a réaffirmé « sa solidarité » avec son syndicat local, qui a appelé à la reprise du travail et condamné, en visant la CGT, « des pratiques qui s'éloignent des méthodes d'action d'un syndicalisme démocratique, respectueux de la dignité des personnes ».